

L'économie calédonienne est bien orientée, soutenue par un contexte mondial favorable.

En 2010, au **niveau international**, l'économie mondiale est repartie dans une logique de croissance en particulier pour les pays émergents. Cette reprise prolonge l'amélioration débutée fin 2009.

L'**économie calédonienne** profite largement de cette croissance et surtout la zone VKP (Voh-Koné-Pouembout). En 2010, le dynamisme de la **demande intérieure** a contribué à la bonne tenue de l'économie calédonienne. Les achats à l'extérieur explosent avec 40 milliards F.CFP d'ensembles industriels pour l'usine du Nord sur un total de 300. Cette extrême vigueur est le résultat conjugué de l'impact des grands projets miniers et de besoins accrus des entreprises dans un contexte de hausse des cours des matières premières. En outre la demande des ménages est également bien orientée. Les Calédoniens ont acheté plus de véhicules neufs qu'en 2009 et n'ont jamais autant voyagé.

Les **indicateurs monétaires** renouent aussi avec la croissance. Malgré les inquiétudes des chefs d'entreprises, leurs investissements ont été plus nombreux. Les ménages ont contracté plus de crédits à la consommation et de crédits à l'habitat, en lien avec la baisse des taux.

La reprise économique a soutenu les exportations calédoniennes qui dépassent 120 milliards F.CFP en 2010. Les ventes de nickel ont suivi la **demande extérieure**, par des volumes et des cours en hausse.

Signe d'une économie redynamisée, l'**emploi salarié** progresse vite. 2 700 salariés de plus qu'en 2009 ont ainsi été embauchés, dont 80% dans le privé et en particulier à VKP. En 2010, les **créations d'entreprises** augmentent également, avec plus de 5 000 créations. Les secteurs de la construction et des services aux entreprises confirment une nouvelle fois leur dynamisme.

Sur le marché du travail, les **demandeurs d'emploi** sont plus nombreux qu'en 2009, mais la hausse s'explique d'abord par un meilleur recensement de la main d'œuvre disponible et donc une plus grande participation au marché du travail. Les offres déposées restent nombreuses. Le Nord tire là aussi son épingle du jeu.

Toutefois, l'**inflation** repart à la hausse, conformément à la tendance mondiale. Ainsi, après l'année la plus basse de la décennie (+0,2%), l'augmentation des prix en 2010 s'affiche à +2,7%. Pour faire face à la hausse des prix, le gouvernement a porté le SMG à 132 000 F.CFP en 2010. Le **saire** minimum atteindra 150 000 F.CFP en 2012.

La majorité des secteurs d'activité se porte bien.

Les résultats du **nickel** sont bons. Le dynamisme de l'extraction minière et de la production métallurgique est alimenté par la reprise de la demande mondiale, les cours repartant à la hausse au LME.

L'intensification de l'activité minière du territoire tire à la hausse le **trafic maritime** de la Nouvelle-Calédonie, à l'international comme à l'intérieur du territoire. Elle tire également la **production d'électricité**, qui est au plus haut, satisfaite par la production thermique. La capacité de production continue de se développer, notamment à partir des énergies renouvelables. La consommation d'électricité est également dopée par l'aménagement du territoire.

Le **bâtiment et les travaux publics** sont bien orientés, soutenus par les grands projets en cours.

Le **trafic aérien international** bat un nouveau record, sous l'impulsion des voyages des Calédoniens. L'activité des aéroports de l'intérieur et des îles est plus mitigée, avec notamment une légère baisse à Magenta. En revanche, le trafic augmente fortement à Koné, ce qui confirme la zone VKP comme second pôle d'activité économique.

Tendance en 2010

Inflation	-
Tourisme	-
Demandes d'emploi	-
Aquaculture	-
Importations	+
Exportations	+
Extraction minière	+
Production métallurgique	+
Emploi salarié	+
Offres d'emploi	+
Immatriculations de véhicules neufs	+
Voyages des Calédoniens	+
Agriculture	+
Pêche	+
Energie	+
BTP	+
Transport aérien	+
Transport maritime	+

Le bilan de la **pêche hauturière** est positif, avec plus de thons pêchés et exportés, mais l'aquaculture de crevettes est en difficulté.

L'**agriculture** marque une reprise par rapport à 2009, malgré des conditions météorologiques encore peu favorables.

À l'inverse, le **tourisme** demeure dans une situation très fragile.

Les visiteurs n'ont jamais été aussi nombreux, mais uniquement grâce aux croisiéristes. Les touristes traditionnels n'ont jamais été aussi peu nombreux depuis dix ans. Les hôtels évitent le pire grâce à la clientèle locale.

Pour 2011, les perspectives économiques sont plutôt optimistes. Le début d'année a été un peu difficile, partagé entre la dépression Vanuatu qui a tiré les prix à la hausse et un contexte politique instable. Mais la demande intérieure et les échanges commerciaux semblent rester dynamiques. La tenue des jeux du Pacifique en septembre, la construction de l'usine du Nord et la montée en charge de l'usine du Sud participeront à la bonne tenue de l'économie calédonienne dans les mois à venir. Par ailleurs, la tendance touristique du début d'année est plutôt favorable.

SUMMARY

The New caledonian economy is well orientated, supported by a favorable world context.

In 2010, the **world economy** restarted economic growth in particular for emerging countries. This recovery continues the improvement begun at the end of 2009.

The **New Caledonian economy** has generally benefited from this growth and especially the zone VKP (Voh-Koné-Pouembout).

In 2010, the dynamism of the **domestic demand** contributed to the maintenance of the strong New Caledonian economy. International purchases exploded with 0.3 billion Euros of parts of industrial plants for the North factory out of a total of 2.5. This extreme vigour is caused by a combination of the impact of the great mining projects and greater demands made by New Caledonian companies, in a context of rising prices for raw materials. Furthermore, the households demand is also well directed. New Caledonians bought more new vehicles than in 2009 and are travelling more than ever.

Financial indicators also correspond with this growth and despite businessmen's apprehension, their investments increase. Households contracted more consumer credits and housing loans, which was linked to the decline of the rates.

The economic recovery supports New Caledonian exports which exceeded 1 billion Euro in 2010. Nickel sales followed the **external demand**, by volumes and prices rising.

Employment progresses rapidly, result of a revitalised economy. 2 700 more employees than in 2009 are hired, 80% of which in the private sector and in particular VKP. In 2010, an increase in **business creation** resulted in more than 5 000 creations. The construction sector and the services to companies affirm their dynamism.

Concerning the labor market, there is an increase in **job-seekers** from 2009, but this is explained mainly by an improvement in workers available and thus a bigger participation in the labour market. The submitted offers remain numerous. The North plays its part again.

However, the **inflation** is rising in line with the world trend. So, after the lowest year of the decade (+0.2%), the price increase in 2010 reaches a +2.7%. To face the rise in prices, the government brings the SMG (guaranteed minimum wage) up to 1 106 Euros in 2010. The minimum **wage** will reach 1 257 Euros in 2012.

The majority of the economic sectors are doing well.

Nickel results are good. The dynamism of the mining extraction and the metallurgic production is fed by the recovery of the global demand, rates rising again in the LME.

The intensification of the territory mining activity pulls the New Caledonian **shipping traffic** to a rise, internationally as well as domestically. The **electricity production** reaches its highest, pulled by the thermal production. The production capacity continues to develop, especially from the renewable energies. The electricity consumption is also spurred by the land planning.

Construction and public works are well orientated, supported by big current projects.

International air traffic beats a new record, pulled by the New Caledonians journeys. The activity of our domestic inland and island airports is more mitigated, with notably a light decline for the Magenta airport. On the other hand, the traffic increases strongly in Koné, which confirms the zone VKP as a second economic park.

2010 fluctuation

Inflation	-
Tourism	-
Job seekers	-
Aquaculture	-
Imports	+
Exports	+
Mining extraction	+
Metallurgical production	+
Employed	+
Job offers	+
Registration of new vehicles	+
New caledonian journeys	+
Agriculture	+
Fisheries	+
Energy	+
Construction	+
Air transport	+
Maritime transport	+

The **deep-sea fishing** assessment is positive, with more fished and exported tunas but the aquaculture of prawns is in trouble.

Agriculture recovers from 2009, in spite of weather conditions still not too favorable.

On the contrary, **tourism** stays in a very fragile situation.

Visitors have never been so numerous, but only because of the cruise ship passengers. The traditional tourists have never been so few in ten years. Hotels avoid the worst thanks to the local clientele.

For **2011**, the economic perspectives are rather optimistic. The beginning of the year was a little difficult, due to the depression Vania which made the prices increase and to an unstable political context. Nevertheless the domestic demand and the commercial trades seem to remain dynamic. The holding of the Pacific games in September, the construction of the North factory and the increasing load of the South factory will participate in the good behaviour of the New Caledonian economy in the months to come. Besides, the tourism trend at the beginning of the year is rather favorable.

FAITS MARQUANTS 2010

Janvier

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 124,70 F.CFP ; prix du litre de gazole : 96,30 F.CFP.
• Les banques de Nouvelle-Calédonie, comme celles de Polynésie française et de Wallis et Futuna, sont autorisées à commercialiser le Livret A, rémunéré au taux de 1,25%.
- 21 • Emploi : publication de la Loi du pays n°2010-1 du 12 janvier 2010 portant diverses dispositions relatives au droit du travail en Nouvelle-Calédonie, notamment la déclaration préalable à l'embauche.
- 24 • Vale Inco : 1^{er} test de production d'une solution de nickel.

Février

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 129,20 F.CFP ; prix du litre de gazole : 101,90 F.CFP.
• SMG : revalorisation du SMG à 132 000 F.CFP et du SMAG à 112 200 F.CFP suite au vote de la Loi du pays n°2010-2 du 15 janvier 2010.
- 11 • Publication de la Loi du pays n°2010-5 du 3 février 2010 instituant une taxe communale d'aménagement.
- 18 • Signature par les partenaires sociaux et le gouvernement de "l'accord-cadre relatif aux modalités d'organisation des négociations collectives portant sur les salaires et l'amélioration de la compétitivité et de la productivité des entreprises".
- 25 • Arrivée pour un séjour de 3 jours de Luc Chatel, ministre de l'Éducation nationale.

Mars

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 131,40 F.CFP ; prix du litre de gazole : 102,80 F.CFP.
- 2 • Air Calédonie : le gouvernement approuve le programme d'exploitation de la compagnie qui fait suite à son plan de redressement global.
- 12 • Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie lance l'opération "éco chariot" avec 22 nouveaux articles qui portent à 43 le nombre d'écoproduits disponibles.
- 30 • Nickel : adoption par le gouvernement d'un arrêté constatant officiellement la fin de la crise dans ce secteur. Désormais les ressources du "fonds nickel" seront affectées à la mise en œuvre du programme pluriannuel de réhabilitation des sites miniers.

Avril

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 133,30 F.CFP ; prix du litre de gazole : 102,80 F.CFP.
- 10 • Gérard Jodar quitte la présidence de l'USTKE, au profit de Marie-Pierre Goyetche.
- 13 • Publication de la délibération n°7/CP du 6 avril 2010 relative aux conditions sanitaires de collecte, de traitement et de mise sur le marché des viandes de cervidé sauvage.
- 16 • Enseignement : lancement du "grand débat sur l'avenir de l'école calédonienne".
- 20 • Énergie : lancement de l'élaboration du «schéma de l'énergie et du climat» par le Comité permanent de l'énergie, dont l'objectif est de développer les énergies renouvelables, les économies d'énergie et dresser un bilan des émissions de carbone du territoire.
- 22 • Vale Inco NC : effondrement d'une colonne servant à l'ébullition du nickel et contenant de l'acide et des solvants.
- 28 • Tourisme : la commission des finances et du budget du Congrès a émis un avis favorable au projet de défiscalisation du futur hôtel de Gouaro Deva.

Mai

- 1^{er}
 - Prix du litre d'essence : 136,60 F.CFP ; prix du litre de gazole : 105,10 F.CFP.
 - Création d'un nouveau syndicat : la CNTP (Confédération nationale des travailleurs du Pacifique), dont Gérard Jodar est le président.
- 4
 - Commerce : la province Sud autorise la construction de 4 hypermarchés dans le Grand Nouméa.
- 6
 - Energie : inauguration de la centrale photovoltaïque "Hélios Bay" à Tontouta. Connectée au réseau de distribution publique d'Enercal, elle peut produire 3 millions de KW/h par an.
- 18 au 20
 - Tenue à Nouméa du Séminaire régional pour le Pacifique sur la décolonisation.
- 18
 - SLN : suite aux nuisances olfactives constatées depuis le 26 avril liées au stockage d'une livraison de fioul, tenue d'une conférence de presse pour évoquer le problème de traitement de ces émanations.
 - Publication de la délibération n°9/CP du 6 mai 2010 relative aux nomenclatures d'activités et de produits de Nouvelle-Calédonie.
- 28
 - Nickel : Vale Inco NC devient Vale Nouvelle-Calédonie.

Juin

- 1^{er}
 - Prix du litre d'essence : 139,0 F.CFP ; prix du litre de gazole : 108,80 F.CFP.
 - Inauguration d'une serre calédonienne au Muséum d'histoire naturelle de Paris.
- 3
 - Vale Nouvelle-Calédonie : lors de son séjour sur le territoire, Roger Agnelli, PDG de Vale, annonce la production et la commercialisation temporaire d'un produit intermédiaire métallique non raffiné. Cette production intervient en attendant la reprise des activités sur l'unité d'extraction primaire, suspendues depuis le 22 avril.
- 4
 - Arrivée pour un séjour de 4 jours de Marie-Luce Penchard, ministre de l'Outre-Mer.
- 8
 - Trafic maritime : accostage du 1^{er} navire dans le port de Vavouto. La mise en service du port permet d'acheminer du matériel nécessaire pour la construction de l'usine du Nord.
- 10
 - Trafic maritime : les rotations de l'île-des-Pins reprennent après plusieurs jours de blocage. Deux bateaux desserviront l'île-des-Pins en attendant la mise en place d'un schéma directeur des transports.
- 22
 - Prix : publication des délibérations n°62 et n°63 du 2 juin 2010 relatives à la réglementation des prix et à la régulation des relations commerciales entre les acteurs économiques dans le cadre de la lutte contre "la cherté de vie".
- 24
 - Tenue à Matignon du 8^e comité des signataires de l'accord de Nouméa.
- 25
 - Publication de la Loi du pays n°2010-6 du 21 juin 2010, modifiant la Loi du pays n°2007-4 du 13 avril 2007 portant création d'une aide au logement, afin d'en étendre le nombre de bénéficiaires et de revaloriser l'aide octroyée.

Juillet

- 1^{er}
 - Prix du litre d'essence : 140,0 F.CFP ; prix du litre de gazole : 113,0 F.CFP.
- 8
 - Entrée en vigueur en Nouvelle-Calédonie de l'ordonnance n°2010-11 du 7 janvier 2010 portant extension des dispositions issues de la transposition de la directive européenne "services de paiement" qui se traduit notamment par le plafonnement des tarifs de certains services bancaires.
- 13
 - Ré-élection de Harold Martin à la présidence du Congrès, pour un an.
- 14
 - Nickel : reconduction du pacte d'actionnaires liant Eramet et les trois provinces calédoniennes jusqu'au 31 décembre 2011.
- 17 au 19
 - Signes identitaires : levée du drapeau FLNKS aux côtés du drapeau français lors du séjour de François Fillon et de Marie-Luce Penchard en Nouvelle-Calédonie.

Août

- 1^{er}
 - Prix du litre d'essence : 141,9 F.CFP ; prix du litre de gazole : 115,80 F.CFP.
- 3
 - Prix : adoption par le gouvernement d'un arrêté fixant les prix de 115 produits de première nécessité et de grande consommation.
- 12
 - Emploi : publication de la Loi du pays n°2010-9 du 27 juillet 2010 relative à la protection, à la promotion et au soutien de l'emploi local. Elle établit notamment une priorité d'emploi des citoyens et des personnes justifiant d'une durée suffisante de résidence.
- 24
 - Adoption par le gouvernement d'un arrêté homologuant les produits phytosanitaires à usage agricole autorisés en Nouvelle-Calédonie.
- 30
 - Élection des 16 nouveaux sénateurs coutumiers.

Septembre

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 140,5 F.CFP ; prix du litre de gazole : 113,3 F.CFP.
- 5 • Usine du Nord : arrivée des 4 premiers modules en provenance de Chine.
- 9 • Signes identitaires : publication de la Loi du pays n°2010-11 du 9 septembre 2010 relative à 3 signes identitaires de la Nouvelle-Calédonie (l'hymne calédonien, la devise et le graphisme des billets de banque).
- 12 au 24 • Tenue en Nouvelle-Calédonie du 4^e Festival des Arts Mélanésiens.
- 20 • Transferts de compétences : signature entre le Haut-Commissaire et le président du gouvernement de la convention-cadre relative aux transferts des compétences de l'État à la Nouvelle-Calédonie (transferts adoptés, transferts à préparer et mise en oeuvre des compétences transférées).

Octobre

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 137,4 F.CFP ; prix du litre de gazole : 110,6 F.CFP.
- 7 • Nomination d'Albert Dupuy, nouveau Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, en remplacement d'Yves Dassonville.
- 11 • Nickel : lancement des travaux d'élaboration d'un schéma stratégique industriel du nickel en Nouvelle-Calédonie.
- 16 au 21 • Tenue en Nouvelle-Calédonie du 3^e Forum francophone du Pacifique.

Novembre

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 137,2 F.CFP ; prix du litre de gazole : 111,9 F.CFP.
- 14 • Suite au remaniement ministériel intervenu après la démission du gouvernement Fillon le 13 novembre, François Fillon garde son poste de premier ministre et Marie-Luce Penchard celui de ministre de l'outre-mer.
- 15 au 19 • Nickel : tenue à Nouméa de la 4^e conférence internationale du nickel portant notamment sur l'évolution des procédés industriels, les projets en cours et la demande de nickel.
- 19 • Publication du décret n°2010-1425 du 18 novembre 2010 relatif au fonctionnement et à la gestion du fonds de continuité territoriale pour le développement économique des outre-mers.
- 26 • Population : publication du décret n°2010-1446 du 24 novembre 2010 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué en Nouvelle-Calédonie en 2009.
- 30 • Lancement de la TNT (télévision numérique terrestre) en Nouvelle-Calédonie et dans l'outre-mer français.

Décembre

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 136,0 F.CFP ; prix du litre de gazole : 109,9 F.CFP.
- 2 • Arrivée pour un séjour de 3 jours de Bernard Accoyer, président de l'Assemblée Nationale, accompagné de 3 députés.
- 4 • Décès de Jacques Lafleur, ancien signataire des Accords de Matignon le 5 mai 1988 et des accords de Nouméa le 5 mai 1998, député de la Nouvelle-Calédonie de 1978 à 2007 et dirigeant du RPC.
- 20 • Publication de la Loi du pays n°2010-11 instituant un crédit d'impôt au titre d'une avance remboursable ne portant pas intérêt, dénommée "prêt à taux zéro".
- 23 • Prix : publication de la délibération n°110 du 16 décembre 2010 relative à la création d'un nouvel indice des prix de détail à la consommation qui sera calculé et diffusé par l'ISEE à partir de janvier 2011.

VENEZ VISITER NOTRE SITE

www.isee.nc

Sa mise à jour régulière vous informe sur l'évolution économique de la Nouvelle-Calédonie



GRANDS INDICATEURS

- Indice des prix ▶
- Indices du BTP ▶
- Indices de révision des loyers ▶
- Conjoncture ▶
- SMG ▶
- Chiffres clés ▶
- Séries statistiques ▶

ENQUÊTES ET RÉPERTOIRES

- Répertoire des entreprises ▶
- Statistiques douanières ▶
- Enquête "Passagers" ▶
- Enquête hôtelière" ▶
- Etat civil ▶
- Comptes Economiques ▶
- Budget Consommation des Ménages ▶
- Recensement de la population ▶
- Recensement général Agricole ▶
- Portrait de votre commune ▶
- Portrait de votre tribu ▶



Vient de paraître

- Dépenses des croisiéristes 2007-2009
Télécharger pdf (2,8 Mo)
- Bilan de conjoncture du 1er semestre 2010
Télécharger pdf (790,0 Ko)
- Compte du secteur public 2007
Télécharger pdf (2,7 Mo)



Tableaux de l'Economie Calédonienne

MISE A JOUR
"ABRÉGÉE 2010"

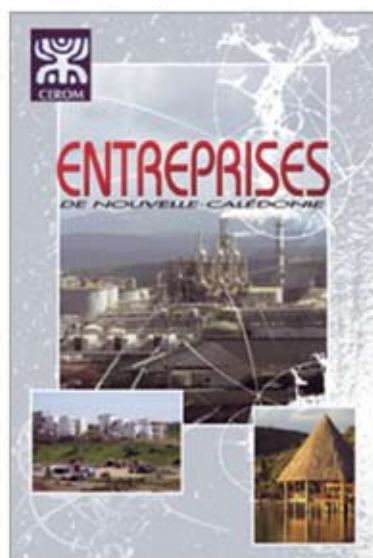
- Atlas Institutions
- Population Société
- Emploi Revenus
- Economie Finances
- Système productif

DERNIÈRES MISES EN LIGNE

- **INDICE DES PRIX**
Avril 2011 : 101,35 (hors tabac : 101,16)
- **INDEX BT 21**
Mars 2011 : 138,49 (avril 2011 : provisoire 139,07)
- **INDICE LOYERS (IRL)**
Majoration maximale applicable aux loyers à compter du 16 mai 2011 : 2,72%
- **CONJONCTURE**
Avril 2011 : Prix à la consommation
- **SÉRIES STATISTIQUES**
Mars 2011 :
 - Electricité : Production, Consommation, Abonnés
 - Agriculture : Abattages par type et par province
 - Transports : Transport routier
- **STATISTIQUES DOUANIÈRES**
Avril 2011
- **ENQUÊTE "PASSAGERS"**
Mars 2011
- **ENQUÊTE HÔTELIÈRE**
Février 2011

CEROM

L'AFD, l'IEOM et l'ISEE présentent un focus sur les entreprises de Nouvelle-Calédonie



Pour connaître votre nouveau code APE
Télécharger votre avis de situation
ICI

-- DERNIÈRES INFOS --

RECENSEMENT 2009
Créez vos tableaux sur mesure

+0,3% d'inflation en avril 2011.

+0,4% pour le BT 21 provisoire d'avril 2011.

6 894 touristes ont visité la Nouvelle-Calédonie en mars 2011.

Bilan 2010
Faits marquants

Comptes Economiques
Définitif 2006 : 663,3 milliards de F.CFP

Chiffres Clés 2009

Budget consommation des ménages (BCM)

Synthèse n°16
Ressources non monétaires

Synthèse n°18
Inégalités des ressources

CHIFFRES CLÉS

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 p
Voyages des Calédoniens (nbre)										
Calédoniens ayant voyagé hors du territoire	68 196	72 221	78 461	89 321	95 859	100 170	106 377	111 598	119 035	131 580
Marché de l'automobile (nbre)										
Immatriculations de véhicules neufs	8 555	9 469	10 284	10 586	11 489	12 215	13 439	13 639	13 246	13 680
dont voitures particulières	6 150	6 658	7 179	6 950	7 397	7 251	7 717	7 853	7 246	7 351
Emploi salarié (nbre, F.CFP)										
Salarisés du secteur privé (moyenne annuelle)	42 004	43 414	44 485	46 513	48 623	51 301	53 811	57 031	58 742	61 009
Salarisés du secteur public (moyenne annuelle)	nd	nd	19 986	20 600	20 970	21 365	22 216	22 965	23 395	23 871
Salaires Minimum Garanti mensuel (SMG, au 1 ^{er} janv.)	82 000	100 000	100 000	103 411	110 000	115 000	120 000	120 864	124 406	125 464
Salaires Minimum Agricole Garanti mensuel (SMAG, au 1 ^{er} janv.)	78 414	79 934	85 000	86 109	93 500	97 750	102 000	102 733	105 745	106 644
Marché du travail (nbre)										
Demandeurs en fin de mois (moyenne annuelle)	9 860	10 511	10 187	9 632	8 725	7 049	6 572	6 600	6 981	7 325
Nouvelles offres d'emploi déposées	5 255	5 492	5 827	5 169	5 519	9 226	9 415	11 131	11 729	10 974
Conflits sociaux (jour de travail perdu)										
Secteur privé "hors mines"	9 106	12 170	8 258	22 301	33 466	34 360	21 529	7 913	23 486	13 763
Prix à la consommation (%)										
Indice des prix (déc. de chaque année, base 100 en déc. 1992)	116,3	118,1	119,2	120,3	123,4	125,2	127,5	132,1	132,3	135,9
Inflation (glissement sur les douze derniers mois)	2,3	1,5	1,0	0,9	2,6	1,4	1,8	3,7	0,2	2,7
Alimentation	2,9	2,3	1,7	1,4	2,4	0,7	4,5	4,6	1,0	2,8
Produits manufacturés	2,7	0,2	0,2	0,0	2,3	1,7	0,4	3,4	-2,5	3,1
Services	1,4	2,2	1,1	1,3	3,1	1,8	1,2	3,1	2,0	2,2
Échanges extérieurs										
Importations (million de F.CFP)	124 171	127 178	163 869	156 767	170 692	200 841	244 096	262 188	220 223	298 500
Exportations (million de F.CFP)	60 346	62 422	82 865	98 859	104 774	128 168	177 868	104 853	84 503	122 212
dont produits miniers et métallurgiques	53 694	56 101	75 545	89 949	94 859	120 464	171 286	98 218	76 882	115 620
Taux de couverture (%)	48,6	49,1	50,6	63,1	61,4	63,8	72,9	40,0	38,4	40,9
Monnaie (million de F.CFP)										
Masse monétaire	224 223	229 094	237 364	274 318	297 389	344 036	385 032	422 744	463 076	516 981
Circulation fiduciaire	10 473	10 473	10 748	11 499	11 504	12 517	12 846	13 626	14 106	14 666
Dépôts à vue	94 525	96 583	104 416	133 907	146 026	177 762	188 185	196 491	214 179	245 223
Comptes sur livret	36 094	41 178	53 136	57 419	62 560	64 895	67 636	75 157	89 203	92 529
Comptes Épargne-Logement	0	220	546	715	776	831	750	693	699	676
Dépôts à terme et bons	83 131	80 640	68 518	70 778	76 523	88 031	115 615	136 777	144 889	163 887
Concours de caractère bancaire	349 844	371 276	400 812	437 416	475 410	526 430	618 957	715 784	771 025	845 874
Finances publiques (million de F.CFP)										
Recettes										
Nouvelle-Calédonie	82 348	82 560	90 242	103 333	117 765	127 852	151 807	163 910	147 554	172 475
Province des îles Loyauté	9 563	10 160	10 031	12 789	11 882	15 016	16 407	21 395	nc	nc
Province Nord	17 207	18 141	18 894	24 267	27 581	31 812	34 883	32 651	nc	nc
Province Sud	27 414	31 910	32 194	32 698	36 895	38 780	43 484	57 610	51 998	55 219
Dépenses										
Nouvelle-Calédonie	77 496	83 185	88 763	96 484	107 665	127 420	136 241	180 056	155 330	167 299
Province des îles Loyauté	9 024	10 138	10 511	12 503	10 766	11 291	13 217	15 006	nc	nc
Province Nord	16 363	18 621	18 981	19 453	19 209	20 596	21 729	23 337	nc	nc
Province Sud	29 236	32 793	31 513	31 938	37 507	41 820	43 893	50 153	58 141	58 301
Dépenses de l'État en Nouvelle-Calédonie	nd	nd	nd	nd	nd	128 661	130 150	137 777	134 244	129 537
Entreprises (nbre)										
Créations d'entreprises (champ ICS)	2 486	2 431	2 709	3 018	3 400	3 532	3 811	4 114	4 598	5 113
Taux de création (%)	15,2	14,5	16,4	17,7	19,0	18,7	19,3	19,4	20,1	20,5
Agriculture (tonne)										
Production de viande (abattages contrôlés)										
Bovine	4 059	4 016	4 049	4 042	3 524	2 992	3 131	3 147	3 193	3 418
Porcine	1 556	1 627	1 685	1 766	1 822	1 965	2 093	2 373	2 262	2 253
Production marchande de légumes										
Légumes (y.c. tubercules, squashes et oignons)	8 503	9 697	10 565	10 593	9 205	9 875	9 129	9 843	8 432	8 845
Pommes de terre (achats OCEF + nouvelles)	1 883	1 944	1 062	1 380	1 664	2 266	715	1 773	1 488	868
Production marchande de fruits	3 767	3 543	2 876	4 258	4 248	5 560	5 558	5 252	4 312	4 546
Production de céréales	4 726	3 994	6 084	5 312	6 290	3 956	5 781	4 203	2 664	3 335

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 p
Pêche-Aquaculture (tonne)										
Exportations de produits de la mer	2 899	2 636	2 695	2 942	3 112	2 663	2 267	2 326	2 368	2 131
Crevettes	1 350	1 410	1 275	1 509	1 709	1 786	1 307	1 295	1 079	746
Thons	1 276	1 059	1 182	1 173	1 182	626	656	725	947	1 095
Holothuries	62	45	69	82	51	57	94	77	48	26
Coquilles de trocas	190	78	100	120	153	187	198	199	277	228
Production de crevettes (des fermes membres du GFA)	1 810	1 815	1 703	2 210	2 339	2 278	1 843	2 036	1 830	1 156
Mines-Métallurgie										
Extraction minière (millier de tonnes humides)	7 215	5 942	6 625	7 033	6 445	6 179	7 575	6 172	5 689	8 709
Latérites	2 668	2 117	2 230	2 234	1 850	2 015	2 067	1 483	1 392	2 691
Saprolites	4 547	3 825	4 396	4 799	4 595	4 164	5 508	4 689	4 296	6 018
Production métallurgique (tonne de nickel contenu)	58 973	59 867	61 523	55 180	59 576	62 378	59 796	51 031	52 132	53 940
Ferro-nickels	45 912	48 650	50 666	43 016	46 738	48 723	44 954	37 467	38 230	39 802
Mattes	13 061	11 217	10 857	12 164	12 838	13 655	14 842	13 564	13 902	13 917
NHC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	222
Cours du nickel au LME (USD/Lb)	2,70	3,07	4,37	6,27	6,72	11,00	16,89	9,58	6,65	9,89
Cours du dollar (en F.CFP)	133,37	126,69	105,73	96,11	96,03	95,23	87,19	81,59	85,90	90,14
Énergie										
Production d'électricité (Gwh)	1 729	1 749	1 758	1 678	1 883	1 873	1 926	1 880	1 944	2 131
Thermique	1 355	1 421	1 430	1 341	1 526	1 556	1 499	1 384	1 505	1 811
Hydraulique	367	320	323	326	339	288	390	460	397	265
Éolienne	7	8	5	11	18	28	37	36	42	52
Solaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Construction										
Logements achevés* (nbre)	1 748	1 412	1 566	1 798	2 027	2 312	2 443	2 243	2 637	2 480
Autres constructions achevées* (nbre)	159	310	359	383	422	422	424	520	526	537
Consommation de ciment (tonne)	93 248	103 808	102 996	115 288	123 117	133 455	136 930	139 498	139 858	161 236
Index BT21 (déc. de chaque année, base 100 en déc. 2000)	102,08	103,72	104,99	110,98	113,84	119,14	123,36	135,34	129,04	133,81
Effectifs salariés (moyenne annuelle)	5 168	5 616	5 565	6 122	6 519	7 178	7 726	8 186	8 393	8 751
Transport aérien										
Trafic international (aéroport de Tontouta)										
Passagers (nbre)	346 767	355 644	364 990	385 242	407 746	414 990	433 597	451 758	459 588	478 141
Marchandises (tonne)	5 061	5 094	5 199	5 192	5 566	5 440	5 570	6 141	5 627	5 672
Trafic intérieur (aéroport de Magenta)										
Passagers (nbre)	282 078	269 524	272 211	282 509	284 369	297 257	321 740	348 528	370 056	367 636
Marchandises (tonne)	954	922	893	846	853	952	1 078	1 149	1 298	nd
Transport maritime (millier de tonnes)										
Trafic international	5 290	4 701	5 114	5 584	5 210	5 260	6 027	5 173	5 420	7 257
Trafic intérieur	3 124	3 232	3 262	3 001	3 038	3 436	3 503	3 100	2 996	3 335
Tourisme										
Touristes (nbre)	100 515	103 933	101 983	99 515	100 651	100 491	103 363	103 672	99 379	98 562
Durée moyenne de séjour sur le territoire (jour)	13,7	16,3	15,6	16,2	16,8	19,1	19,6	19,7	21,1	20,0
Croisiéristes (nbre)	50 671	54 925	64 273	77 115	81 215	118 898	124 467	152 250	131 231	203 879
Nuitées dans hôtels de Nouméa (nbre)	522 178	480 477	499 102	536 363	543 614	586 082	554 571	615 408	569 041	535 425
dont nuitées des non résidents	399 668	351 765	343 490	369 085	350 379	379 146	347 317	360 233	304 274	279 406
Durée moyenne de séjour à l'hôtel (jour)	4,1	4,0	4,4	4,5	4,4	3,7	2,4	2,9	2,5	2,0
Taux d'occupation des chambres (%)	47,8	57,1	59,7	59,6	61,3	61,9	60,9	62,3	58,8	57,9

* ayant reçu l'attestation COTSUEL.

CONJONCTURE MONDIALE

La reprise économique est en marche

L'économie mondiale est repartie dans une logique de croissance en 2010. Mais cette reprise se réalise avec une amélioration timide de l'emploi. L'inflation est importante à cause de la nouvelle hausse des matières premières.

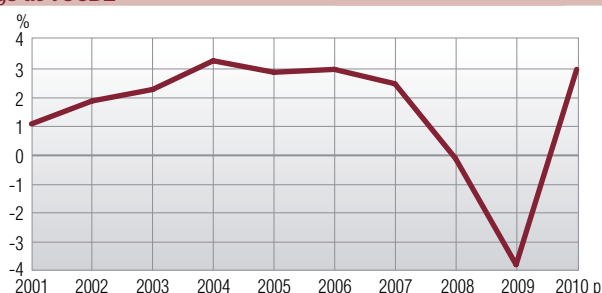


L'économie mondiale émerge de la pire récession connue depuis soixante ans : selon le FMI, la croissance mondiale atteint 4,8% en 2010 (-0,6% en 2009). Mais cette reprise est plus modérée dans les pays développés (+2,7%) que dans les pays émergents (+7,1%). Des politiques de relance ont été mises en place pour soutenir l'économie et créer les conditions d'une croissance soutenue. La demande intérieure et la situation des banques se sont redressées, permettant aux entreprises de relancer leurs investissements, notamment en biens d'équipement. La consommation des ménages repart à la hausse, mais moins vite qu'avant crise (+1,9% pour les pays de l'OCDE en 2010, contre +3% en moyenne entre 2000 et 2007).

L'économie recouvre la santé, mais il existe des freins à sa croissance

La relance de l'économie en 2010 soutient la reprise du **commerce mondial**. Sa croissance est renforcée par la hausse de la demande et par le dynamisme des exportations des pays émergents comme la Chine et le Brésil. Le commerce mondial atteint fin 2010 un niveau supérieur à celui d'avant la crise. Toutefois, selon l'Organisation Mondiale du Commerce, cette croissance a été freinée

Évolution en volume de la demande intérieure totale pour les pays de l'OCDE



Source : OCDE

née par la suspension des mesures de relance budgétaire par les gouvernements pour résorber les déficits et augmenter les recettes. Elle a également été freinée par les cours du pétrole, supérieurs à leur niveau de 2009, et par la persistance du chômage qui a limité la croissance des revenus et la demande d'importation.

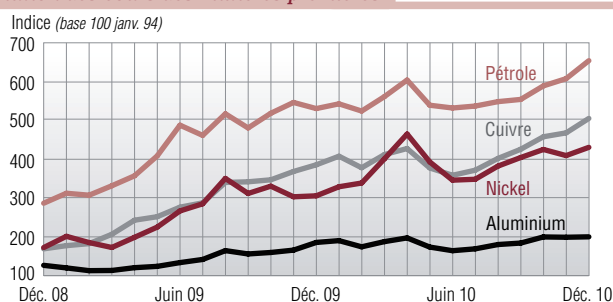
Le taux de **chômage** des pays de l'OCDE reste élevé en 2010 (8%, comme en 2009, contre 6% en 2008). Même si l'emploi ne s'est pas redressé en 2010, sa dégradation ralentit fortement : le nombre de chômeurs en plus sur un an est divisé par 10 par rapport à l'an passé.

L'**inflation** repart à la hausse dans la plupart des pays. Les pays de

l'OCDE affichent +1,9% en 2010, contre +0,5% en 2009, la zone euro +1,5%, la France +1,6%, l'Australie +2,9% et les États-Unis +1,6%, tous en forte hausse par rapport à 2009. L'inflation est directement liée à l'augmentation des cours des **matières premières**. Le nickel a augmenté de 41% sur un an, le cuivre de 31%, le pétrole de 30%, le sucre de 25%, le maïs de 14% et le blé de 10%. Ce renchérissement résulte de quatre principaux facteurs :

- La récession mondiale a incité les opérateurs industriels et miniers à réduire leurs capacités de production, mais la reprise plus rapide que prévu n'a pas permis d'ajuster sans délai la production.
- Les conditions météorologiques ont été défavorables aux productions agricoles (sécheresse en Russie, inondations au Pakistan).
- Les coûts de production pour les produits agricoles comme pour le pétrole augmentent.
- Le décalage entre une demande dynamique et une offre qui ne l'était pas a entraîné une spéculation sur les matières premières.

Évolution des cours des matières premières



Source : INSEE

Malgré les difficultés dans certains secteurs, l'économie mondiale est en pleine croissance en 2010, avec des écarts selon les pays.

La reprise économique est inégale suivant les pays

Selon les perspectives économiques de l'OCDE, la reprise de l'économie a plus profité aux pays émergents (+7,1%) qu'aux pays développés (+2,7%).

Ainsi, la **France** renoue en 2010 avec la croissance économique (+1,6%), grâce à la légère reprise de la demande intérieure et à l'augmentation des échanges commerciaux. Deux bémols : le taux de chômage reste élevé et les finances publiques sont en déficit.

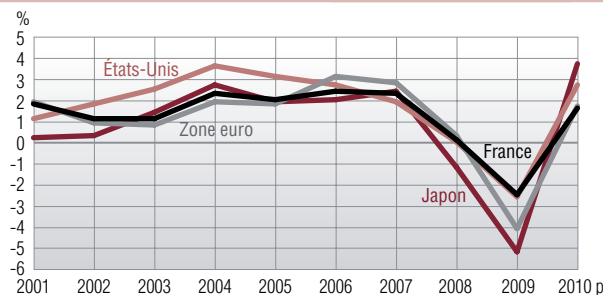
Les **États-Unis** affichent eux aussi une bonne santé économique : les marchés financiers se sont rétablis, la consommation des ménages et les investissements industriels sont relancés. Pourtant, le taux de chômage ne s'est pas amélioré et la pauvreté s'aggrave.

La croissance devrait se renforcer en 2011, mais des tensions persistent

La croissance annuelle de l'**Australie** est estimée à 3%, le taux de chômage est resté faible. Les exportations, notamment de matières premières, se sont développées, la demande intérieure s'est maintenue et les investissements dans les projets miniers se multiplient. Deux limites : le manque d'investissements dans les infrastructures et le fort niveau d'endettement des ménages.

L'économie de la **Nouvelle-Zélan-**

Évolution en volume du PIB de quelques pays (moyenne annuelle)



Source : OCDE

de est elle aussi en pleine croissance (+3%), soutenue par la hausse des exportations, notamment de produits laitiers qui bénéficient d'une hausse des cours. Le taux de chômage baisse légèrement. Toutefois, le pays a été confronté à une sécheresse qui a limité la production agricole et à des tremblements de terre.

Le **Japon** fait face en 2010 à un ralentissement de sa croissance économique et à une instabilité politique.

Comparés aux pays développés, les pays émergents affichent un plus grand dynamisme en 2010. Les niveaux de croissance, d'exportations, de production manufacturière et de consommation de l'Asie ont dépassé ceux d'avant la crise. La **Chine** est en deuxième position de l'économie mondiale par son exceptionnel développement, sa forte croissance (+10,5%) et la progression de ses échanges extérieurs. Seuls

points noirs : la montée de l'inflation et les tensions sur le marché du travail.

D'après les économistes, l'économie mondiale devra faire face à des tensions en 2011 :

- Les plans de relance ont creusé les déficits publics.
- Les cours des matières premières, particulièrement ceux du pétrole, poursuivent leur hausse.
- L'instabilité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord risque de peser sur l'activité économique et sur le commerce mondial.
- Le Japon a subi en 2011 des catastrophes naturelles qui fragiliseront sa position dans l'économie mondiale.

Le PIB mondial devrait toutefois croître de plus de 4%, tiré par la croissance du commerce mondial et de l'investissement privé. La progression de l'activité soutiendrait l'emploi et la consommation privée.

Évolution de quelques indicateurs économiques (données provisoires et exprimées en moyenne annuelle)

	Produit Intérieur Brut		Évolution annuelle en volume Consommation des ménages		Investissement total		Évolution annuelle des prix à la consommation		Taux de chômage (définitions courantes)	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010
France	-2,5	1,6	0,6	1,5	-7,0	-1,8	0,1	1,6	9,1	9,3
Zone euro	-4,1	1,7	-1,1	0,6	-11,3	-1,0	0,3	1,5	9,3	9,9
Allemagne	-4,7	3,5	-0,1	-0,1	-10,0	4,9	0,2	1,0	7,4	6,9
Italie	-5,1	1,0	-1,7	0,4	-12,2	2,0	0,8	1,5	7,8	8,6
Royaume-Uni	-5,0	1,8	-3,3	1,2	-15,1	2,0	2,2	3,1	7,6	7,9
États-Unis	-2,6	2,7	-1,2	1,7	-14,8	3,4	-0,3	1,6	9,3	9,7
Japon	-5,2	3,7	-1,0	2,4	-14,0	-0,1	-1,4	-0,9	5,1	5,1
Australie	1,2	3,3	1,7	3,3	-1,1	7,0	1,8	2,9	5,6	5,2
Nouvelle-Zélande	-0,4	2,2	-0,6	1,7	-12,0	4,1	2,1	2,4	6,2	6,5
Total OCDE	-3,4	2,8	-1,3	1,9	-12,1	2,4	0,5	1,9	8,1	8,3

Source : OCDE, Perspectives économiques n°88

Unité : %

VOYAGES DES CALÉDONIENS

Nouveau record

En 2010, les Calédoniens ont beaucoup voyagé. L'augmentation de leurs déplacements s'est concentrée sur trois pays : la France, le Vanuatu et la Nouvelle-Zélande. Toutefois, l'Australie draine encore un voyage sur trois.

En 2010, 131 600 Calédoniens sont revenus de voyage, soit 12 500 de plus sur un an. Une telle augmentation (+11%) ne s'était encore jamais vue. Elle est au-dessus de la tendance du tourisme international (+7%). Les Calédoniens voyagent presque deux fois plus qu'il y a dix ans. Les déplacements des résidents n'ont pas été affectés par la forte inflation de 2010 (+2,7%), limitée à +1,7% pour le transport aérien.

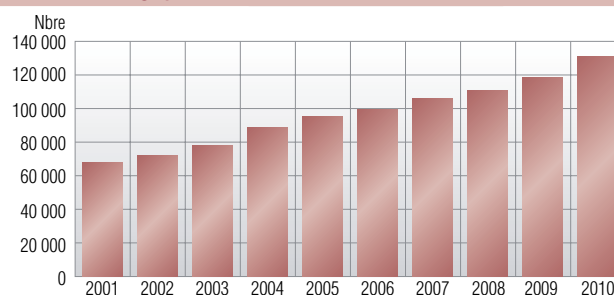
Une saisonnalité marquée

Les déplacements des Calédoniens sont rythmés par le calendrier scolaire, pour les vacances de deux mois ou de deux semaines. Un quart des voyages sont effectués pendant les mois de janvier et février (17 000 retours chacun). Cette concentration est accentuée pour des destinations familiales comme l'Australie et la France. Les voyages des résidents chutent à 8 500 retours en mars après la rentrée des classes.

Les mois de juin à septembre sont également propices aux voyages : ils comptent plus de 10 000 déplacements chacun. Les résidents partent notamment pendant les vacances scolaires de deux semaines pour profiter de la saison estivale en France et, dans une moindre mesure, de la saison hivernale en Nouvelle-Zélande.

Australie et France : deux retours sur trois

Évolution des voyages des résidents hors du territoire



Source : ISEE "Enquête passagers"

Évolution de l'indice des prix des "Transports aériens"



Source : ISEE

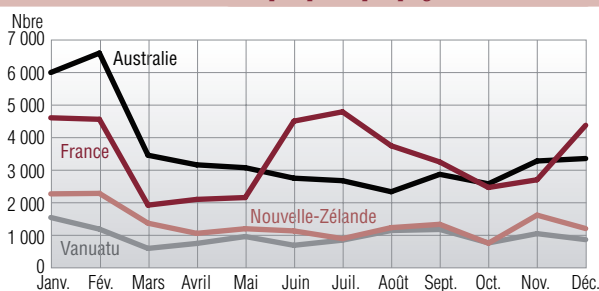
Les vacances sont le principal motif de voyage des Calédoniens (un voyage sur deux). Elles sont suivies par la visite à la famille ou aux amis. Les voyages pour les études, les affaires ou la santé ne représentent que 5% des déplacements. En moyenne, les résidents séjournent 21 jours en dehors du terri-

toire, avec 35 jours en France, deux semaines en Australie ou en Nouvelle-Zélande et une au Vanuatu.

L'Australie reste en tête des destinations privilégiées des Calédoniens. Avec 42 000 retours en 2010, près du tiers des voyages des résidents étaient vers cette destination. Cependant, la hausse vertigineuse du dollar australien en 2010 (+20% en moyenne par rapport à 2009) a probablement incité les Calédoniens à se tourner vers d'autres destinations : le nombre de voyages vers l'Australie est stable dans le contexte global de forte hausse.

La Métropole suit de près avec 41 000 retours en 2010, soit 4 000 voyages de plus sur un an. La fonte du dispositif d'aide au pas-

Retours mensuels des résidents par principal pays visité en 2010



Source : ISEE "Enquête passagers"

sage aérien, qui réduit pour 2011 les critères d'attribution comme le montant des aides, a certainement incité les Calédoniens à profiter en 2010 du dispositif existant.

La hausse des retours de France est également favorisée par les nouvelles rotations qui existent entre Paris et Tontouta depuis avril 2009 grâce à la compagnie Air Austral.

Les deux destinations privilégiées sont suivies de loin par la **Nouvelle-Zélande**. Elle draine 16 000 déplacements en 2010, soit 1 500 de plus qu'en 2009, après avoir longtemps flirté avec la barre des 10 000 retours.

Le **Vanuatu** fait une belle percée en 2010 avec 11 000 retours, soit 3 000 de plus qu'en 2009. L'archipel attire près de trois fois plus de résidents calédoniens qu'il y a dix ans.

À elles deux, ces destinations regroupent 20% des voyages des résidents calédoniens.

Même si elle ne représente que 1% des voyages des Calédoniens en 2010 avec 1 500 déplacements, la **Réunion** en attire deux fois plus qu'en 2009. Cette progression est soutenue par la desserte de cette destination par la ligne Nouméa-Paris de la compagnie Air Austral. La compagnie souhaite d'ici deux ans passer de deux à trois rotations par semaine.

2011 dans la continuité de 2010

15% des déplacements supplémentaires des Calédoniens sont répartis entre quatre pays : la Thaïlan-

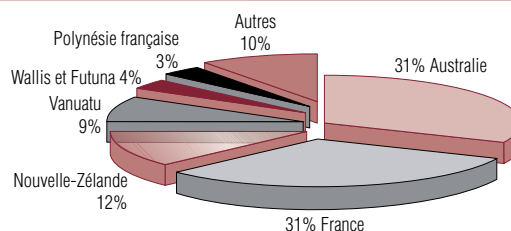
Évolution des retours des résidents par principal pays visité

	2009	2010	Variation
Australie	41 821	41 858	0,1
France	37 072	40 913	10,4
Nouvelle-Zélande	14 478	16 076	11,0
Vanuatu	8 531	11 292	32,4
Wallis et Futuna	4 473	4 606	3,0
Polynésie française	3 716	4 129	11,1
Autres pays d'Asie	1 645	2 085	26,7
Indonésie	1 143	1 603	40,2
Réunion Mayotte	757	1 444	90,8
Thaïlande	715	1 240	73,4
Fidji	718	1 182	64,6
Japon	978	1 145	17,1
Etats-Unis	634	956	50,8
Autres pays d'Amérique	646	922	42,7
Autres pays d'Europe	840	778	-7,4
Vietnam	405	708	74,8
Autres pays d'Afrique	310	443	42,9
Autres pays d'Océanie	127	194	52,8
Autres	26	6	-76,9
Total	119 035	131 580	10,5

Source : ISEE "Enquête passagers"

Unités : nbre, %

Retours des résidents par principal pays visité en 2010



Source : ISEE "Enquête passagers"

de, Fidji, l'Indonésie et la Polynésie française. Bien qu'en hausse sur un an, ces pays restent très loin derrière les 40 000 retours d'Australie et de France.

En 2011, les résidents calédoniens pourraient bouder la France, suite à la réforme du dispositif de continuité territoriale. Ce mouvement

n'était toutefois pas amorcé à l'issue du 1^{er} trimestre. La hausse des dollars australien et néo-zélandais pourrait limiter les voyages des Calédoniens vers ces pays. En effet, ils coûtent plus cher aux résidents calédoniens sur les deux premiers mois de l'année 2011 qu'un an avant, renchérissant ainsi leurs dépenses sur place.

MARCHÉ DE L'AUTOMOBILE

Davantage de ventes de véhicules neufs

Les immatriculations de véhicules neufs retrouvent leur niveau de 2007 et 2008 après un léger recul en 2009. La hausse profite essentiellement aux marques étrangères et au diesel.

13 700 véhicules
neufs achetés

Les immatriculations de véhicules neufs retrouvent leur niveau de 2007 et 2008, après un léger recul en 2009. Ainsi, les Calédoniens ont acheté 13 700 véhicules neufs en 2010, contre 13 200 l'an dernier.

Dans le détail, l'engouement des Calédoniens pour les modèles pick-up et camionnettes (comportant les 4x4) se confirme une nouvelle fois cette année. En effet, leurs ventes font un bond en avant (+13%), alors que celles des voitures particulières progressent faiblement sur un an (+1%).

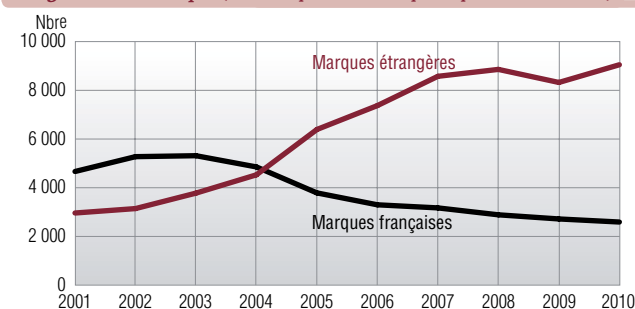
La hausse des immatriculations de véhicules neufs profite exclusivement aux marques étrangères. En effet, sur les 11 600 voitures particulières, pick-up et camionnettes achetés neufs cette année, 9 000 sont de marque étrangère soit une belle progression de 9% sur un an.

Du Japon, d'Amérique
ou de Corée, les
étrangères plaisent
aux Calédoniens

Les marques nipponnes représentent 19% des parts de marché totales. Elles prédominent malgré le renchérissement du yen face au F.CFP depuis deux ans avec le Toyota Hilux (433 unités, contre 354 en 2009).

Les marques américaines, avec Ford en tête et Chevrolet, sont

Évolution des immatriculations de véhicules neufs selon l'origine de la marque (voitures particulières, pick-up et camionnettes)



Source : DITTT

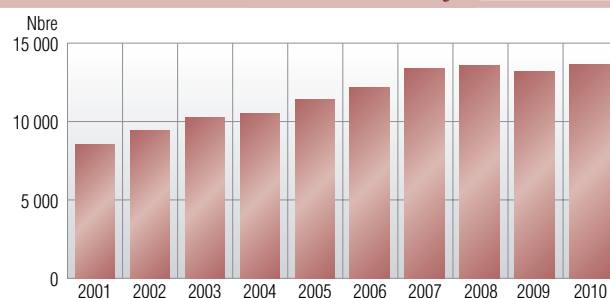
Immatriculations de véhicules neufs

	2009	2010	Variation
Voitures particulières	7 246	7 351	1,4
Pick-up et camionnettes	3 781	4 272	13,0
Camions	192	144	-25,0
Deux roues	1 031	911	-11,6
Autres	996	1 002	0,6
Total	13 246	13 680	3,3

Source : DITTT

Unités : nbre, %

Évolution des immatriculations de véhicules neufs



Source : DITTT

également très bien positionnées : 17% des parts de marché. Ford occupe depuis deux ans la première marche du podium avec le modèle Ford Ranger qui arrive, de loin, en tête des ventes avec 915 véhicules commercialisés en 2010 (807 en 2009).

Les marques coréennes Hyundai et Kia, qui représentent 15% des parts de marché, plaisent également aux Calédoniens, même si les ventes de l'un de ces trois pays. La marque "low cost" Dacia (du groupe Renault) tire également son épingle du jeu (5% des parts de marché, contre 4% l'an dernier) avec des véhicules au prix attractif. Ses ventes se confirment et progressent pour la sixième année consécutive. La

marque Chinoise Great Wall fait son apparition dans le top 10 : ses ventes, quasi inexistantes il y a 5 ans, progressent depuis 2007. Enfin, la marque allemande Volkswagen reste stable avec des immatriculations autour des 300 unités depuis plusieurs années.

Véhicules neufs immatriculés selon le modèle en 2010 (voitures particulières, pick-up et camionnettes)

Marque	Modèle	Nbre	Part
Ford	Ranger	915	7,9
Toyota	Hilux	433	3,7
Renault	Clio	365	3,1
Nissan	Navara	349	3,0
Chevrolet	Aveo	319	2,7
Peugeot	206 et 206+	309	2,7
Dacia	Logan	270	2,3
Citroën	Berlingo	265	2,3
Kia	Sorento	247	2,1
Hyundai	Getz	246	2,1
Kia	K2700II	230	2,0
Isuzu	DMax	229	2,0
Mitsubishi	Sportero	221	1,9
Zhengzhou	Utah	213	1,8
Hyundai	H1	211	1,8
Dacia	Duster	195	1,7
Autres	Autres	6 606	56,8
Total		11 623	100,0

Source : DITTT

Unités : nbre, %

Le marché français recule encore

À l'inverse, la part du marché automobile français en Nouvelle-Calédonie baisse depuis 2004. Au total en 2010, 2 600 véhicules ont été immatriculés sous l'égide d'une marque métropolitaine, soit 22% des parts de marché, en baisse de près de 5% sur un an. Dans le détail, les deux marques les plus représentées sur ce marché sont en recul : Peugeot et Renault se rétractent de 8%, malgré la progression des ventes de la citadine Clio de Renault (365 véhicules contre 299 en 2009) et de la Peugeot 206 ou 206+ (de 199 à 309 véhicules). Les ventes de Citroën tirent leur épingle du jeu avec une progression de 5%.

Toujours plus de voiturettes

En 2010, la hausse des immatriculations a plus profité aux **moteurs diesel** (+10%) qu'essence (+2%). Les nouveaux moteurs diesel plus sobres et plus performants, conjugués à l'engouement des Calédoniens pour les 4x4, très souvent équipés de ce type de motorisation, font que depuis 2005 plus d'un véhicule sur deux immatriculé sur le territoire bénéficie d'une motorisation diesel. Le prix au litre du diesel, bien inférieur à celui de l'essence, incite aussi ce choix (107,7 F.CFP contre 135,6 F.CFP en moyenne).

Stabilité des prix d'achat

Immatriculations de véhicules neufs selon la marque (voitures particulières, pick-up et camionnettes)

	2009	2010	Part de marché 2010	Variation
Peugeot	1 053	969	8,3	-8,0
Renault	979	900	7,7	-8,1
Citroën	678	714	6,1	5,3
Marques françaises	2 710	2 583	22,2	-4,7
Ford	1 119	1 323	11,4	18,2
Hyundai	956	932	8,0	-2,5
Toyota	819	787	6,8	-3,9
Kia	794	770	6,6	-3,0
Nissan	578	713	6,1	23,4
Dacia	467	622	5,4	33,2
Chevrolet	539	620	5,3	15,0
Suzuki	296	381	3,3	28,7
Great Wall	231	295	2,5	27,7
Mitsubishi	337	293	2,5	-13,1
Volkswagen	221	251	2,2	13,6
Mazda	253	245	2,1	-3,2
Autres	1 707	1 808	15,6	5,9
Marques étrangères	8 317	9 040	77,8	8,7
Total	11 027	11 623	100,0	5,4

Source : DITTT

Unités : nbre, %

Concernant les **autres véhicules**, les immatriculations de camions sont moins nombreuses pour la deuxième année consécutive (-25%), après une forte hausse entre 2006 et 2008, et retrouvent le niveau moyen de la décennie passée.

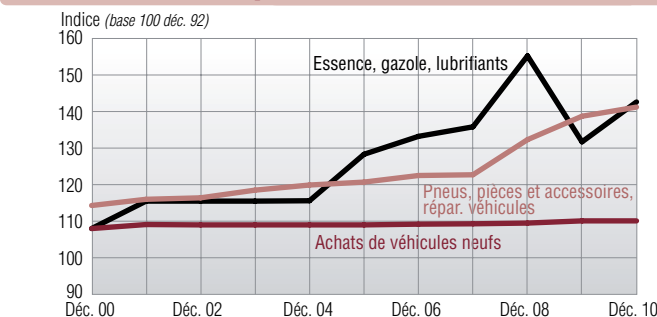
Le marché des deux roues se rétracte en 2010 de 12%, perdant ainsi 120 nouvelles immatriculations sur un an, alors qu'il était en pleine croissance depuis 2002.

Les immatriculations des "autres véhicules" sont pratiquement stables en 2010 par rapport à 2009 alors qu'elles augmentaient depuis

2004 (jusqu'à +42% l'an dernier). Dans le détail, la progression des ventes de véhicules type quad ou voiturettes (+55 nouvelles immatriculations sur un an) et des véhicules de transport en commun de personnes (+47 unités), notamment pour le renouvellement de la flotte de Carsud compense le recul des immatriculations de tracteurs agricoles ou routiers (-68 unités) et de remorques (-34 unités).

Sur les quatre premiers mois de 2011, les ventes de voitures particulières, pick-up et camionnettes augmentent de 1,6%.

Évolution des indices des prix relatifs aux véhicules automobiles



Source : ISEE

L'évolution de l'indice des prix à la consommation des ménages relatif aux véhicules automobiles montre que les prix d'achats de véhicules neufs sont quasiment stables depuis dix ans. Les dépenses d'utilisation des véhicules sont, elles, en hausse de 5,5% sur un an, principalement tirées par le renchérissement des prix des carburants à la pompe (+9%) en 2010 et dans une moindre mesure par les prix des pneus, pièces et accessoires et réparation de véhicules, en hausse de 2% sur un an.

EMPLOI SALARIÉ

Près de 85 000 salariés

En 2010, l'emploi salarié a augmenté de 3,3% surtout grâce au secteur privé et plus particulièrement aux services. La moitié des salariés supplémentaires du privé sont situés sur la zone VKP.

Une hausse plus soutenue qu'en 2009

En moyenne sur l'année 2010, 84 900 salariés ont été déclarés à la CAFAT. Sur un an, l'emploi salarié progresse plus fortement qu'au cours de la période précédente : +3,3%, contre +2,7% en 2009. Toutefois, cette progression est inférieure à celles des cinq années précédentes. Preuve d'une participation de plus en plus forte au marché du travail, l'emploi salarié s'est développé ces dernières années deux fois plus vite que la population en âge de travailler : depuis 2004, le nombre de salariés progresse en moyenne de 4,0% par an, tandis que la population des 15 - 64 ans s'est accrue de 1,8% par an.

En 2010, les effectifs salariés du secteur privé progressent deux fois plus vite que ceux du secteur public (respectivement +3,9% et +2,0% sur un an). Ainsi sur les 2 750 salariés supplémentaires, 2 270 travaillent dans le privé et 480 dans le public.

4% d'augmentation dans le privé, excepté dans l'agriculture

En moyenne sur 2010, 61 000 salariés travaillent dans le privé, soit 72% de l'emploi salarié total. La moitié des 2 300 salariés supplémentaires ont été déclarés par des entreprises dont le siège est situé sur la zone VKP, nouvelle illustration du dynamisme économique

Évolution de l'emploi salarié (moyenne annuelle)

	Effectif		Variation	
	2009 r	2010 p	Nbre	%
Secteur privé	58 742	61 009	2 267	3,9
Secteur public	23 395	23 871	476	2,0
Total	82 137	84 879	2 743	3,3

Sources : CAFAT, ISEE

Unités : nbre, %

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs d'activité du privé (moyenne annuelle)

	Effectif		Variation	
	2009 r	2010 p	Nbre	%
Agriculture	2 261	2 268	7	0,3
Agriculture, chasse, sylviculture	1 767	1 832	65	3,7
Pêche, aquaculture	495	437	-58	-11,7
Industries	10 516	10 982	466	4,4
Industries extractives	1 239	1 383	144	11,7
Industries manufacturières	8 445	8 741	296	3,5
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	832	858	25	3,0
Construction	8 377	8 735	358	4,3
Commerce-Services	37 588	39 024	1 436	3,8
Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques	9 263	9 470	207	2,2
Hôtels et restaurants	3 858	4 166	308	8,0
Transports et communications	4 473	4 641	168	3,8
Activités financières	1 765	1 791	27	1,5
Immobilier, location et services aux entreprises	6 528	7 133	604	9,3
Administration publique	732	749	17	2,4
Éducation	2 697	2 744	48	1,8
Santé et action sociale	1 894	2 031	137	7,2
Services collectifs, sociaux et personnels	2 785	2 742	-43	-1,6
Services domestiques	3 565	3 528	-37	-1,0
Activités extra-territoriales	28	29	0	0,9
Total	58 742	61 009	2 267	3,9

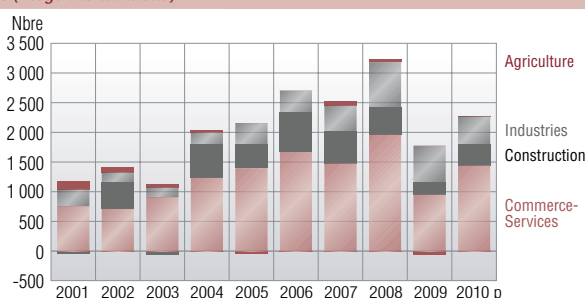
Sources : CAFAT, ISEE

Unités : nbre, %

généralisé par le développement de l'usine du Nord. En 2010, l'emploi salarié dans les services, l'industrie et la construction progresse dans les mêmes proportions (+4%), tandis qu'il reste stable sur

un an dans l'agriculture. Dans le détail, les activités de commerce-services drainent en moyenne 39 000 emplois salariés, soit 1 400 de plus qu'en 2009. Cette hausse de 3,8% sur un an s'inscrit dans une progression constante depuis dix ans qui oscille entre +2,6% et +5,6%. Pour 2010, la hausse provient principalement des secteurs "services fournis principalement aux entreprises" (notamment travail temporaire, sécurité, gardiennage et ingénierie et études techniques) (+600 salariés), "hôtels et restaurants" (300 employés supplémentaires dont les deux tiers sont rattachés à la restauration d'entreprises sur la base-vie de Vavouto) et "commerce, réparation automobile et d'articles

Évolution du nombre de salariés supplémentaires dans le secteur privé (moyenne annuelle)



Sources : CAFAT, ISEE

Peu de hausse dans le public

domestiques" (+200 salariés). Au total, les activités de commerce-services concentrent 64% des effectifs salariés du privé.

En moyenne sur 2010, l'industrie fait travailler près de 11 000 salariés, soit 470 de plus qu'en 2009 (+4,4%). Le nombre de salariés de l'industrie progresse cette année moins fortement qu'au cours des deux années précédentes (+6,2% en 2009 et +8,4% en 2008) mais la progression reste supérieure à la moyenne de ces dix dernières années (+3,9%). Dans le détail, près des deux tiers des emplois supplémentaires sont salariés des industries manufacturières (+300 personnes), notamment pour l'industrie alimentaire, la fabrication de constructions métalliques ou de matériel de mine pour l'extraction. 140 personnes supplémentaires sont déclarées pour l'extraction de minerais de nickel. Tous types d'industries confondues, 18% des salariés du privé travaillent dans ce secteur.

Dans le secteur de la construction, l'emploi salarié progresse au même rythme que dans l'industrie et les services (+4,3% sur un an), pour atteindre 8 700 salariés en moyenne sur 2010. Ce secteur renoue avec un certain dynamisme, après l'année 2009 où la croissance, limitée à 2,5%, rompait avec celles exceptionnelles des cinq années précédentes (entre +6% et +10%). Pour 2010, le nombre de salariés progresse notamment dans la construction d'ouvrages d'arts, les travaux de maçonnerie générale et l'installation électrique. 14% des salariés du privé travaillent dans la construction.

Parent pauvre de la croissance des effectifs en 2010, le secteur de l'agriculture conserve un nombre de salariés stable (2 300 per-

sonnes) par rapport à une année 2009 en recul en glissement sur un an. Pour 2010, la stabilité masque une hausse des emplois dans le secteur "agriculture, chasse et services annexes" (essentiellement pour la culture de fruits et légumes) compensée par la baisse des salariés de l'aquaculture et de la pêche.

En 2010, les salariés du secteur public sont en moyenne 23 900, soit 500 de plus qu'en 2009 (+2%). Ces salariés supplémentaires sont principalement contractuels (+330 personnes) ou fonctionnaires de la Nouvelle-Calédonie (+190 personnes), tandis que le nombre de fonctionnaires d'État diminue (-40 personnes). Les emplois supplémentaires sont principalement répartis dans les établissements publics locaux, en province Nord et dans les communes de Nouméa et Païta. La forte progression dans les établissements publics traduit une augmentation des effectifs contractuels dans les établissements hospitaliers de Nouméa. Mais surtout les accompagnatrices de vie ont changé de statut. Intégrées depuis avril 2010 dans le GIP "Union pour le Handicap", elles étaient précédemment comptées dans les emplois du secteur privé au titre

des "services collectifs, sociaux et personnels". En 2010, le secteur public accueille 28% de l'emploi salarié total. 39% des salariés du public sont contractuels.

Le salaire minimum garanti (SMG) fait un bond de 5,2% : il est porté à 132 000 F.CFP mensuel, contre 125 464 F.CFP en 2009, par une loi du pays qui écarte les règles ordinaires d'indexation du SMG sur l'indice des prix à la consommation hors tabac. Le SMG augmentera à nouveau en janvier 2011 et 2012 pour atteindre alors 150 000 F.CFP. La plupart des mesures prévues par le Pacte social, signé en 2000 entre les institutions et les partenaires sociaux, entrent en vigueur progressivement, avec notamment la revalorisation du SMG et des minima de branche (+15% entre 2010 et 2012). En 2010, deux lois du pays constituent une avancée majeure pour le dialogue social : la loi sur l'emploi local et la mise en place du conseil du dialogue social composé de représentants syndicaux de salariés et d'employeurs. De nouvelles avancées pourraient intervenir en 2011 avec la réforme de l'intéressement, la mise en place de la participation et le vote d'une loi du pays sur le harcèlement au travail.

Bond réglementaire du SMG

Évolution du montant mensuel du SMG



Source : Direction du Travail

Le climat social s'améliore en 2010

53 conflits sociaux ont eu lieu en 2010 dans le secteur privé (hors mines et maritime), contre 65 en 2009. L'impact des tensions sociales sur l'activité des entreprises a diminué : 200 jours de grève (700 en 2009), 3 200 salariés concernés (3 700 en 2009) et 13 700 journées perdues (23 500 en 2009). Pour 2010, les conflits durent en moyenne 4 jours, soit le niveau le plus bas de la décennie.

Deux syndicats, l'USOENC et l'USTKE, parmi les sept représentatifs en 2010, interviennent dans un conflit sur deux. Neuf conflits ont toutefois été menés en intersyndicale. Les salaires et la rupture de contrat de travail sont les principales causes de revendication syndicale.

En 2010, les conflits touchent davantage les entreprises de plus de 50 salariés que celles de 10 à 50 salariés ; celles de moins de 10 salariés sont globalement épargnées.

MARCHÉ DU TRAVAIL

Les projets métallurgiques modèlent le marché de l'emploi

Les demandeurs d'emploi sont plus nombreux qu'en 2009, mais la hausse s'explique d'abord par un meilleur recensement de la main d'œuvre disponible. Les offres d'emploi sont toujours nombreuses.

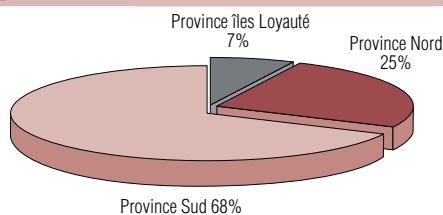
Toutefois, les réalités par province sont très inégales : le Nord tire profit d'un contexte de développement favorable à l'emploi.

**5% de demandeurs
d'emploi en plus**

En 2010, les demandeurs d'emploi ont été plus nombreux qu'en 2009 : 7 300 personnes, soit 340 personnes de plus qu'il y a un an (+5%). La demande d'emploi en fin de mois poursuit la hausse amorcée en 2009, après les points bas de 2007 et 2008. Toutefois, elle reste à un niveau nettement inférieur à ceux du début de la décennie, où la demande d'emploi moyenne en fin de mois oscillait entre 8 700 et 10 500 personnes.

L'augmentation de la demande d'emploi en 2010 s'explique principalement par le travail de proximité engagé par les services provinciaux pour mieux identifier la main d'œuvre disponible, en particulier dans le Nord et les îles Loyauté.

Répartition géographique des demandeurs d'emploi en 2010 (demande en fin de mois)



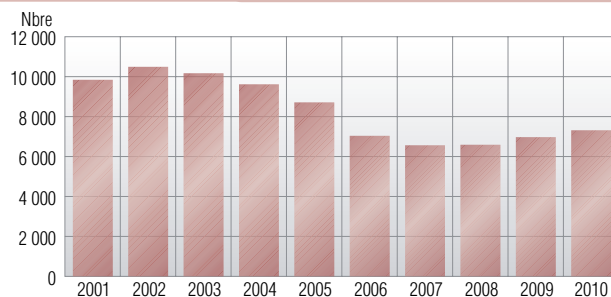
Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi-Formation

Géographiquement, 68% des demandeurs d'emploi sont inscrits en province Sud, 25% en province Nord et 7% aux îles Loyauté. Mais proportionnellement, ce sont les provinces Nord et îles Loyauté qui contribuent le plus à l'augmentation du nombre moyen de demandeurs d'emploi en fin de mois.

Un meilleur recensement de la main d'œuvre disponible au Nord et aux Îles

En province Nord, le nombre moyen de demandeurs d'emploi en fin de mois augmente de 8% sur un an : 140 personnes de plus qu'en 2009 étaient inscrites, sur 1 800 demandeurs. Cette

Évolution de la demande d'emploi en fin de mois (moyenne annuelle)



Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi-Formation

augmentation s'explique essentiellement par le travail de proximité mené par le service de placement de la province Nord (Cap Emploi), pour recenser le public employable et répondre aux besoins à venir de la future usine de KNS. Cette démarche a abouti à l'inscription de nombreux nouveaux demandeurs d'emploi ou à la réinscription de personnes qui ne pointaient plus. La montée en puissance du chantier de construction a mobilisé des travailleurs supplémentaires. Avec l'avancement des travaux de terrassement, deux phases de démobilisations sont intervenues en juin et en décembre. En province Nord, le marché de l'emploi est fortement influencé par le chantier de Vavouto et le développement induit de la zone VKP : une fois la construction achevée, les besoins concerneront des personnels plus qualifiés que pendant la phase de construction, ce qui devrait se répercuter sur l'évolution de la demande d'emploi.

En province des îles Loyauté, le nombre moyen de demandeurs d'emploi en fin de mois augmente de 22% sur un an : 100 personnes de plus qu'en 2009 étaient inscrites chaque fin de mois,

sur une moyenne de 500. Cette augmentation s'explique là aussi par un meilleur recensement de la main d'œuvre disponible, plus que par une dégradation du marché du travail. La hausse devrait se poursuivre en 2011 grâce à la mise en service, à Lifou en fin d'année, du bus de l'emploi, qui permettra aux personnes résidant loin du centre administratif de Wé, de bénéficier des services d'aide à l'insertion professionnelle.

Dans le Sud, le nombre moyen de demandeurs d'emploi en fin de mois augmente de 2,3% sur un an : 100 personnes de plus qu'en 2009 étaient inscrites chaque fin de mois, sur un total de 5 000. La demande d'emploi dans cette province n'a augmenté que modérément malgré les démobilisations intervenues au fur et à mesure de l'avancement du chantier de construction de l'usine du Sud.

Les demandeurs recherchent un emploi dans cinq secteurs d'activité principaux : "les services aux personnes et à la collectivité" (1 780 demandes), "les services administratifs et commerciaux" (1 010), "le bâtiment, les travaux publics et l'extraction" (950), "le transport et la logistique" (730) et

Le profil des demandeurs d'emploi évolue comme la société

"l'industrie hôtelière" (665). Comme en 2009, ces secteurs captent 70% de la demande d'emploi.

Les "plus de 36 ans" sont les plus nombreux (39% de l'ensemble) et leur part est en augmentation régulière depuis 2000 (+12 points en 10 ans) ; les "26 - 35 ans" représentent 33% de l'ensemble des demandeurs d'emploi ; les "moins de 26 ans" représentent 28% de l'ensemble des inscrits. Les demandeurs d'emploi sont de plus en plus diplômés : 59 % des demandeurs d'emploi possèdent un diplôme au moins égal au CAP (BEP, BAC ou diplôme de l'enseignement supérieur), contre 57% en 2009 et 34% il y a 10 ans. 60% des demandeurs d'emploi sont des femmes pour la troisième année consécutive, soit 5 points de plus qu'au début de la décennie. Le profil des demandeurs d'emploi suit l'évolution générale de la société calédonienne, telle qu'elle ressort du dernier recensement de la population : une population qui vieillit progressivement, dont le niveau de formation augmente, et dont les femmes accèdent de plus en plus au marché du travail.

Des offres toujours nombreuses, mais des réalités provinciales très inégales

En 2010, 11 000 nouvelles offres d'emploi ont été déposées auprès des services de placement, soit 760 de moins qu'en 2009 (-6%). Ce résultat est loin d'être alarmant et s'explique surtout par de grosses opérations d'embauche en 2009 (élections provinciales et recensement de la population). Comparée à 2008, l'offre d'emploi 2010 enregistre un recul plus limité (-1,4%). Ces trois dernières années restent les meilleures de la décennie avec un nombre de nouvelles offres proche de 11 000 contre 7 400 en moyenne au cours des dix dernières années.

Offres et demandes d'emploi

	Demandes d'emploi en fin de mois			Nouvelles offres d'emploi				
	2009	2010	Var (%)	Var (nbre)	2009	2010	Var (%)	Var (nbre)
Province îles Loyauté	430	524	22,0	95	45	34	-24,4	-11
Province Nord	1 707	1 845	8,1	138	2 410	3 405	41,3	995
Province Sud	4 845	4 956	2,3	111	9 215	7 508	-18,5	-1 707
Nouvelle-Calédonie	6 981	7 325	4,9	344	11 729	10 974	-6,4	-755

Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi Formation

Unités : nbre, %

En province Nord, l'offre d'emploi s'envole tandis qu'elle recule fortement dans le Sud et qu'elle reste très faible dans les îles Loyauté. Le nombre d'offres d'emploi déposées en province Nord augmente de 41% sur un an : 1 000 offres d'emploi de plus qu'en 2009 pour un total de 3 400 offres. Près des 2/3 de ces offres émanent du projet KNS. Ainsi, la province Nord draine plus de 30% de l'offre d'emploi contre 20% en 2009, après avoir longtemps plafonné à 10%.

Le nombre d'offres d'emploi déposées en province Sud recule de 19% sur un an : 1 700 offres de moins qu'en 2009, pour un total de 7 500 offres. Ce recul s'explique par la réduction des besoins pour Vale NC.

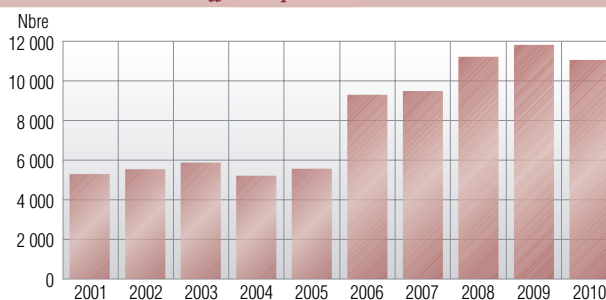
En province des îles Loyauté, l'offre d'emploi est très en-deçà des niveaux des autres provinces : 34 offres déposées en 2010, soit 11 de moins qu'en 2009. Les besoins de recrutement y sont souvent

traités sans passer par le dépôt d'offres d'emploi.

Le secteur du "bâtiment, travaux publics et extraction", avec 16% des offres déposées, est le plus gros pourvoyeur d'offres d'emploi, en recul toutefois de près de 24% par rapport à 2009. La fin des chantiers engagés dans la perspective des jeux du Pacifique 2011 notamment, pourrait encore réduire l'impact de ce secteur sur l'offre d'emploi dans les mois à venir. Les secteurs du "transport, logistique" et des "services aux personnes et à la collectivité" suivent de près, représentant chacun 14% des offres d'emploi déposées, en forte progression sur un an.

En 2010, les offres en CDD représentent 79% du total, du fait des contrats de chantier principalement proposés dans le Nord. Les offres d'emploi à temps partiel, concernent 14% du total des offres déposées, comme en 2009.

Évolution des nouvelles offres déposées



Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi-Formation

La "loi sur l'emploi local" impactera la mesure du marché du travail

La mise en œuvre prochaine de cette loi est susceptible d'influencer les résultats concernant l'offre et la demande d'emploi, sans pour autant que cela ne traduise une évolution réelle de la situation du marché du travail. En effet, dès son entrée en vigueur, les entreprises auront obligation de déposer toutes offres d'emploi auprès des services provinciaux et les candidats à ces offres devront être inscrits comme demandeurs d'emploi. Aujourd'hui, les services spécialisés (IDC Nouvelle-Calédonie, MEDEF...) estiment que les services provinciaux de placement ne traitent que le tiers environ des recrutements, le reste étant couvert par les recrutements directs par connaissance, candidatures spontanées ou autres. La loi du pays n°2010-9 du 27 juillet 2010 relative à la protection, à la promotion et au soutien de l'emploi local, établit une priorité d'emploi des citoyens et des personnes justifiant d'une durée suffisante de résidence.

PRIX À LA CONSOMMATION

L'inflation annuelle est forte

Les prix à la consommation augmentent de 2,7% en 2010. Cette augmentation est tirée par les trois grands groupes de dépenses : +2,8% pour l'«alimentation», +3,1% pour les «produits manufacturés» et +2,2% pour les «services».

Plus du tiers de l'inflation dû au tabac et carburants

En décembre 2010, l'inflation est soutenue avec +2,7% en un an. Elle reste toutefois en dessous de la barre des 3% dépassée de mai à octobre. L'inflation de 2010 est nettement supérieure à celle de 2009 (+0,2%), son plus bas niveau de la décennie, mais en-deçà de celle de 2008 (+3,7%). Hors tabac, la hausse annuelle des prix s'établit à 2,2% en 2010.

En termes de contribution à l'inflation, c'est-à-dire compte tenu des poids respectifs des trois grands postes dans l'indice des prix, les 2,7% d'inflation se décomposent en 1,1 point pour les produits manufacturés, suivis de l'alimentation et des services pour 0,8 point chacun. Dans le détail, plus du tiers de l'inflation s'explique par les «tabacs» et les «carburants» (0,5 point chacun). Le reste se partage entre les «soins des hôpitaux et assimilés» (0,3 point), les «légumes frais» (0,2 point) et l'«eau distribuée» (0,2 point).

Variation des prix à la consommation (en glissement sur douze mois)

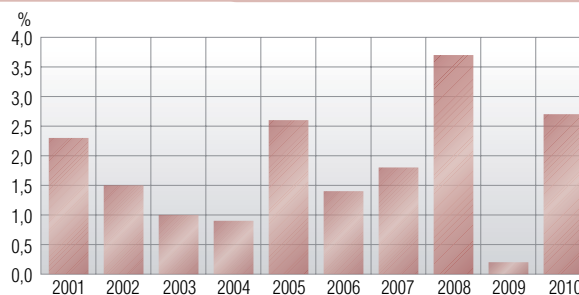


Source : ISEE

Produits manufacturés au-dessus de 3%

Les produits manufacturés sont le poste le plus inflationniste avec +3,1% sur un an. Cette hausse est nettement supérieure à celle des années précédentes (-2,5% en 2009, +0,4% en 2007 ou +1,7% en 2006) et au dessus de la barre des 3% pour

Évolution de l'inflation sur dix ans (en glissement annuel)



Source : ISEE

la deuxième fois de la décennie (+3,4% en 2008).

Le renchérissement en glissement sur un an des produits manufacturés est principalement lié à celui des «tabacs» (+13,1%) et des carburants (+8,6%). La hausse des prix du «gaz» (+4,8%) et de l'«électricité» (+0,3%) y participe faiblement.

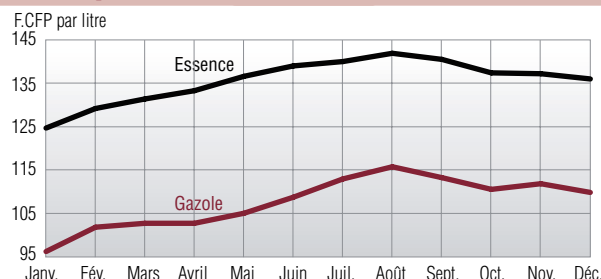
Révisés mensuellement, les prix des carburants en Nouvelle-Calédonie ont été directement influencés par la hausse des cours mondiaux du pétrole brut en 2010. Le baril est passé à 79,4 USD en moyenne sur l'année, contre 61,6 USD en 2009 (+30%). Ainsi, le litre d'essence à la pompe est passé de 125,8 F.CFP en décembre 2009 à 136,0 F.CFP un an après, celui du gazole de 96,4 à 109,9 F.CFP.

Pour le gaz, le prix de la bouteille de 12,5 kg est passé de 2 500 à 2 620 F.CFP en janvier 2010. Il aurait pu de nouveau augmenter en fin d'année suite à la remontée des cours mondiaux du butane et du dollar. Toutefois, le gouvernement calédonien a décidé en octobre de diminuer les taxes d'importations applicables afin de limiter l'impact de ces hausses et de maintenir ainsi le prix du gaz à son niveau actuel, dans le cadre du plan de lutte contre la cherté de la vie.

D'autres hausses des prix sont relevées notamment concernant les «livres, quotidiens et périodiques» (+4,8%) et les «meubles, articles ménagers et entretien de maison» (+1,6%).

Quelques baisses peuvent être signalées pour les «articles d'ha-

Évolution du prix des carburants en 2010



Source : ISEE

billement et de chaussures”, les “médicaments et autres produits pharmaceutiques” et les “articles pour les soins personnels” (respectivement -3,1%, -1,9% et -0,6%).

Tout l'alimentaire augmente sauf la viande

La hausse en glissement sur un an des prix de l'alimentation, +2,8% en 2010, est beaucoup moins importante que celle de 2007 et 2008 (+4,5%), mais au-dessus de celle de 2009 (+1,0%). La variation des prix des produits alimentaires en glissement sur un an est restée assez limitée sur les quatre premiers mois de l'année. Elle était comprise entre -0,3% et +1,0%. Elle s'est ensuite rapidement accentuée, atteignant même +4,0% en juin pour terminer à +2,8% en décembre, suite à la hausse des cours mondiaux des matières premières telles que le blé, le maïs, l'huile de tournesol et le sucre depuis le 2^e semestre 2010.

L'inflation de l'alimentation est tirée par la quasi-totalité des produits. Les augmentations les plus significatives sont : +10,1% pour les “légumes”, +8,6% pour le riz, +5,3% pour les “boissons alcoolisées”, +3,9% pour les “pains et céréales” et +2,8% pour les “laits, fromages et œufs”. Seuls les prix des “viandes” se replient (-1,1%).

L'inflation des services dans la moyenne de la décennie

L'année 2010 a connu plusieurs augmentations importantes des prix des services entraînant une progression du poste de 2,2% sur un an, proche de l'inflation moyenne de ces dix dernières années. L'augmentation la plus significative concerne les “services médicaux et dépenses de santé” avec +4,3% en un an. Elle est liée à la forte progression des “soins des hôpitaux et assimilés”

Indice des prix à la consommation des ménages

	Pondération	Indice base 100 déc. 92 Déc. 09	135,9 133,4	Variation sur un an %
Indice général	10 000	132,3	135,9	2,7
Indice hors tabac	9 750	130,5	133,4	2,2
Détail en 3 postes				
Alimentation	2 691	144,2	148,3	2,8
Produits manufacturés (yc tabac)	3 747	118,0	121,6	3,1
Services	3 561	138,4	141,5	2,2
Détail en 8 postes				
Produits alimentaires, boissons, tabacs	3 000	148,7	154,4	3,8
Articles d'habillement et chaussures	470	74,9	72,6	-3,1
Logement, eau, éclairage	1 600	138,1	141,2	2,2
Meubles, art. ménagers, entretien maison	580	118,1	120,0	1,6
Services médicaux et dépenses de santé	570	156,1	162,8	4,3
Transports et communications	2 400	123,6	126,5	2,3
Loisirs, spectacles, enseignement, culture	590	108,2	110,9	2,5
Autres biens et services	790	130,7	131,5	0,6

Source : ISEE

(+6,2%) suite à la révision à la hausse du taux directeur d'évolution des dépenses de santé en début d'année.

Le poste “logement et eau” connaît une hausse non négligeable avec +2,7% d'inflation annuelle. L'accroissement des dépenses des ménages calédoniens liées à l'habitat est principalement dû à l'augmentation du prix de l'“eau distribuée” de +12,8% sur un an. Les “services de transport” s'affichent également à la hausse avec +1,0% en 2010, essentiellement tirés par les tarifs des “transports aériens” (+1,6%). Les prix des “communications” sont stables sur un an, que ce soit pour les “services de télécommunication” ou les “services postaux”.

Dans beaucoup d'autres pays comme sur le territoire, l'année 2010 a été marquée par le retour de l'inflation, en partie tirée par la hausse des cours mondiaux des produits pétroliers et alimentaires par rapport à 2009. La France affiche une inflation annuelle de +1,8% (+0,9% en 2009), la Polynésie française de +1,7% (-0,8% en 2009), la Nou-

velle-Zélande de +4,0% (+2,0% en 2009) et l'Australie de +2,7% (+2,1% en 2009).

Sur le territoire, le retour de la hausse des prix en 2010, après une inflation particulièrement basse en 2009, est à surveiller pour 2011. En effet, le passage de la dépression Vanian en début d'année renchérit le prix des produits alimentaires et la hausse des cours mondiaux du pétrole sur le dernier trimestre 2010 ceux des carburants. Par ailleurs, début 2011, les prix des tabacs sont révisés à la hausse et les prix de l'électricité pourraient également augmenter pendant l'année.

Pour maintenir le pouvoir d'achat, le gouvernement peut désormais augmenter le SMG par arrêté. En effet, la loi du Pays du 15 janvier 2010 désindexe le SMG de l'indice des prix à la consommation pour la période allant du 15 janvier 2010 au 30 juin 2012. Le SMG est ainsi passé le 1^{er} février 2010 de 125 464 F.CFP à 132 000 F.CFP et passera au 1^{er} janvier 2011 à 140 000 F.CFP.

Un indice rénové pour 2011

Le nouvel indice des prix à la consommation calculé par l'ISEE sera mis en place en 2011 (base 100 en décembre 2010). Cet indice est désormais basé sur une nomenclature internationale de dépenses utilisée dans les pays de l'Union Européenne. La comparaison des indices des prix entre plusieurs pays sera donc facilitée. En se fondant sur les résultats de l'enquête “Budget consommation des ménages” qui a eu lieu sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie en 2008, le nouvel indice des prix tiendra compte des habitudes actuelles de consommation des calédoniens.

ÉCHANGES EXTÉRIEURS

Une année "hors gabarit"

En 2010, les grands projets industriels façonnent les échanges extérieurs. Les importations explosent avec 40 milliards d'ensembles industriels sur un total de 300 milliards. Les exportations sont en plein essor, également grâce au nickel, même si elles restent inférieures au record de 2007.

**300 milliards
d'importations**

En 2010, les importations atteignent leur niveau record. Avec près de 300 milliards de F.CFP, elles dépassent de 36% la valeur de l'année dernière et de 14% celle du précédent record de 2008. En 10 ans, le niveau des importations est multiplié par 2,5.

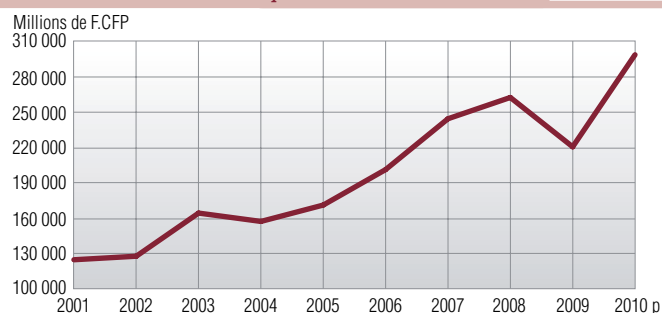
Quatre postes de marchandises, tous en lien avec l'activité nickel, expliquent plus de 80% de l'envol des importations : les "ensembles industriels", les "produits minéraux", les "machines, appareils et matériels électriques", les "métaux et ouvrages en ces métaux". Les autres postes de marchandises sont également en hausse sur un an, mais dans une moindre proportion. Seuls les achats de "matériels de transport" et de "papiers et ouvrages en papier" reculent légèrement, sans véritablement impacter l'ensemble des importations (respectivement -4% et -1%).

**L'activité liée au nickel
tire les importations
à la hausse**

Dans le détail, les "ensembles industriels" expliquent à eux seuls, près de la moitié de l'envol des importations. Éléments clés de la construction de l'usine du Nord, ces ensembles ont été livrés à partir de septembre. D'un niveau neuf fois supérieur à 2009, ces importations massives sont conjoncturelles et ne se poursuivront pas à la même échelle à long terme. Le même constat était fait en 2007 et 2008 pour les besoins, à cette époque, de l'usine du Sud.

Les importations de "produits minéraux" sont en hausse de près de 50% sur un an. Cette augmentation contribue pour 21% à la hausse globale des importations. Elle résulte d'une augmentation des volumes de carburant importés, pour faire face notamment aux besoins de l'ac-

Évolution de la valeur des importations de marchandises



Source : Direction Régionale des Douanes

tivité métallurgique, conjuguée à une augmentation du cours des matières premières. En effet, le cours du baril de pétrole repart à la hausse en 2010 (+29% sur un an), après une année 2009 marquée par une nette accalmie suite à la flambée de 2008.

Les "ensembles industriels" et les "produits minéraux" représentent près de 70% du surcroît des importations en valeur sur un an. En complément, les importations de "machines, appareils, matériels électriques" et de "métaux et ouvrages en ces métaux" sont également en hausse, pour accompagner les projets métallurgiques : respectivement +22%, principalement du fait des achats

de "chaudières, machines, appareils et engins mécaniques" et +43% principalement du fait des achats de "fonte, fer ou acier".

Au-delà de l'activité nickel, la demande intérieure se porte bien, comme en témoigne l'augmentation des importations sur les différents autres postes de marchandises : +11% pour les "produits alimentaires" qui traduisent en partie, la hausse des cours mondiaux des matières premières alimentaires ; +15% pour les "produits chimiques", +30% pour les "produits caoutchouc et plastique", +21% pour les "bois et ouvrages en bois", +11% pour les "produits textiles".

Évolution de la valeur des importations de marchandises

	2009	2010 p	Variation	
			Nbre	%
Produits alimentaires	30 210	33 653	3 443	11,4
Produits minéraux	33 579	50 176	16 597	49,4
Produits chimiques	17 221	19 735	2 514	14,6
Produits caoutchouc et plastique	8 299	10 812	2 513	30,3
Bois et ouvrages en bois	2 359	2 855	496	21,0
Papiers et ouvrages en papier	4 605	4 555	-50	-1,1
Produits textiles	5 815	6 460	645	11,1
Métaux et ouvrages en ces métaux	15 335	21 983	6 648	43,4
Machines, appareils et matériel électrique	40 347	49 002	8 655	21,5
Matériel de transport	36 289	34 861	-1 428	-3,9
Autres produits	26 164	64 408	38 244	146,2
dont ensembles industriels	4 384	41 206	36 822	///
Total	220 223	298 500	78 277	35,5

Source : Direction Régionale des Douanes

Unité : million de F.CFP

L'Asie premier continent à l'import et à l'export

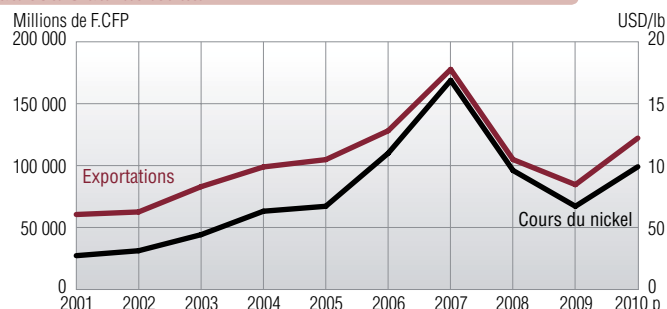
La provenance des importations évolue avec leur nature. En 2010, l'Asie s'affiche en tête des fournisseurs du territoire (44% de la valeur totale des importations), grâce à la Chine et Singapour : la Chine fournit les ensembles industriels livrés pour Koniambo SAS, et Singapour fournit près de 75% des produits minéraux importés. L'Europe arrive en deuxième position avec 37% des achats en valeur. L'Europe fournit notamment 52% des importations de produits alimentaires. À eux seuls, ces deux continents représentent plus de 80% du total des achats du territoire à l'extérieur, en 2010 comme en 2009 et 2008. L'Océanie tient la troisième position, avec 14% des importations principalement assurées par l'Australie.

Par pays, la France reste, comme les années précédentes, le premier fournisseur du territoire avec 22% de la valeur totale des importations, suivie de la Chine (18%), de Singapour (13%) et de l'Australie (10%).

Le nickel mène la danse aussi pour les exportations

En 2010, les exportations calédonniennes atteignent 122 milliards de F.CFP, en progression de 45% par rapport à 2009. Cette hausse résulte d'une augmentation des volumes exportés, conjuguée à la hausse du cours du nickel. En effet, les exportations du territoire sont composées à près de 95% de produits miniers et métallurgiques. En 2010, le volume des exportations de la Nouvelle-Calédonie atteint son niveau le plus haut de la décennie (4,8 millions de tonnes) traduisant l'intensification de l'activité commerciale issue du nickel. Elles bénéficient par ailleurs, de l'évolution favorable du cours de l'or vert au LME (9,89 USD/lb en moyenne sur l'ensemble de l'année 2010, contre 6,65 USD/lb en 2009). En hausse régulière entre 2001

Évolution de la valeur des exportations de marchandises et du cours du nickel au LME



Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

et 2007 où elle atteint le niveau record de 178 milliards de F.CFP du fait d'une envolée des cours du nickel, la valeur des exportations chute en 2008 et 2009. L'année 2010 marque une nouvelle rupture de tendance et les exportations repartent à la hausse de façon marquée : +38 milliards par rapport à 2009.

Dans le détail, la progression annuelle la plus marquée concerne les exportations de minerai de nickel, qui augmentent de 78% sur un an en valeur. Les ventes de ferronickels progressent de 53%. Les ventes de mattes augmentent de 20%, malgré une légère baisse en volume (-1%). Fin 2010, les premières tonnes de NHC (Nickel Hydroxide Cake), nouveau produit de Vale Nouvelle-Calédonie, sont livrées.

Représentant une part très restreinte des ventes du territoire à l'extérieur, les exportations de produits de la mer chutent de 16% sur un an. Avec 1,8 milliard de F.CFP, elles sont à leur niveau le plus faible de la décennie, inférieur de 32% à la moyenne de ces dix dernières années. Les exportations de crevettes chutent pour la cinquième année consécutive. Les ventes de thons ne progressent en valeur que très légèrement (+2%), malgré une augmentation des volumes exportés,

à cause des prix en baisse. Les ventes d'holothuries et de trocas sont en baisse, en volume comme en valeur.

En dehors du nickel et des produits de la mer, les exportations d'autres marchandises totalisent 4,8 milliards de F.CFP soit à peine 4% du montant total des ventes à l'extérieur. Ces autres exportations sont en repli de 13% sur un an.

L'Asie est le premier débouché des exportations calédonniennes, avec près de la moitié de la valeur totale des exportations qui lui sont destinées. Sa part a augmenté de 2 points par rapport à 2009. L'Europe reçoit le tiers des exportations, en recul de 5,5 points sur un an. L'Océanie reçoit près de 10% des ventes calédonniennes, en progression de 1,6 point par rapport à l'an dernier.

Dans le détail par pays, la Nouvelle-Calédonie vend ses produits à six clients principaux : la France, le Japon, Taïwan, la Corée du Sud, l'Australie et plus globalement l'Union européenne hors France.

La France, qui reste le premier client de la Nouvelle-Calédonie, est l'acheteur exclusif des mattes de nickels. En 2010, ses achats ont progressé de près de 18% par rapport à 2009.

L'intensification des exportations dans le secteur du nickel impacte prioritairement le Japon, dont les achats de minerai et de ferronickel ont doublé en un an, Taïwan, dont les achats de ferronickels augmentent de près de 90% et la Corée du Sud, dont les achats de minerai et de ferronickels progressent de 62%.

L'Australie pour le minerai, les États-Unis et l'Union européenne hors France (principalement Espagne, Belgique, Italie) pour les

Évolution de la valeur des exportations de marchandises

	2009	2010 p	Variation
Minerai de nickel	14 711	26 198	78,1
Ferro-nickels	44 870	68 407	52,5
Mattes	17 301	20 836	20,4
NHC	0	180	///
Produits de la mer	2 147	1 806	-15,9
dont thons	424	431	1,7
crevettes	1 317	1 025	-22,2
holothuries	253	181	-28,5
trocas	126	104	-17,5
Autres produits	5 474	4 786	-12,6
Total	84 503	122 212	44,6

Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Unités : million de F.CFP, %

ferronickels, enregistrent également des hausses significatives de leurs achats (respectivement +70%, +125% et +47%).

Seul client en repli, la Chine a divisé par trois ses achats de produits métallurgiques entre 2009 et 2010.

Le déficit de la balance commerciale se creuse

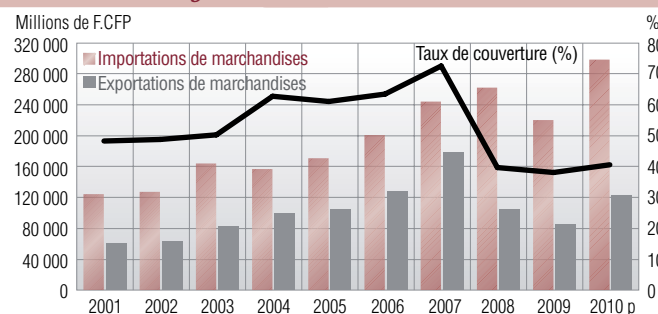
En 2010, le déficit de la **balance commerciale** se creuse malgré une forte augmentation des échanges commerciaux. En effet, les importations augmentent plus fortement que les exportations (respectivement +78 milliards de F.CFP et +38 milliards par rapport à 2009). Avec 176 milliards de F.CFP, le déficit atteint le niveau le plus fort de ces 20 dernières années, près du double du déficit moyen de la dernière décennie (81 milliards de F.CFP). Les besoins induits par l'avancement des grands chantiers du moment dopent les importations et masquent la bonne tenue des exportations. Ainsi le **taux de couverture** (40,9%) reste à l'un de ses niveaux les plus faibles de ces 10 dernières années.

Dans le détail par pays, la balance commerciale de la Nouvelle-Calédonie n'est excédentaire qu'avec Taïwan, le Japon et la Corée, tandis qu'elle est déficitaire avec tous les autres pays.

Les importations rapportent 45 milliards au territoire

Conséquence d'une année record en ce qui concerne les importations, les **recettes douanières** de l'année 2010, s'élèvent à 45 milliards de F.CFP, valeur la plus forte jamais atteinte. Elles représentent un apport supplémentaire au budget de la Nouvelle-Calédonie de 4,2 milliards de F.CFP par rapport à 2009 (soit +10%). Toutefois, la progression reste contenue au regard de l'en-

Évolution des échanges extérieurs



Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Service de la Marine Marchande et des Pêches Maritimes

Évolution des recettes douanières

	2009	2010 p	Variation
Taxe Générale à l'Importation (TGI)	16 013	17 769	11,0
Taxe de Base à l'Importation (TBI)	6 478	6 979	7,7
Droits de douanes	5 561	6 395	15,0
Taxe sur les produits pétroliers	4 720	5 329	12,9
Taxe additionnelle sur les produits pétroliers	2 212	2 191	-1,0
Taxe sur le fret aérien	1 741	1 909	9,6
Taxe de Consommation Intérieure (TCI)	1 754	1 721	-1,9
Taxe Conjoncturelle pour la Protection de la Production Locale (TCPPL)	852	971	14,0
Taxe de Soutien aux Productions Agricoles (TSPA)	783	797	1,9
Taxe de péage	291	320	9,8
Taxe sur les Alcool et Tabac (TAT)	242	248	2,6
Droit de quai	85	189	122,3
Taxe anti-pollution	152	175	15,3
Amendes et confiscations	55	78	41,7
Taxe parafiscale pour les énergies renouvelables	50	53	4,9
Droit de port	20	40	103,6
Redevance informatique (RI)	36	38	5,7
Droit de navigation intérieure	12	27	122,0
Total	41 058	45 230	10,2

Source : Direction Régionale des Douanes

Unités : million de F.CFP, %

vol des importations, dans la mesure où les investissements réalisés au titre de "la construction ou l'extension d'une usine métallurgique" sont exonérés des droits et taxes à l'importation (délibération du gouvernement de 2001).

La structure des recettes douanières fait apparaître quatre taxes principales qui génèrent 81% de l'ensemble des recettes : la taxe générale à l'importation (TGI) (39% des recettes), la taxe de base à l'importation (TBI) (15%), les droits de douanes

(14%) et la taxe sur les produits pétroliers (12%). Elles participent pour près de 90% à l'accroissement annuel des recettes douanières.

Sur un an, les droit de navigation intérieure, droit de quai et droit de port (qui ne représentent toutefois qu'une infime partie des recettes 2010) affichent des hausses majeures, avec respectivement +122%, +122% et +104%, qui s'expliquent par un trafic plus soutenu des minéraliers, principaux contribuables pour ce type de droits.

COMPTES ÉCONOMIQUES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Retrouvez sur le site de l'ISEE :
www.isee.nc dans la rubrique
Comptes Économiques

...les résultats de l'activité économique d'une année à travers ses grands agrégats :

Produits Intérieur Brut (PIB), Production, Consommation, Investissement, Importations, exportations, ainsi que des Tableaux historiques depuis 1998.

Les Synthèses de CEROM



Les comptes économiques rapides de la Nouvelle-Calédonie en 2009

Mai 2011

Une année mitigée

Après avoir fortement décéléré en 2008, l'économie calédonienne affiche une progression de son activité en 2009. En volume, la croissance a atteint 2,4% mais se situe à 1,2 point en dessous de la moyenne des 10 dernières années. Dans un contexte déflationniste marqué par la chute des cours du nickel, le Produit Intérieur Brut ne progresse que de 1,1% en valeur. Le PIB par habitant est inchangé par rapport à 2008 (3,1 millions FCFP).

Cette croissance a été réalisée dans un contexte de contraction de la demande intérieure. L'investissement a reculé de 7,0% en lien direct avec la fin du chantier de l'usine hydrométallurgique de Vale NC tandis que la consommation a nettement ralenti (+2,0%) sous l'influence d'un marché du travail moins dynamique. Conséquence de ce fléchissement de la demande intérieure, les importations de biens diminuent de 16%. Cette baisse reflète le recul des achats de biens d'équipement et autres produits industriels mais aussi la réduction de la facture énergétique. Les exportations enregistrent une nouvelle baisse (-19%). Cette contraction des échanges extérieurs s'accompagne d'une réduction de 13 milliards de ECFP du déficit commercial qui reste toutefois à un niveau très élevé (plus de 130 milliards de ECFP).

La poursuite de la baisse des cours du nickel au LME (-31% sur un an) a affecté le secteur du nickel en 2009. Sa contribution à la création de richesse diminue pour la seconde année consécutive et représente désormais 5% du PIB. Il faut remonter à 2001 pour retrouver un niveau comparable. Corrélativement, il en résulte une hausse relative de la part des services qui passe de 57% à 60%.

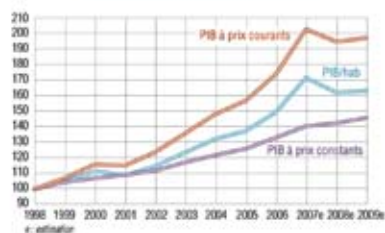
Produit Intérieur Brut				
	2006	2007e	2008e	2009e
PIB (milliards de FCFP)	683,3	773,9	743,6	762,1
PIB/hab. (milliers de FCFP)	2,8	3,3	3,1	3,1

e : estimation

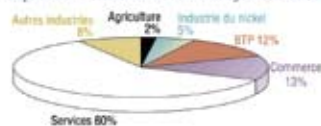
Croissance réelle				
	Moyenne annuelle 1998/2006	2007e	2008e	2009e
PIB	3,7	5,5	1,4	2,4
Consommation finale*	3,4	4,0	3,5	2,0
Formation brute de capital **	11,6	27,7	0,7	-12,0
Importations	7,2	16,9	-2,6	-11,1
Exportations	1,8	-1,5	-13,5	2,0

* consommation des ménages + consommation des administrations
** investissements + stocks

Évolution du PIB (base 100 en 1998)



Répartition sectorielle de la valeur ajoutée en 2009



AVERTISSEMENT

Ce document est la quatrième publication d'un compte économique rapide pour la Nouvelle-Calédonie. Les résultats présentés sont des estimations effectuées à l'aide d'un modèle macro-économique sur la base des comptes définitifs 2006 projetés en fonction des données disponibles fin septembre 2010. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif et ces résultats seront donc amenés à être révisés au fur et à mesure de l'obtention de nouvelles données.



ACTIVITÉ BANCAIRE

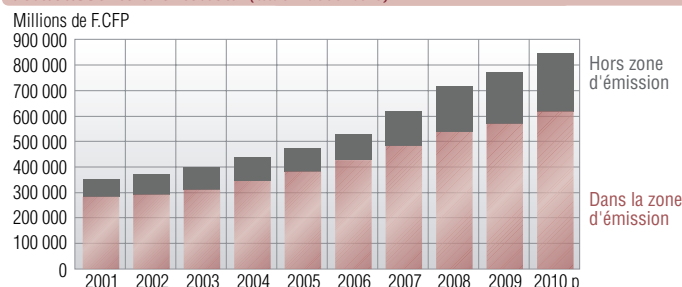
Bonne année pour l'activité bancaire

En 2010, l'activité des établissements bancaires intervenant en Nouvelle-Calédonie est restée dynamique. Les crédits accordés augmentent principalement pour soutenir l'habitat ou la construction et les investissements. Les dépôts collectés progressent également et ce quels que soient les agents économiques.

En 2010, l'encours des crédits accordés continue d'augmenter : +10% sur un an, pour un total de 846 milliards de F.CFP. Depuis dix ans, les volumes de crédits accordés progressent régulièrement, pour atteindre, en 2010, un niveau 2,5 fois supérieur à celui de 2000.

La croissance des encours de crédits s'explique aux trois quarts par la progression des crédits à l'habitat ou à la construction et des crédits à l'investissement. En effet, ils progressent fortement sur un an (respectivement +11% et +7%) et totalisent les volumes de crédits les plus importants (respectivement 46% et 30% de l'ensemble des crédits accordés). Les crédits d'exploitation et à la consommation augmentent également sur un an, mais la répercussion de ces hausses sur les résultats d'ensemble est moindre.

Évolution de l'encours des crédits selon la localisation de l'établissement émetteur (au 31 décembre)



Source : IEOM

Près des trois quarts des crédits sont émis localement. Cependant, ces crédits progressent moins fortement que ceux accordés par des établissements situés hors de la zone d'émission (respectivement +9% et +13% sur un an). Ainsi, la part des crédits émis hors zone d'émission sur l'ensemble des crédits accordés n'a jamais été aussi forte (27%). L'importance de ces crédits est à mettre en lien avec les demandes

de financement des opérateurs sociaux et des collectivités locales, adressées le plus souvent à deux établissements hors zone (Agence Française de Développement et Caisse des Dépôts et Consignations).

L'augmentation des encours de crédits concerne tous les agents économiques. Elle est plus marquée pour les collectivités locales (+34% sur un an) que pour les ménages (+10%) et les entreprises (+6%). Toutefois, les montants d'encours bancaires sont principalement accordés aux entreprises (48% de l'ensemble) et aux ménages (43%). Depuis trois ans, les crédits accordés aux entreprises dépassent ceux accordés aux ménages. Il faut y voir l'illustration de l'engagement des entreprises au profit des grands projets ces dernières années, les crédits accordés aux ménages ayant, par ailleurs, aussi progressé.

Dans le détail, l'endettement bancaire des entreprises continue de croître (+6% sur un an). Cette augmentation repose principalement sur les hausses des crédits à la construction (+10%) et à l'investissement (+4%). Ces hausses sont moins fortes que les années précédentes car les besoins en

Encours de crédits accordés par les établissements situés dans et hors zone d'émission (au 31 décembre)

Encours de crédits	2009	2010 p	Variation
Crédits d'exploitation	79 776	82 882	3,9
Entreprises	76 575	77 371	1,0
Collectivités locales	3 201	5 511	72,2
Crédits d'investissement	238 325	255 922	7,4
Entreprises	206 207	213 900	3,7
Collectivités locales	32 118	42 022	30,8
Crédits à la construction	91 740	101 159	10,3
Entreprises	91 740	101 159	10,3
Crédits à la consommation	65 707	69 049	5,1
Ménages	65 707	69 049	5,1
Crédits à l'habitat	261 158	289 548	10,9
Ménages	260 763	289 190	10,9
Collectivités locales	395	358	-9,4
Autres crédits	9 560	15 287	59,9
Entreprises	7 483	13 573	81,4
Ménages	1 731	1 377	-20,5
Collectivités locales	346	337	-2,6
Autres	9 732	15 482	59,1
Créances douteuses brutes	15 027	16 545	10,1
Créances douteuses nettes	4 637	5 719	23,3
Provisions	10 390	10 826	4,2
Total des encours	771 025	845 874	9,7
Dont : Entreprises	382 005	406 003	6,3
Ménages	328 201	359 616	9,6
Collectivités locales	36 060	48 228	33,7

Source : IEOM

Unités : million de F.CFP, %

financements nouveaux commencent à ralentir. Ceci est vrai autant pour la construction que pour l'équipement des entreprises, du fait de la fin d'une période contractuelle pour les programmes de logement sociaux et de l'état d'avancement des grands chantiers. La demande de financement des besoins d'exploitation, quant à elle, se stabilise.

L'endettement des **ménages** augmente au rythme moyen de ces dernières années : +10% sur un an. Les crédits à l'habitat représentent 80% des crédits accordés aux ménages. Ils sont en augmentation de 11% sur un an, en lien avec la baisse des taux des prêts immobiliers. À partir de 2011, la mise en place du prêt à taux zéro devrait encore accentuer cette tendance. Les crédits à la consommation augmentent également (+5%), en lien avec une demande toujours dynamique des ménages.

Les **collectivités locales** recourent plus fortement à l'endettement (+34% sur un an, contre -8% un an avant). Les crédits à l'investissement (+ 31% sur un an) expliquent l'essentiel de cet accroissement et constituent près de 90% des encours des collectivités locales.

En 2010, la collecte des **actifs financiers** progresse de 11% sur un an, pour s'établir à 620 milliards de F.CFP. Depuis dix ans, les dépôts collectés n'ont cessé d'augmenter pour atteindre, en 2010, un niveau 2,5 fois supérieur à celui de 2000. Pour 2010, la croissance des actifs financiers (+63 milliards de F.CFP sur un an) s'explique principalement par la progression des placements liquides ou à court terme des entreprises (+20 milliards), des dépôts à vue des ménages et des autres agents (respectivement +15 milliards et +10 milliards) et de l'épargne à long terme de particulier et des autres agents (+7 milliards chacun).

Par catégorie d'actifs, les dépôts à vue sont en hausse de 15% sur un an et expliquent la moitié de

Évolution des actifs financiers par catégorie et agent (au 31 décembre)

	2009	2010 p	Variation
Dépôts à vue	214 178	245 224	14,5
Entreprises	116 942	122 825	5,0
Ménages	78 287	93 438	19,4
Autres agents	18 949	28 961	52,8
Placements liquides ou à court terme	253 557	270 003	6,5
Entreprises	69 094	89 163	29,0
Compte d'épargne à régime spécial	563	558	-0,9
Placements indexés sur les taux du marché	68 531	88 605	29,3
Ménages	133 842	124 287	-7,1
Compte d'épargne à régime spécial	84 567	87 730	3,7
Placements indexés sur les taux du marché	49 275	36 557	-25,8
Autres agents	50 621	56 553	11,7
Compte d'épargne à régime spécial	4 772	4 916	3,0
Placements indexés sur les taux du marché	45 849	51 637	12,6
Placements à long terme	89 479	104 591	16,9
Entreprises	1 093	1 532	40,2
Ménages	87 624	95 078	8,5
Autres agents	762	7 981	947,4
Total des actifs	557 214	619 818	11,2
Entreprises	187 129	213 520	14,1
Ménages	299 753	312 803	4,4
Autres agents	70 332	93 495	32,9

Source : ICOM

Unités : million de F.CFP, %

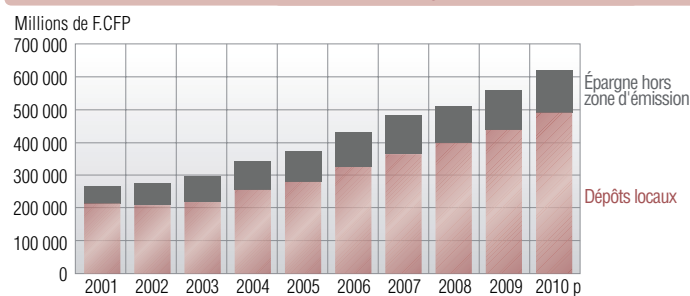
l'augmentation globale des actifs financiers. Ils représentent 40% de l'ensemble des dépôts. L'épargne à long terme est en hausse de 17% sur un an. Cette progression contribue pour un quart à l'augmentation globale des actifs financiers. Les placements liquides ou à court terme sont les plus nombreux (44% de l'ensemble des dépôts), mais progressent moins fortement sur un an (+7%). Comme en 2009, 80% de l'épargne globale est collectée localement.

L'augmentation des dépôts concerne tous les agents économiques. Les dépôts des entreprises et des autres agents augmentent le plus sensiblement et expliquent 80% de la hausse des actifs financiers entre 2009 et 2010. Toutefois, la moitié des dépôts restent encore collectés

auprès des ménages.

Dans le détail, les dépôts des **entreprises** progressent principalement sous forme de placements indexés sur les taux du marché (+29%). Depuis 5 ans, la part des dépôts collectés auprès des entreprises ne cesse de croître (34% de l'ensemble en 2010, contre 29% en 2005). Les dépôts des **autres agents** augmentent notamment sous forme de dépôts à vue (+53%). L'épargne à long terme a été multipliée par 10 en un an, mais reste à un niveau limité. Comme pour les entreprises, la part des dépôts collectés auprès des autres agents ne cesse de croître (15% en 2010 contre 11% en 2005). Les **ménages** augmentent sensiblement leurs dépôts à vue (+19%) et leur épargne à long terme (+9%), tandis que leurs placements liquides ou à court terme sont réduits de 7%.

Évolution des actifs financiers selon la catégorie (au 31 décembre)



Source : ICOM

ENTREPRISES

5 000 entreprises créées

Avec plus de 5 000 unités, les créations d'entreprises sont en hausse en 2010, et ce pour la huitième année consécutive. Le dynamisme des secteurs de la "construction" et des "services aux entreprises" se confirme une nouvelle fois.

Huit ans de hausse de la création d'entreprises

En 2010, 5 100 entreprises ont été créées ou reprises. Depuis plusieurs années, la création d'entreprises fait preuve d'un dynamisme qui va crescendo : 4 600 entreprises créées en 2009, et plus de 3 500 en moyenne chaque année entre 2004 et 2008. Les créations atteignent un niveau record en 2010, grâce à une conjoncture économique favorable, notamment soutenue par les grands chantiers en cours.

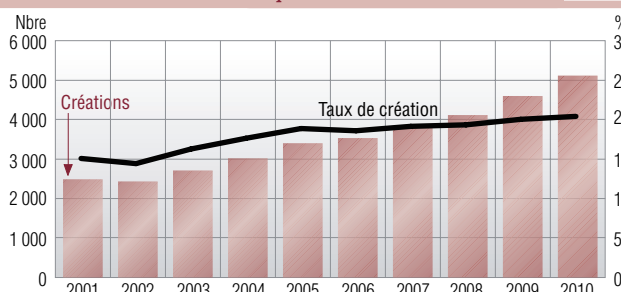
Alors que les créations d'entreprises ont été très dynamiques aux 1^{er} et 2^e trimestres (+18% et +20% sur un an), elles ont ralenti au 3^e trimestre (+8%) pour reculer en fin d'année (-1%).

Comme en 2009, les trois quarts des 5 100 entreprises créées en 2010 sont des créations "pures", plus porteuses pour le développement du tissu productif du territoire par l'exploitation de nouveaux moyens de production que les reprises ou les réactivations d'unités déjà existantes. Cette part est très variable selon les secteurs : 86% des créations sont pures dans "l'immobilier", contre 68% dans "les services aux ménages".

Le taux de création s'élève à 20,5% en 2010, en hausse légère et constante.

Dans le détail, "les services aux

Évolution des créations d'entreprises et du taux de création



Source : ISEE/RIDET

Créations d'entreprises en 2010, selon le type et le secteur d'activité

	Stock	Créations			Total	Taux de création
		pure	reprise	réactivation		
Industries agro-alimentaires (IAA)	334	39	0	16	55	16,5
Industries hors IAA	2 204	283	5	105	393	17,8
Construction	6 742	1 005	16	390	1 411	20,9
Commerce et réparation	3 860	480	16	150	646	16,7
Transports	1 809	167	6	52	225	12,4
Immobilier	955	101	2	15	118	12,4
Services aux entreprises	4 027	910	14	214	1 138	28,3
Services aux ménages	2 851	395	23	162	580	20,3
Éducation, santé, social	2 145	425	5	117	547	25,5
Total (champ ICS*)	24 927	3 805	87	1 221	5 113	20,5

* Industrie, Commerce et Services

Source : ISEE/RIDET

Unités : nbre, %

L'immobilier et les transports, secteurs les moins créateurs d'entreprises

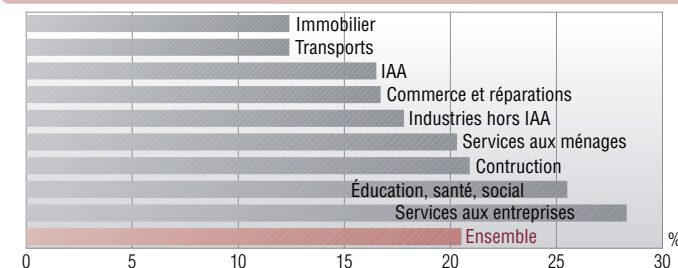
entreprises" et "l'éducation, la santé, l'action sociale" sont particulièrement dynamiques ; leur taux de création dépasse les 25%. "L'immobilier" et "les transports", enregistrent des taux très inférieurs (12%).

Dans tous les secteurs, plus d'entreprises se sont créées en

2010 qu'en 2009, hormis dans les "transports" où le nombre de nouvelles unités égale celui de 2009.

Après un léger ralentissement en 2008, la création de nouvelles entreprises dans l'industrie et la construction reste dynamique depuis 2007 et affiche, comme en 2009, une croissance annuelle de 12%.

Taux de création par secteur d'activité en 2010



Source : ISEE/RIDET

Le secteur des services ralentit à peine par rapport à 2009 : +11% après +12% mais reste dynamique comparé aux années précédentes. Il est essentiellement tiré par le sous-secteur des "services aux entreprises" (+20%).

Plus globalement, les deux secteurs les plus créateurs en 2010 ont donc été la "construction" (1 400 unités créées) et les "ser-

La construction et les services aux entreprises toujours très dynamiques

VICES aux entreprises” (1 100 unités). Ils couvrent à eux seuls la moitié des créations et ont été tirés par les grands projets nickel et le logement social.

En matière de survie, 91% des entreprises créées au cours de l'année 2010 étaient encore actives au 31 décembre 2010. Les meilleurs **taux de survie** sont réalisés par les secteurs “services collectifs, sociaux et personnels” et “immobilier, location et services aux entreprises” (plus de neuf sur dix sont encore actives), et les plus faibles par “l'éducation” et “la santé et l'action sociale” (avec moins de huit entreprises sur dix).

Bonne progression dans le Nord

La province Sud bénéficie du dynamisme de nombreux organismes qui encouragent la création d'entreprises. En province Nord,

Évolution des créations d'entreprises

	2009	2010	Variation
Industrie-Construction	1 661	1 859	11,9
Industries agro-alimentaires (IAA)	50	55	10,0
Industries hors IAA	352	393	11,6
Construction	1 259	1 411	12,1
Commerce-Services	2 937	3 254	10,8
Commerce et réparation	598	646	8,0
Transports	223	225	0,9
Immobilier	99	118	19,2
Services aux entreprises	950	1 138	19,8
Services aux ménages	540	580	7,4
Éducation, santé, social	527	547	3,8
Total (champ ICS*)	4 598	5 113	11,2

* Industrie, Commerce et Services

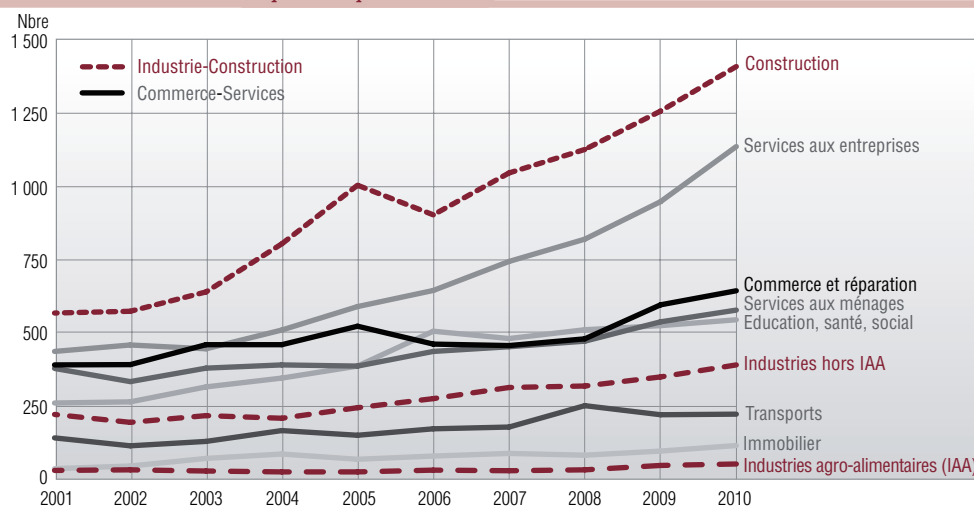
Source : ISEE/RIDET

Unités : nbre, %

le nombre d'entreprises progresse aussi fortement depuis deux ans, particulièrement dans les secteurs de la construction et des services aux ménages et aux entreprises, en liaison avec le développement de la zone VKP. Des actions sont mises en place pour accompagner cet essor. Ainsi, la province Nord accueillait en août

2010 son premier salon de la création d'entreprises. Une pépinière d'entreprises “Initiative Nord” y était inaugurée en milieu d'année, une autre devrait prochainement voir le jour à Canala et l'association Nouvelle-Calédonie Initiative, présente au Sud, prévoit d'y installer une antenne.

Évolution des créations d'entreprises depuis dix ans



Source : ISEE/RIDET

Définitions

Le taux de création est le rapport du nombre de créations d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 31 décembre de l'année précédente. C'est un indicateur de renouvellement du système productif.

Le taux de survie est la part des entreprises encore actives au 31 décembre d'une année, parmi celles créées au cours de l'année.

AGRICULTURE

Production en hausse dans toutes les filières, sauf la pomme de terre

L'année 2010 marque une reprise par rapport à 2009, malgré des conditions météorologiques encore peu favorables aux activités agricoles.

La production animale progresse

Sur un an, la production locale de viande bovine progresse de 7%. La production confirme la reprise amorcée en 2009, mais reste encore nettement inférieure aux niveaux d'avant 2005. Les abattages réalisés par l'OCEF progressent de 14%. En revanche, le poids moyen des animaux diminue. Globalement, cette situation résulte des mesures adoptées pour faire face à l'état de sécheresse déclaré en février 2010, et qui prévoyaient notamment une augmentation du rythme d'abatage de l'OCEF.

La production de fruits et légumes repart à la hausse

L'augmentation de la production locale a permis de réduire le volume des importations de viande bovine de 5% sur un an. Toutefois, en valeur, ces importations augmentent fortement (+19%). Cette aug-

mentation s'explique par la hausse du dollar néo-zélandais, principal fournisseur de viande bovine, mais également par l'augmentation des importations de morceaux nobles et chers, au détriment d'achats de plus basse catégorie.

La production locale de viande porcine reste quasiment stable sur un an. L'autorisation accordée en mai 2009 à la société fermière de Païta pour l'exploitation d'un nouvel élevage de 1 500 porcs, n'a pas encore impacté le niveau de la production locale.

Les importations augmentent sensiblement en un an (+54%). Cela traduit une hausse de la demande interne, notamment en viande de transformation.

Pour tous les autres élevages, la production est supérieure à celle de 2009. Les abattages contrôlés de cerf, progressent de 47%. Ils retrouvent leur meilleur niveau de la décennie, après 3 années de recul. Les dispositions prises au titre du plan de lutte contre la surpopulation des cervidés participent sans doute à cette augmentation. Dans ce cadre, les conditions sanitaires de mise sur le marché des viandes de cervidé sauvage sont fixées par délibération du gouvernement. Ces bons résultats permettent une reprise des exportations, 90 tonnes en 2010 contre 60 tonnes en 2009, pour une valeur de 69 millions de F.CFP.

La production ovine augmente de 10%. L'inauguration en juin 2010 d'une bergerie destinée à améliorer la productivité des élevages ovins et la qualité des troupeaux, permettra à cette filière de continuer à se développer. En 2010, la production locale est complétée par des importations en hausse de 17% sur un an.

La production de caprins progresse de 28% (2,3 tonnes contre 1,8 tonne l'an dernier).

Les importations de viande de volaille diminuent en volume de 3% sur un an. Toutefois, la volaille reste, et de loin, la viande la plus consommée. La baisse des importations concerne principalement les "coqs et poules de chair" (-480 tonnes). Cette baisse répond sans doute à la mise en exploitation d'un nouvel élevage de poulets de chair par une société de Bourail. Les données concernant la production locale de viande de volaille ne sont pas encore disponibles.

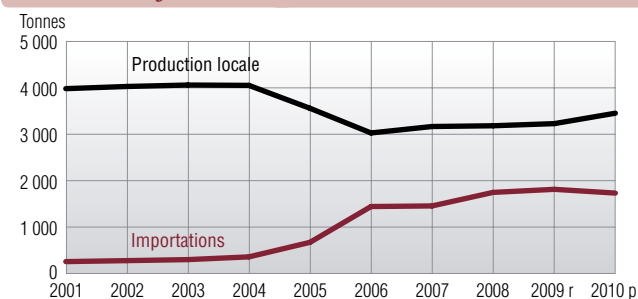
Production et importations de viande (abattages contrôlés de l'OCEF et des bouchers de l'intérieur)

	2009 r	2010 p	Variation
Viande bovine			
Production	3 193	3 418	7,0
Importations	1 777	1 696	-4,5
Viande porcine			
Production	2 262	2 253	-0,4
Importations	362	558	54,4
Viande ovine			
Production	6,3	6,9	9,5
Importations	599	701	17,0
Volaille			
Production	766	nd	nd
Importations	8 923	8 685	-2,7
Cervidés			
Production	182	267	46,7

Sources : DAVAR, Direction Régionale des Douanes, OCEF Unités : tonne, %

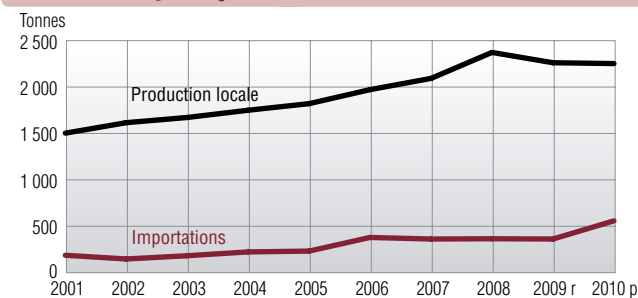
La production commercialisée de fruits progresse de 5% sur un an. Dans le détail, les ventes de mandarines, de melons et de mangues ont plus que doublé. La production commercialisée d'ananas s'envole au dernier trimestre et progresse de 31% sur un an. Les ventes de citrons et limes augmentent de 21%. Celles d'oranges sont pratiquement stables, mais concernent les volumes les plus importants : 27% de l'ensemble de la production commercialisée de fruits. En revanche, la production marchande de bananes et de papayes recule sur un an

Évolution de la filière bovine



Sources : DAVAR, Direction Régionale des Douanes, OCEF

Évolution de la filière porcine



Sources : DAVAR, Direction Régionale des Douanes, OCEF

(respectivement -5% et -18%). De plus, la production de letchis s'avère des plus mauvaises : seulement une dizaine de tonnes commercialisées en 2010, contre vingt fois plus l'an passé (227 tonnes). C'est la conséquence directe des pluies exceptionnelles du mois d'août.

Corollaire de l'augmentation de la production locale, les importations reculent de 19% sur un an, pour tous les fruits. Pommes, poires, raisins et kiwis représentent 80% des importations.

Les exportations de fruits restent faibles et reculent de 36% par rapport à l'an dernier (23 tonnes en 2010). Elles sont principalement constituées de limes, dont les volumes exportés baissent depuis le pic de 2008 (19 tonnes en 2010, contre 33 tonnes en 2008), et d'ananas, présents à l'export pour la première fois en 2010, à destination de la Nouvelle-Zélande.

Fort repli de la production de pommes de terre

En 2010, la production marchande de légumes (hors squash et pommes de terre) progresse de 6% par rapport à 2009, année particulièrement affectée par des conditions météorologiques défavorables. Toutefois, cette hausse ne permet pas de rattraper les niveaux atteints entre 2003 et 2008.

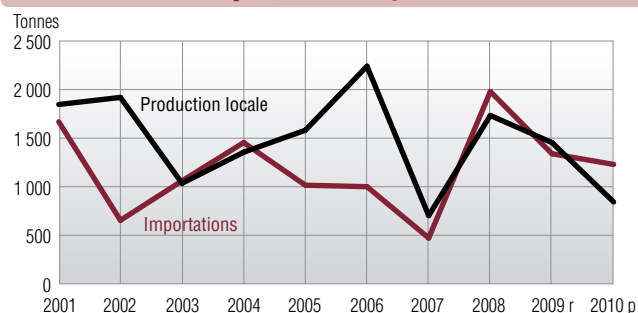
La hausse concerne presque tous les légumes, mais plus particulièrement les salades (+21%), les choux verts et blancs (+34%) et les courgettes (+71%). Les seules productions en baisse concernent les choux de chine (-18%) et les bananes poingo (-16%). Les oignons (-54%) font leur plus mauvaise saison depuis 1998, date à laquelle la filière s'est mise en place.

La hausse de la production de légumes se répercute sur les importations qui diminuent de 1%. Seules les importations d'oignons augmentent (+40%).

La production de squash a été décevante : elle augmente de 2%

L'agriculture calédonienne se donne de nouvelles perspectives

Commercialisation des pommes de terre fraîches



Sources : OCEF, Marché de Gros, Direction Régionale des Douanes

Production et importations de la filière végétale

	2009 r	2010 p	Variation
Fruits			
Production marchande	4 312	4 546	5,4
dont commercialisation au marché de gros	2 110	2 569	21,8
Importations	5 174	4 206	-18,7
Légumes (y.c oignons et tubercules)			
Production marchande	6 376	6 752	5,9
dont commercialisation au marché de gros	3 722	3 833	3,0
Importations	3 496	3 531	1,0
Squashes			
Production marchande	2 056	2 093	1,8
dont commercialisation au marché de gros	21	28	34,6
dont exportations	2 035	2 065	1,4
Pommes de terre			
Production locale	1 488	868	-41,7
dont commercialisation au marché de gros	21	12	-45,0
Importations	1 352	1 233	-8,8
Céréales			
Production locale	2 664	3 335	25,2
Importations	40 430	44 317	9,6
Café			
Production locale	8	13	62,5
Importations	1 403	1 285	-8,4

Sources : DAVAR, Direction Régionale des Douanes, ERPA, Chambre d'Agriculture, OCEF

Unités : tonne, %

par rapport à 2009 mais reste très nettement inférieure aux 3 000 tonnes qu'espéraient les professionnels, avec l'augmentation de 25% des surfaces plantées entre 2009 et 2010. Ces mauvais résultats s'expliquent par l'épisode pluvieux du mois d'août, les chaleurs anormales qui ont suivi et le développement de viroses. Pour éviter la démobilisation des producteurs et pérenniser ces cultures, la province Sud étudie un dispositif d'accompagnement financier.

L'essentiel de cette production a été destinée à l'exportation vers le Japon et la Nouvelle-Zélande. 30 tonnes ont été commercialisées au marché de gros.

La production de pommes de terre chute de 42%. Les bonnes récoltes de 2009, en partie stockées, ont toutefois permis de réduire les importations de 9%. Au total, la consommation de pommes de terre de table dépasse les 2 000 tonnes pour la troisième année consécutive (pommes de terre issues de la production locale ou de l'importation). Cette consommation augmente de 3% sur un an. C'est la probable conséquence de l'offre de nouvelles variétés (pommes de terre à chair ferme) et de nouveaux conditionnements. Pour 2011, la filière comptera avec une revalorisation des prix d'achat et de vente des pommes de terre, décidée par le gouvernement en décembre.

En 2010, la production de café repart à la hausse (+63%), après une année 2009 particulièrement décevante (13 tonnes de café vert en 2010 contre 8 tonnes il y a un

an). Toutefois cette production reste bien inférieure aux niveaux atteints aux cours des vingt dernières années (42 tonnes produites en moyenne par an). Les importations reculent de 8% en volume mais augmentent de près de 10% en valeur.

Les achats de coprah repartent à la hausse en 2010, après cinq années difficiles pour la filière : 170 tonnes achetées aux producteurs en 2010, contre 60 tonnes l'an dernier.

La production de céréales progresse de 25% en volume et de 40% en valeur, du fait de la revalorisation du prix des céréales en 2010. Les importations progressent de 10% et concernent principalement le riz et le blé, destiné à la minoterie ou à l'alimentation du bétail.

Pour 2011, le processus de labellisation des produits, engagé depuis plusieurs mois, devrait connaître ses premières concrétisations, avec l'apparition sur les étals de produits bio portant le label "Bio Pasifika".

L'inauguration en septembre 2010 d'un centre d'expérimentation forestière et de promotion des bois locaux, à Port Laguerre, prépare le développement de la filière bois, avec l'objectif de planter 400 hectares par an.

Les acteurs locaux, réunis en septembre dernier à l'initiative de l'IAC, se sont engagés dans une réflexion de fond sur l'avenir de l'agriculture calédonienne et les politiques publiques qui doivent la soutenir. Ils souhaitent sortir d'une vision purement économique et innover dans une perspective de développement durable.

PÊCHE AQUACULTURE

Un secteur en difficulté, hormis pour la pêche hauturière

L'aquaculture est au plus bas alors que la pêche se porte bien. Dans leur ensemble, les exportations de produits de la mer sont en baisse, tirées par le fort recul des ventes de crevettes.

La filière crevette en difficulté

L'aquaculture de crevettes rencontre des difficultés : la production recule de 40% sur un an. 1 160 tonnes de crevettes ont été produites en 2010, contre 1 830 l'an dernier, alors que la surface d'élevage est en hausse de 20 hectares. L'activité des écloseries est en perte de vitesse avec 120 millions de post-larves produites en 2010, contre 150 millions en 2009. Cette production n'a pas été suffisante pour permettre l'ensemencement de toutes les fermes aquacoles du territoire.

Avec 750 tonnes exportées en 2010 pour 1 milliard de F.CFP, les ventes de crevettes reculent sur un an de 30% en volume et de 20% en valeur. Elles affichent ainsi leur plus bas niveau depuis plus de dix ans et sont deux fois moins élevées que la moyenne de ces dix dernières années.

Les deux principaux acheteurs de ce produit sont la France et le Japon. La France n'achète plus que 18% des crevettes du territoire alors qu'elle était traditionnellement leur premier acheteur : 130 tonnes en 2010, contre 490 tonnes en 2009, très loin derrière le pic exceptionnel de 2005 (950 tonnes). Le Japon a acheté 470 tonnes de crevettes calédoniennes en 2010, soit pratiquement les deux tiers des exportations. Les États-Unis en ont acheté 60 tonnes en 2010 alors qu'ils

La pêche hauturière se porte bien

Exportations de crevettes selon la destination

	2009		2010		Variation	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Japon	495	737	467	698	-5,7	-5,3
France	487	463	133	136	-72,7	-70,6
États-Unis	-	-	61	82	///	///
Polynésie française	46	57	55	69	20,0	21,2
Australie	43	49	21	29	-52,2	-42,1
Wallis et Futuna	9	11	9	11	1,7	-1,9
Autres pays	-	-	1	1	///	///
Total	1 079	1 317	746	1 025	-30,9	-22,2

Source : Direction Régionale des Douanes

Unités : tonne, million de F.CFP, %

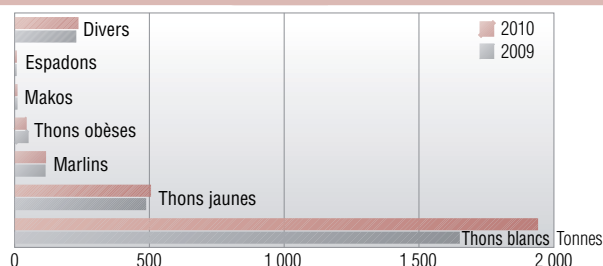
Évolution de la filière crevette

	2009	2010	Variation
Capacité de production (ha)			
Fermes aquacoles (surface d'élevage réelle)	663	683	3,1
Production			
Écloseries (millions de post-larves)	150	124	-17,0
Fermes aquacoles (tonnes de crevettes)	1 830	1 156	-36,8
Exportations			
Exportations de crevettes (tonnes)	1 079	746	-30,9

Sources : Direction Régionale des Douanes, ERPA

Unités : ha, tonne, million de post-larves, %

Pêche des palangriers en 2009 et 2010



Source : Service de la marine marchande et des pêches maritimes

n'avaient effectué aucun achat en 2009. La Polynésie française, l'Australie et Wallis et Futuna continuent d'acheter des crevettes calédoniennes, mais leurs achats restent minoritaires.

2 860 tonnes de poissons ont été rapportées par les palangriers du territoire en 2010, contre 2 550 tonnes un an avant. Les thons, dont les deux tiers sont des thons blancs, représentent la quasi-totalité de la pêche hauturière du territoire. Leur pêche progresse depuis 2008 (+25% en 3 ans). En 2010, 2 500 tonnes de thons ont été capturées dans les eaux calédoniennes, contre 2 200 tonnes en 2009. Ces 300 tonnes supplémentaires sont composées principalement de thons blancs (+290 tonnes sur un an) et dans une moindre mesure de thons jaunes (+18 tonnes). Seule la pêche de thons obèses affiche des résultats en baisse sur un an (-7 tonnes).

Les ventes de thons détrônent pour la première fois celles de crevettes, traditionnellement le produit phare des exportations de produits de la mer. 1 100 tonnes de thons ont été vendues à l'extérieur du territoire pour 430 millions de F.CFP, contre 950 tonnes pour 420 millions de F.CFP en 2009, en hausse pour la quatrième année consécutive. Les trois quarts des exportations de thon calédonien sont concentrés sur deux pays : les Samoa américaines et le Japon. 560 tonnes pour 125 millions de F.CFP ont été achetées par les Samoa américaines, notamment pour les besoins de la conserverie de Pago Pago. Ces achats progressent de plus de 30%, en volume comme en valeur. Ceux du Japon sont stables sur un an, avec 300 tonnes pour 220 millions de F.CFP. Les commandes livrées en France, 70 tonnes pour 50 millions de F.CFP, se main-

Les ventes de thon supplantent celles de crevettes en volume

tiennent en volume, mais pas en valeur (-20% par rapport à 2009). La Thaïlande, qui achetait 60 tonnes, soit 6% du thon calédonien exporté en 2009, divise par 5 ses achats en 2010, en volume comme en valeur. Wallis et Futuna, le Sri Lanka, la Papouasie Nouvelle-Guinée et Taiwan n'ont effectué aucun achat en 2010 alors qu'ils avaient absorbé au total 110 tonnes des volumes exportés en 2009.

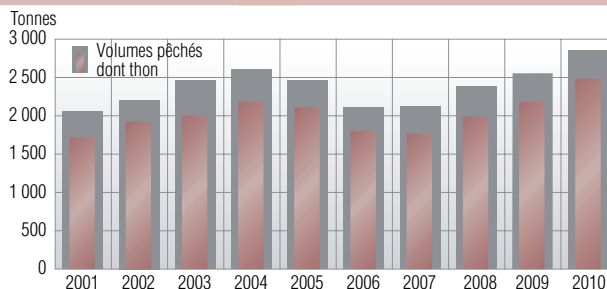
Leur défection a été compensée par les achats de 160 tonnes de thon par l'Arabie Saoudite, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Samoa occidentales, la Jordanie et le Danemark.

En 2011, les exportations vers les Samoa américaines devraient largement se réduire puisqu'une conserverie de thon transforme désormais à Nouméa le thon calédonien auparavant vendu à la conserverie de Pago Pago.

Nouveau repli de la pêche artisanale

La pêche artisanale de trocas et d'holothuries est également en difficulté. Elle représente 12% des volumes exportés de produits de la mer en 2010. Sur un an, leurs ventes à l'extérieur du territoire sont en recul de plus de 20%, en volume et en valeur. Les exportations de trocas reculent fortement après une année 2009 exceptionnelle, et celles d'holothuries se replient pour la troisième année consécutive. Les volumes exportés n'ont jamais été aussi bas, mais leur valeur, bien qu'en baisse depuis 2008, retrouve un niveau similaire à celui des années 2004-2005 grâce

Évolution de l'activité hauturière



Source : Service de la marine marchande et des pêches maritimes

Pêche et exportations de thon

	2009		2010		Variation	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Pêche	2 187	///	2 488	///	13,7	///
Exportations	947	424	1 095	431	15,6	1,7

Sources : Service de la marine marchande et des pêches maritimes, Direction Régionale des Douanes

Unités : tonne, million de F.CFP, %

Exportations de la pêche artisanale

	2009		2010		Variation	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Holothuries	48	253	26	181	-45,8	-28,5
Coquilles de trocas	277	126	228	104	-17,7	-17,5
Total	325	379	254	285	-21,8	-24,8

Source : Direction Régionale des Douanes

Unités : tonne, million de F.CFP, %

à un prix de vente élevé sur les marchés internationaux. Les holothuries sont destinées en majeure partie à Hong Kong et les coquilles de trocas à la Chine.

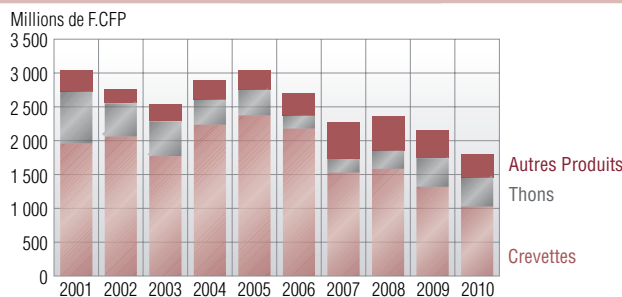
Au total la Nouvelle-Calédonie a exporté 2 100 tonnes de produits de la mer en 2010, contre 2 400 tonnes l'année dernière. Ce repli entraîne une baisse des recettes, qui s'établissent à 1,8 milliard, contre 2,1 en 2009.

La moitié des exportations de produits de la mer a été vendue au Japon. Viennent ensuite

Hong Kong, la France et les Samoa américaines qui représentent à eux trois 30% des exportations.

Les filières aquacoles devraient se diversifier en 2011, avec des élevages dans un premier temps de picots, puis de loches truites, de pouattes, de langoustes et de coquilles Saint-Jacques, encore à l'étude. Par ailleurs, pour soutenir la filière des holothuries, dont la pêche est soumise à des quotas pour permettre le renouvellement de l'espèce, les pouvoirs publics proposent des aides à l'investissement et des subventions, notamment pour des projets de réensemencement et d'élevages. Enfin, les investissements et travaux réalisés au niveau des écloseries devraient permettre un retour à une production de post-larves adaptée aux besoins d'ensemencement des fermes aquacoles. Toutefois, les ventes vers le Japon devraient reculer suite aux catastrophes naturelles qui frappent le pays en ce début d'année.

Évolution des exportations de produits de la mer



Source : Direction Régionale des Douanes

MINES MÉTALLURGIE

De bons résultats toute l'année

Les cours du nickel repartent à la hausse en 2010. Ils sont conjugués au dynamisme de l'extraction minière et de la production métallurgique et à la reprise de la demande mondiale.

Près de 10 USD la livre



À u London Metal Exchange (LME), le cours de la livre de nickel en moyenne sur l'année 2010 a pratiquement été multiplié par 1,5 avec 9,89 USD/lb en 2010, contre 6,65 USD/lb en 2009. Il retrouve ainsi son niveau de 2008 (9,58 USD/lb), toutefois très inférieur à la moyenne exceptionnelle de 2007 (16,89 USD/lb).

Le cours du dollar s'affiche quant à lui à 90,14 F.CFP en 2010, contre 85,90 F.CFP il y a un an. Ramenée en F.CFP, la livre de nickel, multipliée par 1,6 sur un an, s'établit à 891 F.CFP en moyenne en 2010, contre 535 F.CFP en 2009. Elle est pratiquement multipliée par deux par rapport à la valeur moyenne des années 2000 à 2005, même si elle reste en-dessous du niveau de 2007 (1 480 F.CFP).

L'extraction et les exportations de minerai de nickel atteignent des records

Grâce à une conjoncture internationale favorable, l'extraction de minerai de nickel est restée dynamique tout au long de l'année 2010. 8,7 millions de tonnes humides ont été extraites des sous-sols calédoniens, contre 5,7 millions en 2009. L'extraction minière établit ainsi un record, supérieur de 30% au niveau moyen de ces dix dernières années.

Extraction minière de nickel

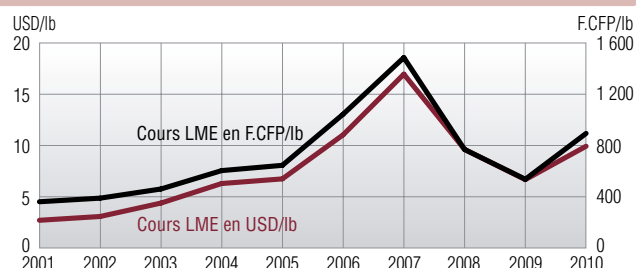
	2009	2010	Variation
Saprolites	4 296	6 018	40,1
Latérites	1 392	2 691	93,3
Total	5 689	8 709	53,1

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie Unités : millier de tonnes humides, %

Dans le détail, les saprolites, qui représentent plus des deux tiers des extractions, affichent 6 millions de tonnes humides, contre 4,3 en 2009. Elles sont ainsi 30% au-dessus de leur niveau moyen de la décennie.

Les volumes de latérites extraits

Évolution annuelle des cours du nickel au LME en dollar et en F.CFP



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Exportations de minerai de nickel

	2009		2010 p		Variation	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Saprolites	2 066	9 376	2 272	17 260	10,0	84,1
Latérites	1 448	5 335	2 302	8 937	59,0	67,5
Total	3 514	14 711	4 574	26 198	30,2	78,1

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Unités : millier de tonnes humides, million de F.CFP, %

doublent sur un an, passant de 1,4 à 2,7 millions de tonnes humides. L'extraction avait été affectée en 2009 par la suspension d'activité, pendant plusieurs mois, de l'usine de Yabulu en Australie, principal débouché pour ce type de minerai. Depuis le début de l'année, l'usine tourne de nouveau à plein régime, et l'extraction de latérites calédoniennes atteint en 2010 un niveau jamais égalé depuis dix ans.

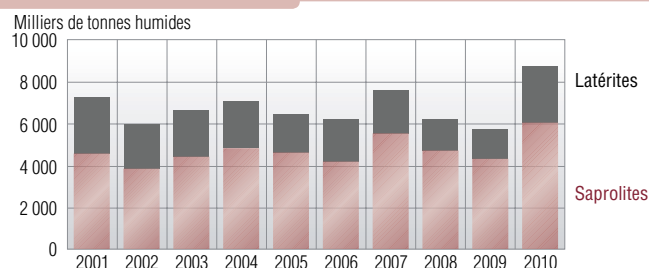
Les exportations de minerai progressent, tant en volume (+30% sur un an) qu'en valeur (+78%), tirées par une extraction dyna-

mique et des cours au LME bien orientés.

L'augmentation sur un an des quantités exportées concerne principalement les latérites qui affichent 850 000 tonnes humides supplémentaires sur un an, contre +200 000 tonnes humides pour les saprolites. Au total, les volumes exportés atteignent un niveau record sur les quinze dernières années.

Soutenue par des cours au LME en hausse, la valeur des exportations minières dépasse la barre des 26 milliards de F.CFP, contre 15 milliards en 2009. Elle présente ainsi son meilleur résul-

Évolution de l'extraction minière



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

tat après 2007 (38 milliards de F.CFP).

Principal acheteur de minerai calédonien depuis plusieurs années, l'Australie absorbe à elle seule en 2010 la moitié du minerai exporté. Ses achats de latérites doublent pratiquement sur un an, passant de 1,5 à 2,3 millions de tonnes humides, grâce à la reprise de l'activité de l'usine hydrométallurgique de Yabulu (Queensland Nickel).

La Corée du Sud est le 2^e acheteur de minerai calédonien. Ses achats pour les besoins de l'usine de Gwangyang (groupe SMS-POSCO) se maintiennent sur un an à 1,5 million de tonnes humides, uniquement constituées de saprolites. L'usine de Gwangyang a atteint sa pleine capacité de production en fin d'année.

Avec 807 000 tonnes humides, contre 610 000 en 2009, les exportations en direction du Japon progressent de 33% sur un an. Elles ne représentent toutefois que moins de 20% des volumes exportés, contre plus de 30% il y a dix ans.

Les ferronickels tirent à la hausse le secteur de la métallurgie

La production métallurgique progresse légèrement sur un an, s'affichant à 54 000 tonnes de nickel contenu produites en 2010, contre 52 000 il y a un an (+3,5%). Cette progression est uniquement due à celle de ferronickels, les trois quarts de la production métallurgique. La production des mattes reste stable.

Production métallurgique

	2009	2010	Variation
Ferro-nickels	38 230	39 802	4,1
Mattes	13 902	13 917	0,1
NHC	-	222	///
Total	52 132	53 940	3,5

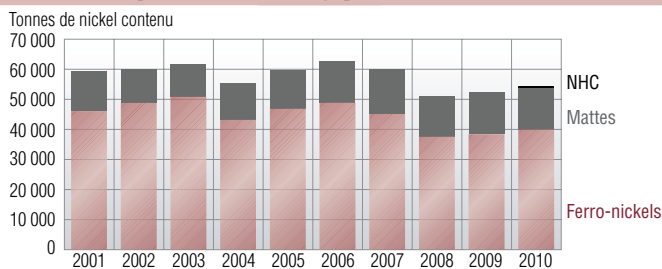
Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Unités : tonne de nickel contenu, %

Malgré ce bon résultat sur un an, la production métallurgique de 2010 reste légèrement inférieure à la moyenne de ces dix dernières années.

Le secteur métallurgique s'est étoffé d'un nouveau produit de Vale Nouvelle-Calédonie : le NHC (Nickel Hydroxide Cake). C'est un produit intermédiaire de nickel et de cobalt destiné pour le moment à l'Australie dont la production, débutée en octobre 2010, s'élève à 222 tonnes fin décembre. Cette production intervient en attendant la mise en service totale de l'usine du Sud, qui devrait pro-

Évolution de la production métallurgique



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Exportations de produits métallurgiques

	2009		2010 p		Variation	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Ferro-nickels	36 986	44 870	41 381	68 407	11,9	52,5
Mattes	14 196	17 301	14 393	20 836	1,4	20,4
NHC	-	-	118	180	///	///
Total	51 182	62 171	55 892	89 423	9,2	43,8

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Unités : tonne de nickel contenu, million de F.CFP, %

duire à terme 60 000 tonnes de nickel et 4 500 tonnes de cobalt.

À l'image de celles de minerai, les exportations de produits métallurgiques sont en hausse sur un an. Tirées par des prix élevés, elles augmentent de 44% en valeur et de 9% en volume. Elles s'établissent ainsi à 56 000 tonnes de nickel contenu vendues pour 89 milliards de F.CFP en 2010, contre 51 000 tonnes pour 62 milliards il y a un an.

Les ferro-nickels représentent plus des trois quarts des produits métallurgiques exportés. Ces exportations progressent sur un an de 53% en valeur et de 12% en volume ; celles des mattes augmentent de 20% en valeur pour des quantités pratiquement stables.

Alors que les exportations de produits métallurgiques sont légèrement inférieures à leur niveau moyen de ces dix dernières années en volume, en valeur elles sont supérieures de 18%.

Même si la Nouvelle-Calédonie a de nombreux clients, trois pays concentrent à eux seuls les trois quarts des achats : la France, pour les besoins en mattes de l'usine de Sandouville au Havre, Taïwan et le Japon. La Chine qui avait acheté 18% des produits de fusion calédoniens en 2008 n'en achète plus que 5% en 2010.

Le secteur de la mine et de la métallurgie emploie 4 000 salariés en moyenne en 2010, dont 2 600 salariés pour les seules activités de la mine. Ce secteur, créateur d'emploi, compte plus de 600 salariés supplémentaires sur un

an. Le secteur métallurgique est quant à lui pratiquement stable avec près de 1 350 salariés.

À ces emplois salariés, s'ajoutent les travailleurs étrangers sur sites, embauchés pour les besoins des usines du Sud et du Nord. Avec l'important besoin de main d'œuvre pour l'usine du Nord, ils représentaient plus de 3 000 travailleurs sur site en moyenne en 2010, contre 1 850 un an avant.

Le secteur de la mine et de la métallurgie se porte bien en Nouvelle-Calédonie après la situation de crise début 2009. L'établissement public "Fonds Nickel" avait d'ailleurs été créé pour soutenir l'activité des entreprises du secteur du nickel. Depuis, la hausse des cours au LME, conjuguée à la reprise de la demande mondiale depuis la fin de l'année 2009, ont permis au gouvernement calédonien de constater la fin de la crise du secteur au terme du 1^{er} trimestre 2010. Les ressources du "Fonds Nickel" sont désormais affectées à la mise en œuvre de réhabilitations des sites miniers.

Pour 2011, les prévisions du marché mondial du nickel sont encourageantes : la hausse de la demande et de la consommation de nickel et d'acier inoxydable devrait se poursuivre, tirée principalement par la Chine, mais aussi par l'Europe et l'Inde.

Les conséquences (pour le secteur nickel) de la catastrophe de mars au Japon sont difficiles à évaluer, les effets dépressifs pouvant s'étendre sur l'ensemble de l'Asie. À moyen terme, avec la reconstruction du Japon, la demande de nickel sera importante.

600 créations d'emploi dans la mine

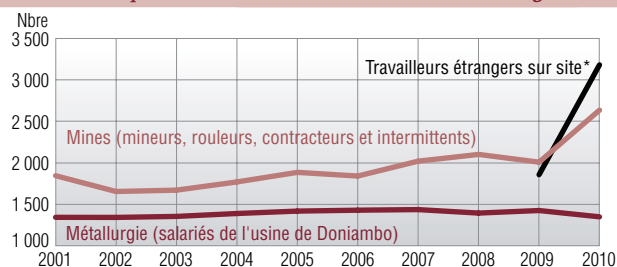
Le développement du "pig iron", ou fonte de nickel, par la Chine pourrait toutefois concurrencer le nickel lorsque les cours sont trop élevés. Conjugué au nickel métal, ce nickel de moindre qualité permet de fabriquer de l'acier inoxydable à moindre coût.

Les perspectives pour la Nouvelle-Calédonie, évoquées notamment lors de la quatrième conférence nickel organisée à Nouméa en novembre 2010, tendront certainement à suivre la tendance mondiale.

La production de Vale Nouvelle-Calédonie devrait monter en puissance, sous la forme, dans un premier temps, de NHC, puis d'oxyde de nickel et de carbonate de cobalt lorsque l'usine sera mise en service.

L'usine du Nord poursuit sa construction avec l'assemblage de ses 17 modules. Les premiers essais de production se déroule-

Évolution de l'emploi salarié dans le secteur "Mines-métallurgie"



Sources : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Direction du Travail et de l'Emploi

ront mi-2011 et sa mise en service est prévue pour mi-2012. Avec la pleine production de l'usine du Nord et de l'usine de Gwangyang, la SMSP souhaite devenir en 2014 l'un des leaders mondiaux de la production de ferro-nickels. La cession de latérites au profit de la société Queensland Nickel est reconduite pour une durée de trois ans, pour 250 000 tonnes. La SLN étudiera en 2011 les options envisagées pour remplacer la

centrale électrique de Doniambo. Secteur important de l'économie calédonienne, le territoire cherche à structurer davantage ses projets de développement autour du minerai et à pérenniser cette ressource. Un comité stratégique industriel se réunit depuis fin 2010 pour mettre en place une gestion commune de la ressource du nickel sur le territoire.

Les prévisions pour 2011
sont bien orientées

Utilisation de l'unité "tonnes humides" ou "tonnes de nickel contenu"

Le minerai de nickel contient une part non négligeable d'eau, entre 20 et 40%. Le tonnage extrait indiqué tient compte de ce poids d'eau contenue : on parle donc de "tonnes humides" (la teneur en nickel étant calculée sur le minerai "sec", duquel l'eau a été enlevée).

La production de produits métallurgiques (ferro-nickels et mattes) est quantifiée en tonnes de nickel contenu, cette unité donnant une idée plus précise de la quantité de nickel qu'un tonnage brut.

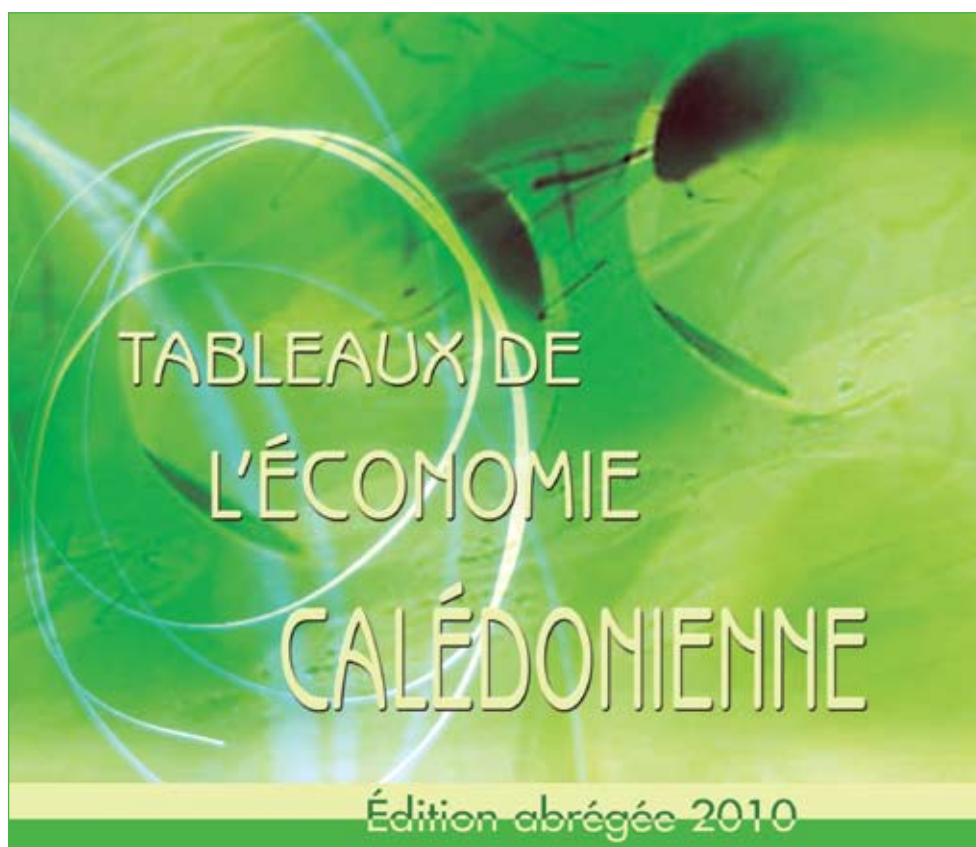
Les TABLEAUX DE L'ÉCONOMIE CALÉDONIENNE

TEC

ouvrage de référence pour tous ceux qui veulent s'informer
sur la Nouvelle-Calédonie

En attente de la prochaine édition,

retrouvez le sur le site de l'ISEE : www.isee.nc



TEC

Nouvelle Calédonie

ÉNERGIE

Une année record

En 2010, la production d'électricité est au plus haut, essentiellement portée par la production thermique. Les capacités de production continuent de se développer, marginalement à partir des énergies renouvelables. La consommation d'électricité est dopée par la production métallurgique et l'aménagement du territoire.

En

2010, la production d'électricité atteint un nouveau record. Elle dépasse pour la première fois les 2 000 GWh, en hausse de 10% par rapport à 2009.

10% de plus qu'en 2009

La production d'électricité augmente grâce à l'accroissement de la production d'origine thermique. La part des énergies renouvelables dans la production totale d'électricité baisse de 8 points, sous l'effet conjugué de l'essor de la production thermique et de la baisse de la production hydraulique. Ainsi en 2010, 85% de l'électricité calédonienne est produite à partir de l'énergie thermique et 15% est produite à partir d'énergies renouvelables.

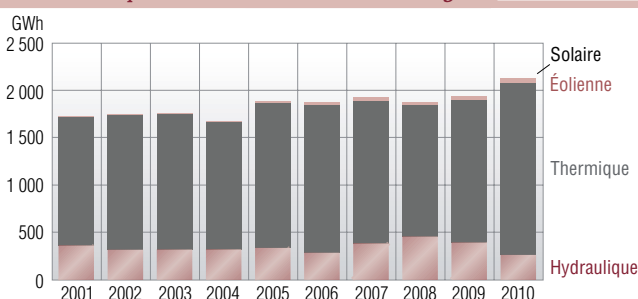
Comme chaque année, la production mensuelle d'électricité connaît sensiblement les mêmes variations que la production métallurgique. Il n'y a qu'en décembre où la production d'électricité augmente plus sensiblement que celle de la métallurgie. La production mensuelle moyenne s'établit à 178 GWh.

La part des énergies renouvelables baisse, malgré le lancement de nouvelles installations

La production d'origine thermique est supérieure de 20% à celle de l'année dernière. La montée en puissance de Prony Energies, dont la production a triplé en un an, explique cet accroissement. La centrale électrique au charbon est en service depuis février 2009 sur le site de Vale Nouvelle-Calédonie pour répondre aux besoins de l'usine et du réseau public de la Nouvelle-Calédonie. À partir de 2012, deux nouvelles centrales thermiques à Doniambo et Koniambo devraient encore augmenter la capacité de production d'électricité, pour faire face aux besoins des industries du nickel.

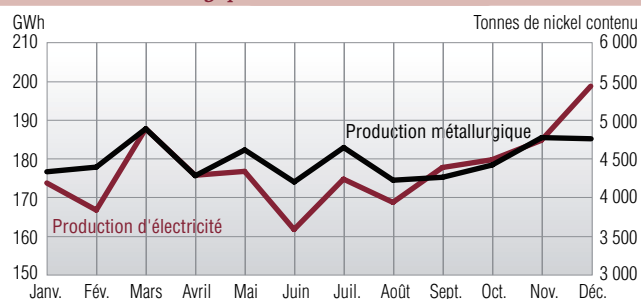
Pour la production hydraulique,

Évolution de la production d'électricité selon l'origine



Sources : EEC, ENERCAL

Évolutions mensuelles de la production d'électricité et de l'activité métallurgique en 2010



Sources : EEC, ENERCAL, DIMENC

le recul engagé en 2009 se prolonge et s'accroît : -33% sur un an, après les -14% de 2009. Le manque d'eau fait chuter la production à son plus bas niveau. La production éolienne continue d'augmenter : +24% sur un an. Une nouvelle ferme de 18 éoliennes a été implantée en 2010 à Touango, dans le grand Sud, pour une capacité totale de 4 950 KW. Prochainement, trois nouvelles éoliennes pourraient être implantées sur le site de Negandi à Plum, d'une puissance de 225 KW chacune. Malgré le développement important de l'éolien ces dernières années (la puissance installée a plus que doublé en cinq ans), il ne contribue qu'à hauteur de 2% à la production totale.

La production solaire débute ti-

midement en 2010, avec la mise en service de la ferme photovoltaïque "Helios Bay" à Tontouta, première centrale au sol de cette envergure à l'échelon régional. Pour 2010, ce sont 3 GWh qui ont été produits. Cette production est appelée à se développer, avec notamment l'implantation d'une nouvelle centrale photovoltaïque à Maré en fin d'année. Sa capacité de production, de 200KW au démarrage, pourrait tripler dans les années à venir.

Évolution de la production d'électricité selon l'origine

	2009	2010	Variation
Thermique	1 505	1 811	20,3
Hydraulique	397	265	-33,2
Éolienne	42	52	23,8
Solaire	-	3	//
Total	1 944	2 131	9,6

Sources : EEC, ENERCAL

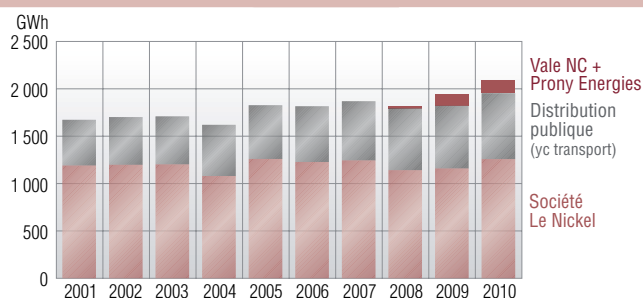
Unités : GWh, %

En 2010, la puissance installée sur l'ensemble du territoire atteint ainsi près de 500 MW. Elle est en augmentation de 7 MW par rapport à 2009. Le développement des capacités de production poursuit trois objectifs majeurs : accompagner le développement de l'activité métallurgique, permettre l'autonomie des régions les moins faciles à desservir et prendre en compte les enjeux de développement durable.

La production métallurgique et l'aménagement du territoire dopent la consommation électrique

En 2010, la consommation électrique progresse de 7% sur un an et atteint le niveau le plus fort de son histoire. 60% de cette consommation revient à la SLN, le reste est destiné à la distribution publique et aux installations de Vale-NC pour une part encore faible (6% de la consommation totale). La consommation de la SLN est en hausse de 9%, en lien avec la progression des volumes de produits de fusion sortis des fours de Doniambo. Celle de Vale-NC augmente de 7% et traduit le démarrage progressif de l'activité sur le site de Prony. La consommation sur le réseau de distribution publique augmente de 5%. Elle tient à l'amélioration

Évolution de la consommation d'électricité



Sources : EEC, ENERCAL

Évolution de la consommation d'électricité

	2009	2010	Variation
Société Le Nickel (SLN)	1 158	1 257	8,5
Vale NC + Prony Energies	124	132	6,6
Distribution publique	662	696	5,1
Total	1 944	2 085	7,3

Sources : EEC, ENERCAL

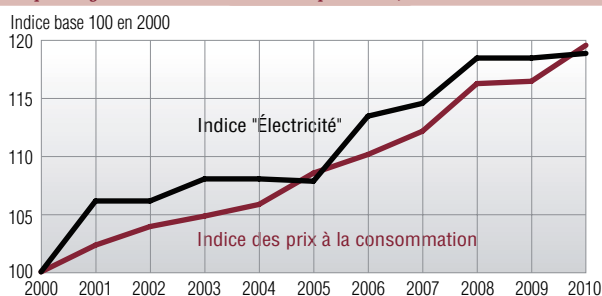
Unités : GWh, %

du raccordement des ménages au réseau général d'électricité (3 100 abonnés de plus sur un an), ainsi qu'à l'augmentation de la consommation individuelle des ménages, plus équipés en appareils électriques qu'il y a quelques années. En effet, entre les deux recensements de 2004 et 2009, la part des ménages équipés d'un réfrigérateur, d'une machine à laver, d'un climatiseur ou d'un

ordinateur, a augmenté de 6 à 20 points, selon l'équipement. La campagne d'électrification de l'extrême Nord, décidée par Enercal, devrait faire augmenter encore la consommation électrique dans les prochaines années. À l'horizon 2013, elle permettra de raccorder au réseau public les 1 400 foyers encore privés d'électricité.

Le coût de l'électricité encore stable cette année

Évolution du prix de l'électricité (pour un usager domestique moyen, au 31 décembre de chaque année)



Source : ISEE/Indice des prix

En 2010, l'indice "électricité" qui mesure le coût de l'électricité pour un usager domestique moyen (consommation moyenne, taxe et location du compteur) est resté stable pour la deuxième année consécutive. Le gouvernement de Nouvelle-Calédonie, engagé dans la lutte contre la vie chère, n'a pas augmenté le prix de vente au particulier, malgré une forte hausse des prix des produits pétroliers, matière première de l'énergie thermique. En glissement sur dix ans, la hausse est de 19% et suit la progression de l'inflation.

Le territoire veut maîtriser sa politique énergétique

Un "schéma de l'énergie et du climat" a été lancé en 2010, qui poursuit trois objectifs : développer les énergies renouvelables, les économies d'énergies et proposer un plan de réduction ou de compensation des émissions de carbone en Nouvelle-Calédonie.

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie alloue des crédits au Comité Territorial pour la Maîtrise de l'Énergie (CTME) pour détecter des gisements d'économies d'énergie et préparer un label "haute qualité environnementale" dans les constructions.

Le CTME propose un prêt à taux zéro pour les particuliers qui s'équipent d'un chauffe-eau solaire et la chambre des métiers forment ses artisans à la pose de ces équipements.

CONSTRUCTION

Le développement de la zone VKP et les grands chantiers tirent encore l'activité

Le BTP est assez bien orienté en 2010, soutenu par le dynamisme de l'économie calédonienne, malgré le léger repli des constructions des bâtiments et le renchérissement du coût de la construction.

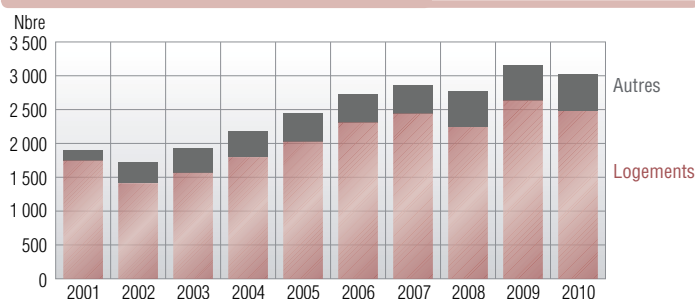
En 2010, 3 000 locaux ont fait l'objet d'une attestation de conformité du Comité Territorial des Usagers de l'Electricité (COTSUEL), soit 150 de moins par rapport à 2009. 80% des attestations ont concerné des logements (deux tiers d'appartements et un tiers de maisons individuelles), en légère baisse sur un an. Les autres constructions achevées (locaux commerciaux, industries...) sont relativement stables sur un an. Même si la province Sud concentre 90% des attestations visées en 2010, principalement pour le Grand Nouméa, le développement économique de la zone VKP soutient la construction en province Nord : 270 attestations y ont été délivrées cette année, dont 110 à Koné et 50 à Koumac.

Légère baisse du nombre de logements nouveaux

Les grands projets soutiennent la production locale de ciment, l'emploi salarié et la création d'entreprises

Les ventes de ciment progressent fortement sur un an. 161 000 tonnes de ciment ont été vendues localement, contre 140 000 tonnes en 2009. Une telle augmentation n'a pas été vue depuis vingt ans et intervient après trois années de relative stabilité due à la fin du chantier de l'usine du Sud. La consommation de ciment a été presque entièrement couverte par la production locale (en hausse de 15% sur un an) ; seules 800 ton-

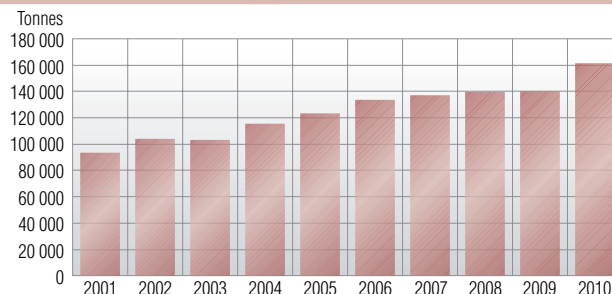
Évolution des constructions de bâtiments*



* Il s'agit du nombre d'attestations de conformité électrique visées par le Comité Territorial pour la Sécurité des Usagers de l'Electricité. Le COTSUEL est missionné pour les provinces Nord et Sud, hors zones non soumises à permis de construire (réserves foncières).

Source : COTSUEL

Évolution des ventes de ciment (ciment local et importé)



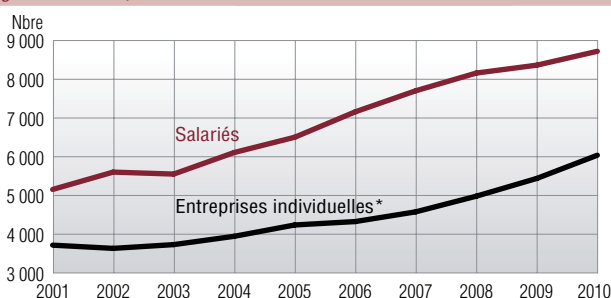
Sources : Holcim, Direction Régionale des Douanes

nes de ciment ont été importées en 2010, soit 1 000 tonnes de moins sur un an.

Le secteur de la construction emploie, en moyenne en 2010, 8 700

salariés, soit 360 salariés supplémentaires sur un an. Après avoir ralenti en 2009, l'emploi dans la construction renoue avec un certain dynamisme, qui reste toutefois un peu moins soutenu que celui des années 2004 à 2008 (+500 salariés en moyenne). Les travaux de terrassement de l'usine du Nord avaient, en 2009, fortement contribué à la hausse de l'emploi salarié. Ces chantiers préparatoires sont maintenant terminés et laissent la place à la construction de l'usine. En 2010, les deux tiers des salariés supplémentaires sont concentrés dans trois secteurs : la construction d'ouvrages d'art, de bâtiments divers et les travaux d'installation électrique. La démobilité de nombreux travailleurs

Évolution de l'emploi dans le secteur de la construction (moyenne annuelle)



* de statut juridique "personnes physiques"

Sources : ISEE, CAFAT

incitent certaines structures, comme la CCI et les provinces à les accompagner dans leur reclassement ou leur création d'entreprise.

Au 31 décembre 2010, 6 000 entreprises individuelles (de statut juridique "personnes physiques") sont répertoriées au RIDET dans le secteur de la construction (5 500 un an avant). Une entreprise sur deux a pour activité la maçonnerie générale, la peinture et l'installation électrique. Les trois quarts des entreprises ont leur siège social en province Sud, Nouméa en concentre 40%. 14% des entreprises nouvelles sont situées en province Nord, et plus particulièrement à Koné et Koumac.

390 milliards d'encours de crédits

Le montant total de l'encours des crédits à l'habitat et à la construction pour l'année 2010 s'affiche à 390 milliards de F.CFP contre 353 milliards en 2009. Sa progression ralentit légèrement sur un an (+38 milliards contre +45 milliards en 2009). Les ménages concentrent les trois quarts de cet endettement supplémentaire. Ils investissent davantage dans l'immobilier, avec une hausse des encours de 11% en 2010, contre 8% en 2009, sous l'impulsion de la baisse des taux des prêts immobiliers. La mise en place du prêt à taux zéro devrait accentuer cette tendance en 2011. Pour les entreprises, l'encours de crédit immobilier progresse mais beaucoup plus lentement qu'en

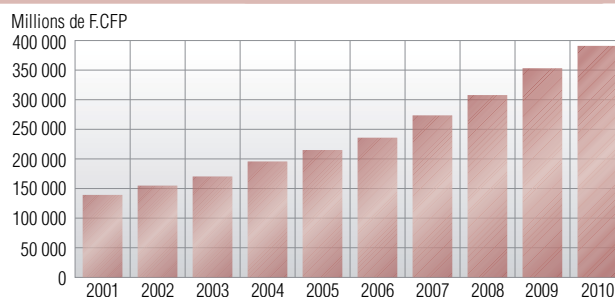
Emploi salarié dans la construction (moyenne annuelle)

Nomenclature des activités française (NAF)	2009	2010	Variation
Préparation de sites	2 161	2 219	2,7
Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil	4 426	4 580	3,5
Travaux d'installation	802	925	15,3
Travaux de finition	968	987	1,9
Location avec un opérateur de matériel de construction	19	25	27,9
Total	8 377	8 735	4,3

Sources : ISEE, CAFAT

Unités : nbre, %

Évolution des encours de crédits* à l'habitat et à la construction (au 31 décembre)



*Octroyés par les établissements de crédits situés dans et hors de la zone d'émission de l'IEOM.

Source : IEOM

2009 (+10%, contre +39% en 2009).

L'index de prix BT21 "tous travaux confondus" augmente fortement sur un an après avoir baissé en 2009. La hausse de 4% résulte du renchérissement des cours des matières premières, particulièrement du carburant, et de la revalorisation des bas salaires du bâtiment et des travaux publics.

Malgré le renchérissement des coûts de la construction, le secteur

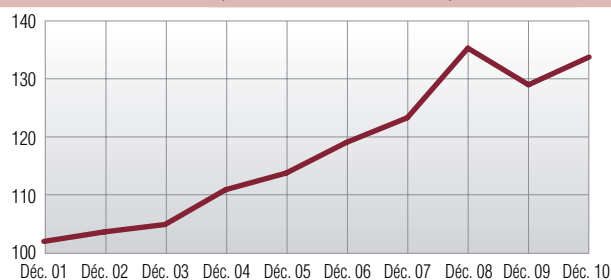
du BTP est soutenu par les grands projets de développement de la Nouvelle-Calédonie :

- la SIC a livré 500 nouveaux logements en 2010, soit 170 de plus qu'en 2009 ; le logement social est de nouveau une des priorités des contrats de développement 2011-2015,
- l'usine du Nord est en cours de construction ; elle devrait entrer en production en 2012,
- les jeux du Pacifique de 2011 nécessitent de nombreuses infrastructures,
- les premiers travaux de terrassement du Médipôle ont commencé,
- et l'aéroport de La Tontouta est en cours d'extension.

Pour 2011, les incertitudes liées à la réforme de la défiscalisation métropolitaine sont en partie levées. Fin 2010, certains amendements favorables sur la loi de défiscalisation ont été votés, ainsi que l'aménagement de la loi Scellier pour le Pacifique.

4% de hausse du BT21

Évolution de l'index BT21 (base 100 en décembre 2000)



Source : ISEE

TRANSPORT AÉRIEN

Trafic en hausse à l'international

Sous l'impulsion des voyages des Calédoniens, le trafic aérien international bat un nouveau record avec plus de 478 000 passagers en un an.

L'activité des aérodomes de l'intérieur et des îles est plus mitigée, avec notamment une légère baisse à Magenta contre une forte progression du trafic à Koné.

Le trafic international progresse

En 2010, 478 000 passagers ont fréquenté l'aéroport international de Nouméa-La Tontouta, soit une augmentation de 18 000 passagers sur un an. Avec une croissance de 4%, le trafic international s'accélère par rapport à 2009 (+2%) et retrouve son dynamisme des deux années précédentes. Comme l'année dernière, la croissance soutenue du trafic en 2010 résulte de la forte progression des voyages des résidents (+10,5%), qui compense la stabilité de la fréquentation touristique (-1%). Dans le détail, 240 000 passagers sont arrivés (+4% sur un an) et 238 000 partis (+4%).

L'envolée d'Air Austral

Les avions de la compagnie locale Air Calédonie International ont transporté près de 70% des passagers fréquentant l'aéroport de Tontouta, soit un peu moins de 330 000 personnes, en baisse de 2% par rapport à 2009. Quantas a également transporté moins de passagers : -4% avec 58 000 personnes en 2010. À l'inverse, la compagnie réunionnaise Air Austral, implantée localement depuis avril 2009, gagne des parts de marché et fait un bond de 68% avec un total de 46 000 passagers en 2010. À elles trois, ces compagnies représentent plus de 90% des flux de passagers en 2010.

Trafic de passagers à l'aéroport de Tontouta par compagnie*

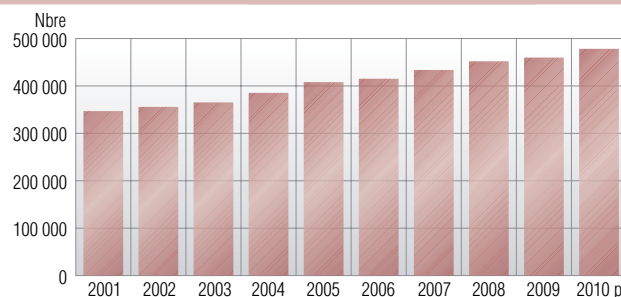
Arrivées + départs	2009	2010 p	Variation
Air Calédonie International	335 313	328 577	-2,0
Quantas	60 659	58 219	-4,0
Air Austral	27 311	45 764	67,6
Air New Zealand	21 621	22 615	4,6
Air Vanuatu	6 626	14 404	117,4
Autres compagnies	8 058	8 562	6,3
Total	459 588	478 141	4,0

* Il s'agit de la compagnie qui opère le vol, la commercialisation des sièges étant elle, souvent faite par plusieurs compagnies (partage de code)

Source : Direction de l'Aviation Civile

Unités : nbre de passagers, %

Évolution du trafic de passagers à l'aéroport de Tontouta (arrivées + départs)



Source : Direction de l'Aviation Civile

Trafic de passagers à l'aéroport de Tontouta (non compris les passagers en transit)

	2009	2010 p	Variation
Arrivées	230 241	240 218	4,3
Départs	229 347	237 923	3,7
Total	459 588	478 141	4,0

Source : Direction de l'Aviation Civile

Unités : nbre de passagers, %

Les autres compagnies sont également en progression : Air Vanuatu (+7 700 passagers) et Air New Zealand (+1 000 passagers).

Par destination, Sydney génère près de 30% des flux avec 140 000 passagers en 2010, en hausse de 10% sur un an.

Brisbane, avec 49 000 passagers, baisse de 6% sur la même période. Le Japon (Tokyo + Osaka) couvre 24% des flux, mais affiche un recul de 2,7%. Autre destination asiatique, Séoul, avec 34 000 passagers, est en très légère progression (2% sur un an).

Le Vanuatu augmente de près de 30%, avec 33 500 passagers sur Port Vila.

Au-delà du transport de personnes, l'aéroport de Tontouta a également une activité de transport de marchandises. En 2010, le fret est quasiment stable par rapport à 2009 avec 5 700 tonnes de marchandises transportées.

Transport de marchandises à l'aéroport de Tontouta

	2009	2010	Variation
Arrivées	4 294	4 248	-1,1
Départs	1 333	1 424	6,8
Total	5 627	5 672	0,8

Source : Direction de l'Aviation Civile

Unités : tonne, %

En 2010, 368 000 passagers ont transité par l'aérodrome de Magenta en provenance (186 000 passagers) ou à destination (182 000 passagers) des aérodomes de la Grande Terre ou des îles, soit un léger recul annuel du trafic aérien intérieur de 1% (2 400 passagers en moins).

Légère diminution du trafic domestique à Magenta

Après trois années de baisse entre 2000 et 2002 due à la concurrence du transport maritime (mise en service du Bético), le transport aérien a su regagner des parts de marché dès 2003. Depuis, le nombre de passagers n'avait cessé de progresser d'année en année pour dépasser en 2009 la barre des 370 000 passagers. Le léger repli de cette année s'explique par une diminution de l'offre de la compagnie domestique, liée à la fin du contrat d'affrètement de l'ATR d'Air Tahiti en mars 2010. Cet événement a été en partie compensé par la mise en place de mesures préconisées dans le cadre du plan de redressement ainsi que par l'amélioration des infrastructures existantes (allongement de la piste notamment).

Trafic de passagers à l'aérodrome de Magenta

	2009	2010 p	Variation
Arrivées	186 297	185 992	-0,2
Départs	183 759	181 644	-1,2
Total	370 056	367 636	-0,7

Source : Direction de l'Aviation Civile

Unités : nbre de passagers, %

Activité aéroportuaire en forte croissance à Koné

Même si l'aérodrome de Magenta est le plus fréquenté, ceux des îles ont une activité également soutenue. Le trafic de passagers à Lifou s'établit à 141 000 personnes, en progression de 3,5% par rapport à 2009. Plus de 70 000 passagers ont emprunté la ligne

Évolution du trafic de passagers à l'aérodrome de Magenta (arrivées + départs)



Source : Direction de l'Aviation Civile

Trafic de passagers par aérodrome

Arrivées + départs	2009	2010 p	Variation
Magenta	370 056	367 096	-0,8
Lifou	136 715	141 441	3,5
Ile-des-Pins (L')	88 675	78 915	-11,0
Ouvéa	69 247	70 673	2,1
Maré	69 586	69 349	-0,3
Tiga	2 888	nd	///
Koné	2 689	4 493	67,1
Koumac	1 510	nd	///
Touho	957	211	-78,0
Ile Art (Belep)	872	nd	///

Source : Direction de l'Aviation Civile

Unités : nbre de passagers, %

aérienne entre Nouméa et Ouvéa (+2% en un an), tandis que Maré avec un peu plus de 69 000 passagers reste pratiquement stable sur un an. L'île-des-Pins avec 70 600 passagers marque un fort recul de 11%, principalement engendré par la baisse de la fréquentation touristique.

Sur la Grande Terre, Koné poursuit sa très forte progression

(4 500 passagers contre 2 800 en 2009) profitant du développement de la zone Voh-Koné-Pouembout induit par le projet minier en cours. Au contraire le trafic de Touho recule de près de 80% (200 passagers sur l'année contre près de 1 000 en 2009). Ce repli est lié à l'arrêt des rotations en début d'année pour faire face au déficit de la compagnie domestique.

TRANSPORT MARITIME

Les flux de marchandises atteignent un niveau record

L'intensification de l'activité minière tire à la hausse le trafic maritime de la Nouvelle-Calédonie, à l'international comme à l'intérieur du territoire.

En 2010, l'activité de transport international de marchandises s'établit à 7 millions de tonnes, contre 5 millions en 2009. Elle atteint ainsi un niveau record, pour les débarquements comme pour les embarquements.

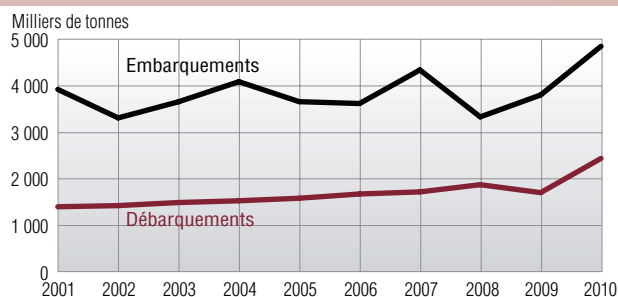
Évolution du trafic maritime international

	2009	2010	Variation
Débarquements	1 686	2 422	43,6
Embarquements	3 734	4 835	29,5
Total	5 420	7 257	33,9

Sources : Port Autonome, DIMENC

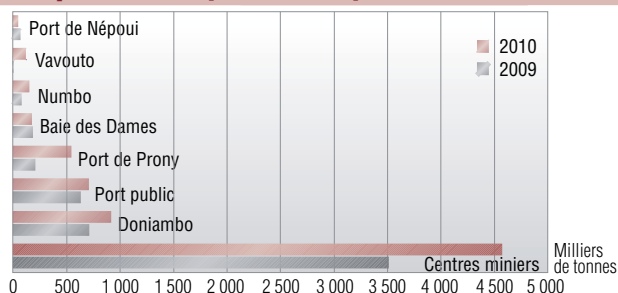
Unités : millier de tonnes, %

Évolution du trafic maritime international de marchandises



Sources : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie, DIMENC

Évolution du trafic maritime international de marchandises par zone portuaire (embarquements + débarquements)



Sources : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie, DIMENC

Le transport international dopé par le secteur du nickel

Deux millions de tonnes de marchandises sont arrivées en Nouvelle-Calédonie par voie maritime, soit 700 000 tonnes de plus sur un an. La forte progression des débarquements est directement liée à celle des importations de l'année exceptionnellement élevées, tirées par les achats d'ensembles industriels pour les projets miniers. Ainsi, le port de Vavouto a débarqué 122 000 tonnes de marchandises en 2010, contre 6 000 tonnes en 2009.

L'activité du port de Prony progresse elle aussi fortement sur un an (+340 000 tonnes), soutenue par les approvisionnements nécessaires au fonctionnement de l'usine du Sud.

Nouméa reste toutefois la première zone portuaire et concentre 70% des volumes débarqués. 300 000 tonnes supplémentaires y ont été livrées en 2010, essentiellement à Doniambo pour les

besoins de la SLN, dont la production métallurgique a augmenté de 4% sur un an.

À l'image des débarquements, les embarquements de marchandises progressent fortement sur un an (+1 million de tonnes). Leur hausse est liée au niveau record des exportations de minerai de nickel de cette année.

Ainsi, l'activité des centres miniers progresse de 30% sur un an, soutenue par la reprise des expor-

tations de latérites vers l'usine de Yabulu en Australie, après plusieurs mois de suspension. En 2009, c'est l'approvisionnement en minerai de nickel pour l'usine de Gwangyang, en Corée du Sud, qui tirait l'activité portuaire. En 2010, les volumes exportés pour cette usine sont stables ; elle a en effet atteint fin 2009 sa pleine capacité de production.

Concernant le transport maritime intérieur, 3,3 millions de tonnes de marchandises ont transité par le port de Nouméa en 2010, contre 3 millions de tonnes en 2009. Les marchandises transportées sont composées à 97% de minerai de nickel en provenance des centres miniers pour l'usine de Doniambo. Le reste du fret se compose de 13 000 tonnes d'hy-

L'activité de la SLN soutient les flux intérieurs de marchandises

Évolution du trafic maritime intérieur

	2009		2010		Variation	
	Débarquements	Embarquements	Débarquements	Embarquements	Débarquements	Embarquements
Minerai de nickel	2 888	-	3 224	-	336	///
Hydrocarbures	-	10	-	13	///	3
Marchandises diverses	18	80	18	80	-	-
Total	2 906	90	3 242	93	336	3

Source : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie

Unité : millier de tonnes

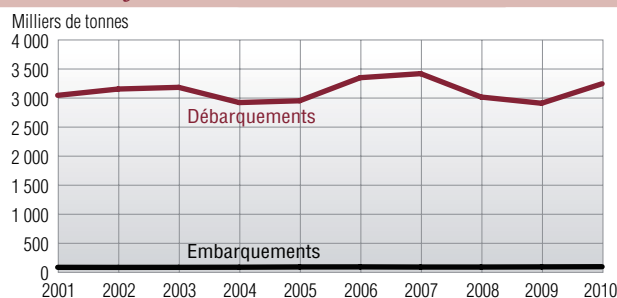
drocarbures (0,5% du total) expédiées vers l'intérieur et les îles et de 100 000 tonnes de marchandises diverses (2,5% du total) à destination ou en provenance des ports de l'intérieur et des îles.

Une année 2011 dans la continuité de 2010

Fortement tributaire de l'activité minière et métallurgique du territoire, le transport maritime à l'international comme à l'intérieur des eaux calédoniennes devrait rester dynamique en 2011, toujours sous l'impulsion des grands projets.

Pour faire face à ce trafic en hausse, le port autonome de Nouméa

Évolution du trafic maritime intérieur de marchandises



Source : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie

a subi des aménagements importants en 2010, qui seront suivis par d'autres projets dans le cadre

du schéma directeur à l'horizon 2012-2025.

TOURISME

L'activité tarde à redémarrer

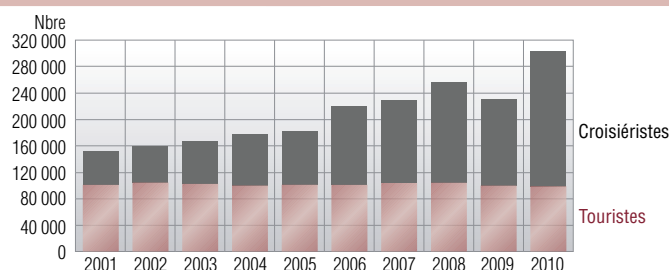
La fréquentation touristique connaît son plus mauvais score des dix dernières années. Toutefois, l'activité des cinq derniers mois de l'année laisse espérer que la reprise mondiale pourra profiter à la Calédonie avec quelques mois de différé. L'activité hôtelière fléchit. À l'inverse, les croisiéristes n'ont jamais été aussi nombreux.

En 2010, les visiteurs de la Nouvelle-Calédonie (touristes + croisiéristes) dépassent pour la première fois la barre des 300 000 personnes. Ce record est atteint grâce à l'envol des arrivées de croisiéristes, qui tranche avec les mauvais résultats du tourisme. En 10 ans, la part respective des touristes et des croisiéristes sur le nombre total de visiteurs s'est totalement inversée : désormais les croisiéristes constituent plus des deux tiers des visiteurs.

Les touristes toujours moins nombreux

En 2010, les touristes sont encore moins nombreux qu'en 2009. Avec 800 personnes de moins qu'en 2009 (-0,8%), la fréquentation touristique pourrait être perçue comme quasi stable. Toutefois, s'ajoutant aux replis successifs de ces cinq dernières années, cette nouvelle baisse fait chuter la fréquentation touristique à son plus bas niveau de la décennie : 98 600 touristes. Pour autant, à partir d'août, les touristes sont venus plus nombreux qu'en 2009, contrairement au début de l'année : ainsi, les 5 900 touristes supplémentaires sur les 5 derniers mois, ont permis de compenser la baisse de 6 700 touristes sur les 7 premiers mois. Après une année 2009 particulièrement décevante, la fréquentation touristique de la Nouvelle-Calédonie pourrait donc enclencher une reprise, dans le sillage de celle

Évolution du nombre de visiteurs



Sources : ISEE/Direction de la Police Aux Frontières en Nouvelle-Calédonie, Port Autonome

Évolution mensuelle des arrivées de touristes



Source : ISEE "Enquête passagers"

constatée au niveau mondial par l'Organisation Mondiale du Tourisme, mais plus tardive.

Cette reprise semble se confirmer sur le 1^{er} trimestre de 2011.

La clientèle "traditionnelle" en provenance de métropole, du Japon, d'Australie ou de Nouvelle-Zélande reste très majoritaire sur l'ensemble des arrivées (68% en 2010). Toutefois, en 2010, elle est en repli. Historiquement, plus des trois quarts des touristes dé-

barquant en Nouvelle-Calédonie résidaient dans l'un de ces pays.

Dans le détail, les arrivées de métropole restent les plus nombreuses. Toutefois, elles baissent sévèrement, avec 2 400 personnes de moins qu'il y a un an. Les touristes de métropole n'ont jamais été aussi peu nombreux au cours de la décennie.

Avec 1 000 personnes de moins qu'en 2009, les Australiens participent également fortement au recul de la clientèle traditionnelle sur un an. Toutefois, la fréquentation australienne reste dans la moyenne de ces dix dernières années.

Sur un an, la baisse des arrivées de touristes japonais est limitée à 400 personnes. Mais, elle s'ajoute aux baisses successives de ces quatre dernières années. Ainsi,

Évolution des arrivées de touristes par pays de résidence

	2009	2010	Variation	
	Nbre	Nbre	Nbre	%
Métropole	27 335	24 960	-2 375	-8,7
Japon	18 926	18 534	-392	-2,1
Australie	18 567	17 551	-1 016	-5,5
Nouvelle-Zélande	6 651	6 406	-245	-3,7
Autres Océanie	14 306	17 329	3 023	21,1
Autres	13 594	13 782	188	1,4
Total	99 379	98 562	-817	-0,8

Source : ISEE "Enquête passagers"

Unités : nbre, %

en 2010, ce sont 13 000 touristes japonais de moins qu'en 2005 qui ont visité la Nouvelle-Calédonie. Concernant la Nouvelle-Zélande, le repli se limite à 250 personnes. Toutefois, il prolonge ceux de 2008 et 2009, après une année 2007 au cours de laquelle les arrivées avoisinaient les 10 000 personnes.

La clientèle "traditionnelle" reste majoritaire

Le recul de la clientèle "traditionnelle" est atténué par des arrivées plus nombreuses de la région Pacifique (hors Australie et Nouvelle-Zélande) qui augmentent de 3 000 personnes sur un an. Ces touristes sont désormais aussi nombreux que les Australiens. Le Festival des Arts Mélanésiens en septembre dernier, ainsi que différentes rencontres sportives de portée régionale ou internationale expliquent notamment la hausse des arrivées en provenance des pays voisins.

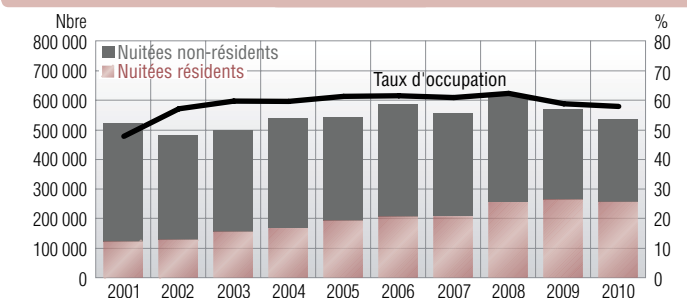
Développement du tourisme d'affaires

De nouveaux touristes arrivent également des pays d'Asie (hors Japon), notamment la Corée. Ils sont 4 800 cette année, contre 1 100 en 2000. Les arrivées du Canada ont presque triplé sur cette même période (1 200 personnes cette année, contre 450 personnes il y a 10 ans). L'arrivée de ces nouveaux voyageurs s'explique notamment par des motifs de séjour qui évoluent : en 2010, 20% des arrivées sont motivées par du tourisme d'affaires, contre 10% il y a dix ans. Les arrivées supplémentaires de touristes en provenance des pays d'Asie (hors Japon) ou du Canada représentent plus de la moitié du surplus de touristes d'affaires en dix ans. Les touristes australiens voyageant pour affaires ont également doublé en cinq ans. Cela traduit l'impact sur le secteur touristique, des partenariats opérationnels, économiques ou financiers établis avec ces pays dans le cadre de l'activité métallurgique du territoire. Autre clientèle nouvelle, celle en provenance de la Réunion ou de Mayotte qui progresse depuis l'ouverture mi-2009, de la liaison aérienne Saint-Denis - Nouméa : 2 000 touristes en sont venus cette année, contre moins de 500 par an avant l'ouverture de cette liaison.

Les hôtels "3 étoiles et plus" résistent mieux

En 2010, l'activité hôtelière est en repli : 33 600 nuitées de moins qu'en 2009, soit l'équivalent d'un hôtel d'une capacité de

Évolution de l'activité des hôtels de Nouméa



Source : ISEE "Enquête hôtelière"

200 chambres qui serait resté vide pendant près de six mois. Ce repli s'explique par les touristes moins nombreux, ainsi que la durée moyenne de séjour plus courte (20 jours en 2010, contre 21 jours en 2009).

Ce repli de l'activité hôtelière aurait pu être beaucoup plus important encore si la clientèle locale n'avait pas progressivement rattrapé la clientèle internationale. En effet, en 2010, le nombre de nuitées des résidents atteint presque le record de 2009, 2,5 fois supérieur à son niveau d'il y a 10 ans. À l'inverse, le nombre de nuitées des non résidents passe pour la première fois sous la barre des 300 000, en baisse de 8% sur un an. Depuis le début de la décennie et jusqu'en 2008, le nombre de nuitées des non résidents oscillait entre 350 000 et 400 000. En 2010, les clients non résidents ne représentent plus que 52% de la clientèle des hôtels de Nouméa, contre près de 80% il y a 10 ans.

La capacité hôtelière de Nouméa étant stable sur un an (1 760 chambres), la baisse du nombre de nuitées entraîne celle du taux d'occupation des hôtels : 57,9% en 2010, contre 58,8% en 2009 alors qu'il dépassait les 60% entre 2005 et 2008.

Par catégorie, les hôtels "3 étoiles et plus" absorbent 58% des nuitées (contre 55,4% en 2009). Avec une baisse limitée à 1% sur un an, ils résistent mieux que les autres au ralentissement de l'acti-

tivité, notamment grâce à la diversification de leur offre vis-à-vis de la clientèle locale, pour faire face à l'érosion du tourisme international. Toutefois, c'est dans cette catégorie d'hôtels que le taux d'occupation est le plus faible (53,5%), bien que légèrement supérieur à 2009 (52,4%).

Dans les hôtels 1 ou 2 étoiles, les nuitées baissent respectivement de 11 et 13%. Le taux d'occupation y reste meilleur que dans l'hôtellerie de standing (74% pour les hôtels "1 étoile" et 64% pour les hôtels "2 étoiles") même s'il est inférieur à celui de 2009 (80% pour les "1 étoile" et 66% pour les "2 étoiles"). Ces hôtels absorbent respectivement 14% et 28% de l'activité hôtelière.

Face à la mauvaise conjoncture 2010, les professionnels, regroupés au sein de la Fédération de l'Hôtellerie de Nouvelle-Calédonie, demandent au gouvernement et aux provinces des abattements de charges sociales pour les hôtels de Nouméa, comme c'est déjà le cas pour ceux implantés hors Nouméa, ainsi qu'une révision des taxes qui leur sont applicables. L'implantation de nouvelles structures hôtelières haut de gamme, dans Nouméa, comme dans l'intérieur ou les îles, est à l'étude.

Le plan stratégique de la desserte aérienne qui doit être proposé au gouvernement en avril prochain pour faire face aux mauvais résultats financiers de la compagnie locale et aux difficultés de remplissage des hôtels, sera très attendu.

Évolution des nuitées par catégorie d'hôtel et par type de clientèle

	2009	2010	Variation
Type de clientèle			
Non résidents	304 274	279 406	-8,2
Résidents	264 767	256 019	-3,3
Catégorie d'hôtel			
1 étoile	83 819	74 388	-11,3
2 étoiles	169 812	148 497	-12,6
3 étoiles et +	315 410	312 540	-0,9
Total	569 041	535 425	-5,9

Source : ISEE "Enquête hôtelière"

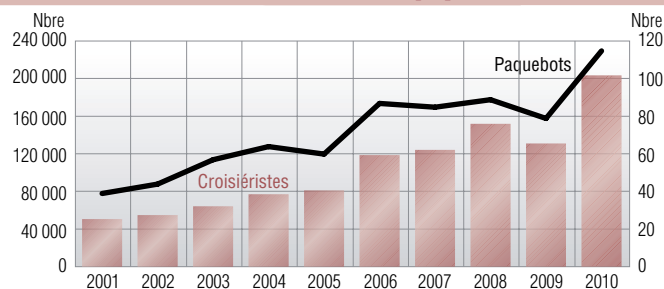
Unités : nbre, %

Le tourisme de croisière atteint un niveau record

En 2010, le **tourisme de croisière** atteint un record historique : 204 000 personnes sur 115 paquebots, soit 70 000 personnes de plus qu'en 2009. Le succès mondial de la croisière atteint ainsi les rivages calédoniens et profite au territoire. Les croisiéristes sont aujourd'hui quatre fois plus nombreux qu'il y a dix ans à faire escale en Calédonie.

Ainsi, le nombre aidant, la contribution des croisiéristes dans l'ensemble des recettes touristiques locales pourrait commencer à peser. Cette contribution reste toutefois forcément très inférieure à celle des touristes, chaque escale étant limitée à une journée. La croisière contribue à l'économie locale, notamment au travers des dépenses que les croisiéristes effectuent pour des excursions ou

Évolution des arrivées de croisiéristes et de paquebots



Sources : ISEE/Direction de la Police Aux Frontières en Nouvelle-Calédonie, Port Autonome

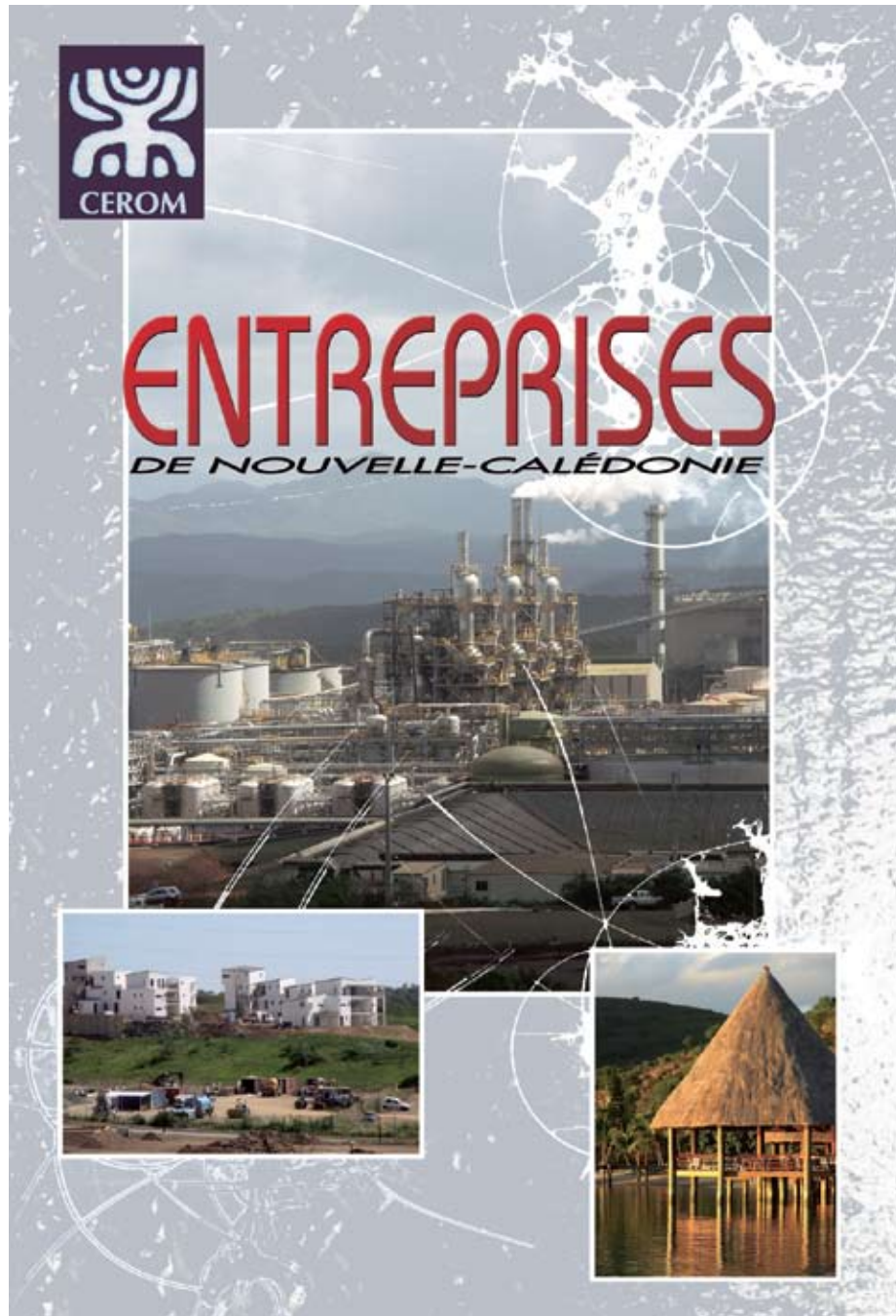
du shopping et de celles que les armateurs prennent en charge directement pour l'accueil par les comités locaux.

En 2011, Maré proposera une nouvelle escale à partir d'avril, en complément de celles déjà existantes de Nouméa, l'île des Pins, Lifou, Ouvéa, Hienghène et Poum.

Les bons résultats du tourisme de croisière en Calédonie suivent l'essor du marché mondial de l'hôtellerie flottante. La croisière s'est démocratisée ces dernières années, les bateaux sont plus grands et peuvent embarquer plus de passagers, à des tarifs désormais plus attractifs.

CEROM

Une synthèse qui permet de mieux comprendre le paysage économique calédonien et d'alimenter les réflexions sur les principaux enjeux des années à venir.



En vente à l'ISEE

